

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

La Souveraineté
dans
Jean II Juvénal des Ursins

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(Sciences Économiques et Politiques)

Présentée et soutenue le Mercredi 14 Mars 1917, à 2 heures.

PAR

Fernand MATON

AVOCAT A LA COUR D'APPEL DE DOUAI

Président : M. MEYNIAL, professeur.

Suffragants : { MM. CHÉNON, professeur.
Paul FOURNIER, professeur.

LIBRAIRIE

DE LA SOCIÉTÉ DU

RECUEIL SIREY

ANNE MEN LAROSE & FORCEL

LÉON TENIN. Directeur

22, rue Soufflot, PARIS, 5^e

1917

THÈSE
POUR LE DOCTORAT

**La Faculté n'entend donner aucune approbation ni
improbation aux opinions émises dans les thèses :
ces opinions doivent être considérées comme propres
à leurs auteurs.**

La Souveraineté

dans

Jean II Juvénal des Ursins

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(Sciences Économiques et Politiques)

Présentée et soutenue le Mercredi 14 Mars 1917, à 2 heures.

PAR

Fernand MATON

AVOCAT A LA COUR D'APPEL DE DOUAI



Président : M. MEYNIAL, professeur.

Suffragants : { MM. CHÉNON, professeur.
Paul FOURNIER, professeur.

LIBRAIRIE

DE LA SOCIÉTÉ DU

RECUEIL SIREY

Année Mon LAROSE & FORCEL

LÉON TENIN, Directeur

22, rue Soufflot, PARIS, 5^e

1917

AU DOCTEUR S. CAMPINCHI

MÉDECIN CHEF DE L'HÔPITAL MILITAIRE DE MONTRICHARD (1914-1915)

Hommage affectueux et reconnaissant.



Digitized by the Internet Archive
in 2026

INTRODUCTION

Parmi les grandes théories de droit public, une des plus importantes et des plus débattues est sans contredit celle de la souveraineté.

Les auteurs, qui ont consacré à ce sujet des ouvrages considérables, s'ingénient à proposer des systèmes divers et rompent de nombreuses lances dans un champ-clos toujours ouvert.

La question, pendant le dernier siècle, a même débordé de la tribune et de la chaire pour intéresser, passionner les masses.

L'évolution historique des sociétés investissant de plus en plus le peuple des droits du monarque, le nouveau souverain a été amené à s'interroger souvent, pas toujours hélas, sur la nature et les attributs de son pouvoir.

De là, la question s'est vulgarisée, au moins dans ses grandes lignes, et elle est, à l'heure actuelle, une des plus répandues, sinon des mieux approfondies.

Mais si l'étude de l'Etat actuel et positif de la Souve-

raineté a trouvé, dans le monde scientifique et dans la masse, de nouveaux adeptes, il n'en est plus de même de son évolution historique, surtout en ce qui concerne l'ancienne souveraineté royale (1).

Les auteurs, en effet, sont loin de lui avoir consacré les longs développements qu'ils ne ménageaient pas au stade contemporain, et si les traités généraux de Droit public et d'Histoire du droit ont passé en revue les caractères de la Souveraineté aux diverses époques, il n'y a, du moins à ma connaissance, que très peu de monographies modernes de la Souveraineté du roi (2).

Quant à la grande majorité de l'opinion, elle se contente, en cette matière, de quelques jugements superficiels certains exacts, les autres erronés, tous pour la plupart défavorables et créés dans un but politique, pour les né-

(1) Lebreton faisait, chose curieuse, la même remarque pour son temps. « J'ose vous promettre, écrivait-il dans la préface de son ouvrage sur la souveraineté dédié au garde des Sceaux de Châteauneuf, que cet ouvrage vous sera d'autant plus agréable que peu d'auteurs se sont occupés sur ce sujet.... Les plus célèbres politiques ont traité de l'état monarchique et remarqué les manquements qui s'y rencontrent mais ils n'ont rien dit des droits légitimes du prince souverain. » Lebreton, *de la Souveraineté du Roi*, Paris, 1632. Epistre, p. II.

(2) Citons, sans que cette énumération ait rien de limitatif : *Le Roi* de M. Frantz Funk-Brentano (Hachette, 2^e édition, 1912, et encore cet ouvrage est-il plus une œuvre de vulgarisation qu'une monographie. — L'excellente thèse de M. André Lemaire : *Les lois fondamentales de la Monarchie française* (Paris 1907). J'ai fait, à ce dernier auteur, de fréquents emprunts et principalement au chapitre II de la II^e partie.

cessités d'une cause qui n'a pas besoin, pour triompher, de pareils sophismes.

Cette étude mérite-t-elle une telle défaveur? Certes non. Elle est particulièrement intéressante pour l'Historien du Droit; elle lui permet de suivre jusqu'aux époques les plus reculées le fil des théories actuelles et de remonter le cours de leur lente évolution; elle lui fournit de plus une ample moisson de renseignements topiques et variés.

La période féodale, surtout en mettant le pouvoir royal en conflit avec les prétentions des Seigneurs, de l'Eglise et de l'Empereur, est une des parties les plus fécondes de cette étude en nous faisant assister au partage des Souverainetés, en réduisant devant le pouvoir de fait des hauts barons les attributs régaliens du duc de France.

Mais l'intérêt scientifique s'accroît encore au cours des ^{xiv}^e et ^{xv}^e siècles, le pouvoir royal traversant alors une crise précieuse pour l'observateur.

Les sciences sociales, l'Histoire surtout, ont sur les autres sciences le grand désavantage d'être privées de l'expérimentation, ce procédé de méthode si utile. L'homme ne peut qu'y observer les phénomènes, il ne lui est pas possible de les faire varier ou de leur donner naissance.

Il faut qu'il compte sur un caprice du sort pour réaliser spontanément une de ces expériences qu'il est impuissant à provoquer.

Il semble que le hasard se soit précisément complu, à

cette époque, à réaliser une de ces expérimentations naturelles en plaçant le pouvoir royal dans des conditions uniques dans l'histoire.

Invasion, anarchie, guerres intestines, faiblesse ou folie du monarque, autant de maux qui désolent le royaume de France au commencement du ^{xv}^e siècle et au milieu desquels il sera intéressant d'observer l'attitude de la Souveraineté et l'influence, sur la doctrine, des calamités publiques. Jean Juvénal des Ursins (1), dont je me propose d'étudier les conceptions, est un contemporain de la lutte. Vivant au milieu de cette époque troublée, favori et conseiller du roi, son érudition, sa qualité, sa famille en font le témoin précieux d'évènements où il joue le plus souvent son rôle. Sa plume, à chaque instant, lutte pour la souveraineté de son prince. S'agit-il de démontrer les droits des Valois à la couronne de France, d'évincer les préten-

(1) Je l'appellerai par la suite Jean II pour le distinguer de son père qui porte les mêmes prénoms. — Chose curieuse la plupart des historiens du droit sont muets sur Juvénal des Ursins, à l'exception toutefois de M. Viollet qui, ayant rencontré ses conceptions dans son étude sur la succession des femmes au trône de France (Comment les femmes ont été exclues en France de la succession à la Couronne. Extrait des *Mémoires de l'Académie des inscriptions et belles lettres*, tome XXXIV, II^e partie) le cite à plusieurs reprises dans son histoire des Institutions politiques et administratives de l'ancienne France. Les historiens ont heureusement réservé à notre auteur un meilleur accueil et Mgr Péche-nart lui a consacré sa thèse de lettres : Jean Juvénal des Ursins, archevêque duc de Reims, Paris (1876). Nous nous inspirerons à plusieurs reprises de cet ouvrage fortement documenté pour la partie historique de notre étude.

dants anglais, de plaider la nullité du malheureux traité de Troyes, de soustraire au pape le temporel et l'administration de l'Eglise gallicane, il accourt à la rescousse, forge des arguments, bâtit des théories, soutient la cause de son maître. Pourtant sa fidélité n'est pas un servage, et le cas échéant il sait défendre avec autant de vigueur contre tout empiètement les droits du peuple et des barons, champion de la féodalité et des libertés locales contre l'absolutisme envahissant de Charles VII.

Dans l'un et l'autre sens, qu'il s'agisse d'exalter la souveraineté extérieure du roi ou d'arrêter son pouvoir aux limites des droits particuliers, l'influence pratique des conceptions de Juvénal des Ursins fut considérable et bon nombre de réformes de son temps en portent l'empreinte.

Exerça-t-il la même influence dans le domaine scientifique? Fut-il le théoricien subtil apportant des théories nouvelles, modifiant ou fixant le droit public par des doctrines originales ou seulement le polémiste usant pour les besoins de ses causes des théories préexistantes? est-ce un novateur ou un adaptateur? En un mot, et selon la formule consacrée mais expressive : a-t-il apporté sa pierre à l'édifice de la science.

C'est ce que je me propose d'examiner au cours de cette étude, en essayant, comparant sa doctrine à celle des publicistes antérieurs ou contemporains, de faire la part de son apport personnel ou de l'influence et le prolongement de ses théories sur les faits et dans les ouvrages des publicistes.

Je diviserai mon étude en trois grandes parties. La première exposera brièvement les sources et la bibliographie. La seconde sera consacrée à ce que j'appelle d'un terme peut-être un peu fort : les influences provocatrices. Nous y examinerons en trois chapitres les circonstances extérieures et psychologiques : l'époque ; l'état de la doctrine dans les précurseurs et les contemporains et l'auteur.

Peut-être trouvera-t-on cette partie un peu longue et me fera-t-on le reproche d'y avoir examiné des faits très intéressants pour l'Historien et le chroniqueur, mais inutiles à l'Histoire du droit.

Mais j'ai cru indispensable de caractériser au moins brièvement, avant d'aborder les conceptions proprement dites, et l'auteur et son époque.

On comprend mieux les œuvres quand on connaît un peu les hommes ; le milieu, la profession, l'hérédité ont sur leurs doctrines une influence considérable.

Un exposé sommaire de l'époque était d'ailleurs indispensable pour l'intelligence des conceptions que nous aurons l'occasion de rencontrer.

Comment, par exemple, exposer la théorie de Juvénal des Ursins sur les prétentions de l'Angleterre à la couronne de France, si nous ne retraçons à grand trait l'origine et les phases du conflit ?

Et puis il y a souvent, entre le fait et la théorie, un enchaînement qu'on ne peut briser. Celle-ci, la plupart du temps, suit celui-là dont elle n'est que la consécration

écrite. Et si parfois elle semble dérouter par sa soudaineté, c'est qu'on n'aperçoit pas ses bases occultes, mais réelles, la poussée invisible des faits qui la fait surgir brusquement comme une cristallisation subite dans un milieu sursaturé.

Quant à la troisième partie, de beaucoup la plus longue, elle traitera de la conception de la souveraineté de Juvenal des Ursins dans quelques-unes de ses principales manifestations.

Tel qu'il est, ce travail aura, je m'en rends bien compte, de nombreuses imperfections. A cette époque déjà lointaine, l'absence ou l'incertitude d'un document peut être parfois une source d'erreur, et, comment éviter cet écueil avec nos modestes moyens, alors que les historiens du droit les plus considérables en ont signalé l'inévitable danger et ont avoué que la conjecture était, dans certains cas pour ses époques reculées, la seule forme possible de la science ?

Si le défaut de certitude est un mal, le désir d'y suppléer par d'aventureuses hypothèses en est un autre, plus grand encore. C'est surtout en histoire qu'il faut se faire le miroir impartial des faits. Donner libre cours à son imagination, laisser percer sa personnalité, ses opinions, ses désirs, c'est quitter la science pour tomber dans le roman.

Je me suis donc méfié de l'hypothèse et de la « folle du logis » et j'ai tâché de chausser les « semelles de plomb » que le vieux Bacon préférait aux ailes pour l'esprit, dans la méthode scientifique.

Mon étude en gardera peut-être quelques lacunes et une certaine aridité.

Je serai cependant trop heureux, si j'ai pu, même dans une faible mesure, contribuer à l'étude de la Souveraineté du Roi, étude dont le professeur Collinet, mon savant maître de l'Université de Lille, a su me faire prendre le goût au cours de son enseignement de doctorat politique.

F. M.

PREMIÈRE PARTIE

Sources et Bibliographie.

1^o SOURCES

A. Ouvrages Manuscrits :

Les œuvres de Jean Juvénal des Ursins sont pour la plupart inédites ; c'est donc dans les manuscrits de la « Bibliothèque Nationale » que j'ai dû faire mes recherches.

Ces manuscrits sont assez nombreux, les originaux ayant été maintes fois recopiés ; la biographie de Firmin Didot en donne la liste à l'article Jean Juvénal des Ursins. Il m'a donc été indispensable de choisir et le principal ouvrage que j'ai mis à contribution est le manuscrit français 2.701.

Ecrit au xv^e siècle par un copiste peu cultivé, si l'on en juge par les citations latines qui souvent fourmillent de fautes, il a cependant le mérite de grouper en un seul volume, sous le titre de *Harangues de Juvénal des Ursins*, les principales épîtres de l'auteur.

La cursive en est malheureusement peu lisible.

Il contient les discours suivants dont j'aurai à faire état.

I. *Epistre aux Etats tenus à Blois l'an mil quatre cens trente trois*, fol. 1.

II. *Epistre adressant au roy à l'occasion des Etats d'Orléans*, fol. 7.

III. *Dissertation sur la paix d'Arras* (on l'appelle parfois *Vision*), fol. 26.

IV. *Traité du Chancelier ou Discours de Jehan Juvénal, évêque de Laon à messire Guillaume Juvénal des Ursins, chancelier de France, son frère, sur le faict de la justice et la charge de Chancellerie*, fol. 41.

V. *Mémoires et titres extraits du trésor des Chartres et dressés par ordres du roy touchant les droits respectifs des maisons de Valois et d'Angleterre à la couronne de France*, ms. Fr. 2.701, fol. 57.

Ce mémoire qui, nous le verrons, eut pendant tout l'ancien régime une très grande importance, a de nombreuses reproductions. La meilleure est celle du manuscrit français nouvelles acquisitions n° 741. La copie a été faite à Dijon au début du xviii^e siècle ; l'écriture est très nette et parfaitement lisible. Je l'ai donc employé de préférence et c'est à lui que je renvoie.

VI. *Remonstrances au roy pour la réformation du royaume principalement concernant les gens d'Eglise*, fol. 86.

VII. *Advis à ceux qui ont le gouvernement et la juridiction tant spirituelle que temporelle*, fol. 119.

Le manuscrit 2.701 renferme encore d'autres discours dont je n'ai pas eu à faire usage et que je cite pour mémoire : *Harangue à Louis XI à son avènement*, *Harangues aux Etats de Tours*, *Exhortation à faire miséricorde au duc d'Alençon*, *Harangue au comte d'Eu*, *douze sermons*, etc.

Citons aussi comme reproduisant les principales Harangues de Juvénal des Ursins le manuscrit français 519 de la collection Dupuy. Ecrit au ^{xvii}^e siècle, il est plus lisible que le 2.701 et porte en marge quelques annotations de la main même de Dupuy.

B. Ouvrages Imprimés :

I. *Histoire de Charles VI, roy de France et des choses mémorables advenues durant quarante-deux années de son règne depuis 1380 jusqu'en 1422*.

Cette histoire, principal titre de gloire de Jean II Juvénal des Ursins, a été imprimée à deux reprises chez Godefroy ; la seconde édition avec addition est de 1653.

L'ouvrage constitue pour l'historien la source la plus féconde et la plus sûre pour cette époque, mais ne présente, pour le sujet qui nous occupe, qu'un intérêt très relatif.

Je me suis servi de l'édition publiée dans les Mémoires

pour servir à l'étude de l'Histoire de France de « Michaud et Poujalat », tome II, page 336.

II. *Harangue au roi Louis XI à son avènement.*

Elle est imprimée dans Duclos. Recueil des pièces pour servir à l'Histoire du roi Louis XI, 1746, in-12, page 252.

2° BIBLIOGRAPHIE (1)

Les ouvrages spéciaux consacrés à notre auteur et à sa famille sont peu nombreux. Citons :

L. BATIFOLL. — *L'origine italienne des Juvénal des Ursins*, 1873.

L. BATIFOLL. — *Jean Juvénal, prévôt des marchands de la Ville de Paris.*

P. DURRIEU. — *Le nom, le blason et l'origine de la famille de l'Historien Juvénal des Ursins* (*Annuaire bulletin de la Société de l'Histoire de France* ; tome XXIX, 1892, p. 193-221.

FIRMIN DIDOT. — *Biographie, article Ursins* (Jean Juvénal des).

P.-L. PÉCHENART. — Jean Juvénal des Ursins, historien de Charles VI, évêque de Beauvais et de Laon, archevêque de Reims, étude sur sa vie et ses œuvres. *Thèse*, Paris, 1876.

(1) La bibliographie la plus récente me paraît avoir été donnée par M. Molinier, *Les Sources de l'Histoire de France*, Paris, Alphonse Picard, 1904, tome IV, pages 120 et 262.

Quant aux ouvrages d'Histoire et d'Histoire du droit que j'ai dû mettre à contribution, il serait trop long de les indiquer ici. J'y renverrai au cours de mes développements.

Je tiens cependant à mentionner les trois œuvres maîtresses qui constituent la base fondamentale de toute étude d'Histoire du droit public et dont j'ai fait le plus large emploi.

1° Le cours élémentaire d'Histoire du Droit français du regretté professeur Esmein ;

2° L'histoire des Institutions politiques et administratives de l'ancienne France par M. Viollet.

3° L'histoire de France de M. Lavissee et principalement les tomes IV 1 et IV 2 de M. A. Coville et Petit-Dutaillis.

DEUXIÈME PARTIE

Les influences provocatrices.

CHAPITRE PREMIER

L'ÉPOQUE

Jamais, depuis Charlemagne, la royauté n'avait été aussi puissante en France qu'à l'avènement de Philippe de Valois.

Les derniers Capétiens, par l'application des principes féodaux de commise et de réversion et d'heureuses acquisitions territoriales, avaient considérablement agrandi le domaine de la couronne, grossi encore par le nouveau prince qui apportait lui-même en apanage les comtés de Valois, de Chartres, du Maine et d'Anjou.

Certes le système féodal, avec sa hiérarchie de suzerains et de vassaux était la base de l'organisation sociale, mais le Roi avait su faire passer dans les faits sa souveraineté, longtemps théorique. C'était maintenant un des seigneurs les plus puissants du royaume, le plus puissant même puisque des trois grands feudataires dont l'impor-

tance pouvait porter ombrage à sa majesté : ducs de Guyenne, de Bourgogne et de Flandre, les deux derniers lui rendaient sans hésitation leurs devoirs de vassaux.

La Souveraineté restaurée dans les faits, s'était depuis le ^{xii}^e siècle précisée dans les esprits.

La renaissance de Droit Romain en montrant l'Empereur tout-puissant, exerçant seul le pouvoir législatif et l' « imperium » dans une monarchie disciplinée et absolue, avait battu en brèche, au profit de la royauté, l'organisation féodale ; le Roi apparaissait aux légistes comme l'héritier de la puissance impériale, le véritable et seul souverain qui doive faire régner l'ordre et reconstituer l'Etat.

En pratique comme en théorie il était devenu le « Souverain fiefueux du royaume » et la plupart des seigneurs le reconnaissait comme leur maître.

Le ^{xiv}^e siècle semblait devoir marquer le triomphe définitif de la royauté. Il fut hélas, une des périodes les plus tristes de notre histoire où la guerre, l'invasion, l'émeute désolèrent le royaume et mirent en péril le pouvoir royal, si péniblement reconstitué.

Le roi d'Angleterre, Edouard III, petit-fils de Philippe le Bel par sa mère Isabelle, avait vu ses prétentions à la couronne de France écartées par les Etats Généraux. Il se soumit d'abord à la sentence et comme son titre de duc de Guyenne le faisait vassal du Roi, il prêta l'hommage à Philippe de Valois.

On sait que cette apparente soumission devait être de courte durée et que ce prince, excité par le banni Robert

d'Artois, devait revendiquer par les armes une couronne qu'il se croyait due.

Il ne nous appartient pas de faire ici l'historique, même sommaire, de la guerre de Cent ans. Ce serait sortir du cadre de notre étude. Après les désastres de Crécy, de Poitiers et malgré les victoires de Charles V et de Duguesclin, Charles VI, vaincu, signe en 1420 le honteux traité de Troyes. Le dauphin est déshérité ; sa sœur Catherine, par son mariage avec Henri V, fera passer la couronne de France à l'Angleterre. Il faudra, pour sauver la France, l'héroïsme de Jeanne d'Arc et le dévouement de la nation.

A ces malheurs extérieurs devaient s'ajouter ceux, plus tristes encore, des guerres intestines. Le peuple, meurtri par une profonde invasion, pillé par l'ennemi et les gens du Roi, écrasé d'impôts et de réquisitions, cherchait un remède dans l'émeute. Comme toujours, les guerres malheureuses avaient donné le signal de la rébellion.

La révolte d'Etienne Marcel et la Jacquerie sont difficilement apaisées ; le Languedoc, Rouen se soulèvent contre la mauvaise administration des oncles de Charles VI, l'émeute des Maillotins éclate à Paris.

Enfin, après la folie du Roi, lorsque le duc de Bourgogne et le duc d'Orléans se disputent le pouvoir, la France est ensanglantée par la rivalité des Armagnacs et des Bourguignons (1) qui, sourds au pas de l'ennemi, s'acharnent à une lutte fratricide.

(1) Nous aurons à revenir dans la troisième partie sur le mouvement bourguignon et l'ordonnance cabochienne.

Un maître eut été nécessaire pour guider la France au milieu de tant de difficultés. Le Roi, espoir suprême de la nation, était fou ! Depuis l'accès de la forêt du Mans qui avait achevé de ruiner une santé ébranlée par des excès de toute sorte, il ne recouvrait partiellement la raison qu'à de longs intervalles. Abandonné de tous, il menait une existence lamentable : *Quant il mangeoit, c'estoit bien gloutonnement et louvissement* (1), écrit Jean Juvénal des Ursins qui lui montre, malgré sa démence, une respectueuse pitié — *et ne le pouvoit on faire despouiller, et estoit tout plein de poux, vermine et ordure.*

Son fils ne devait pas faire mentir une aussi lourde hérédité. Pusillanime et mou, le roi de Bourges n'eut d'autre mérite que de se laisser conduire par des conseillers d'élite, dont il paya souvent les services par une noire ingratitude.

L'Histoire, en lui donnant le surnom de Bien-Servi, a fait la part exacte de sa gloire.

Juvénal des Ursins lui envoie, à côté de beaucoup de reproches, quelques éloges qui s'adressent plus à la fonction qu'à la personne ; mais il se montre beaucoup plus réservé lorsqu'il s'agit d'apprécier en lui l'homme privé. Il s'en tire par un euphémisme : Charles VII est un bon garçon dont il craint de blesser la modestie ! *Sa vie est plaisante à Dieu, il n'y a en lui aucun vice... Je par-*

(1) *Histoire de Charles IV*, Edition Michaud et Ponjalat, année 1398, p. 413, col. 1.

lasse plus avant de sa personne si on ne l'imputat à une manière de flatterie (1).

Il semblerait que la royauté, si mal représentée, ait dû sombrer entre tant d'embûches, la souveraineté redevenant au milieu de cette anarchie l'apanage du fort.

Les hauts barons (2) allaient-ils s'affranchir de la suzeraineté royale, reprendre leur indépendance et abandonner le duc de France à son triste sort ?

Cette hypothèse, que l'on pouvait sérieusement craindre, ne se réalisa pas, et la Souveraineté du Roi sortit grandie de l'épreuve terrible qu'elle venait de traverser.

Le développement inattendu du pouvoir royal eut des causes multiples : l'organisation féodale et le loyalisme de la nation en furent les principales.

La féodalité née de l'anarchie répondait avant tout au désir de sauvegarde du faible par le fort et les concessions de fiefs, la hiérarchie des personnes et des terres apparaissent comme des contrats de protection mutuelle.

La principale obligation qu'assumait le vassal, en portant la foi et l'hommage à son seigneur, était le service de guerre ; le « Consilium » lui-même se concevait surtout dans le cas d'une expédition, quant aux aides ils étaient, dans deux cas, perçus pour fait de guerre.

Il était donc tout naturel que la guerre, en donnant le

(1) *Épître aux Etats de Blois*, p. 5, ms fr 2701.

(2) J'emploie le mot Baron au sens que lui donne Beaumanoir sans aucune idée de classement hiérarchique.

branle à la machine féodale, mette plus étroitement en contact, vassaux et suzerains et groupe autour du Roi, seigneur suprême qui ne tient de personne et a reçu l'hommage des hauts barons, les éléments de la pyramide féodale convoqués pour le service d' « Ost ».

C'est ce qui se produisit en fait. Peu de seigneurs se déroberent à leurs devoirs féodaux et seul le duc de Bourgogne prêta aux Anglais un appui sérieux, coupé d'ailleurs de réconciliations passagères avec le Roi.

La France féodale se groupait autour de son suzerain. La puissance du monarque se trouvait ainsi fortifiée dans tous les domaines et le principe que posait jadis Beaumanoir, lorsqu'il disait que le Roi devait avoir plus de pouvoirs en temps de paix qu'en temps de guerre, se trouvait pleinement justifié (1).

Le duc de France, d'ailleurs, à côté de sa qualité de seigneur suprême, couronnant la hiérarchie féodale, s'imposait à tous par sa qualité de Roi.

Jamais, même au cours de la plus grande anarchie féodale, sa majesté et ses prérogatives n'étaient sorties des consciences ; parfois nulle en fait, sa souveraineté avait toujours été reconnue théoriquement. Il apparaissait comme le justicier universel, le défenseur du pays, le protecteur de la religion, des faibles et des opprimés (2).

(1) Lavisse, *op. cit.*, II, page 175.

(2) L'extension du pouvoir législatif du roi sous Charles V et principalement l'ordonnance de 1372, énumérant les droits régaliens désormais refusés aux barons, peut être citée comme une

C'était le chef tout désigné vers lequel allait se tourner la nation à l'heure du danger.

Le sacre n'en avait-il pas fait « l'oïnt du Seigneur » un personnage presque divin dont le pouvoir tenait quelquefois du miracle ?

Nos ancêtres, soucieux de la tradition, l'entouraient d'un mystérieux respect ; même dans son indignité il restait pour eux le Roi, et Charles VI, fou, fut toujours aimé de son peuple qui suivit en pleurant ses obsèques.

Le patriotisme n'était pas alors l'attachement à l'Etat. Les seigneuries, que groupaient comme une sorte de Confédération le péril extérieur, se prêtaient mal à la conception populaire d'un état unique et centralisé devant lequel le régionalisme eut disparu. L'union du pays ne pouvait se faire autour d'une entité : l'Etat, elle se réalisait autour d'une personne : le Roi.

Et comme l'écrit si bien M. Petit-Dutaillis (1) « l'immense majorité de la nation s'était groupée autour de lui ; le loyalisme de Jeanne d'Arc nous représente ce qu'était alors le sentiment populaire : le patriotisme c'était l'attachement au Roi ».

conséquence de cet état de choses. Il est d'ailleurs à noter que les grands feudataires continuaient à s'attribuer, dans leurs baronnies, l'autorité législative et la refusaient au monarque. Le principe que le Roi seul fait la loi n'était pas encore passé dans les faits. Cf., Glasson, *Histoire du Droit et des Institutions de la France*, tome V, page 350. Lavissee. — « Etude sur le pouvoir royal au temps de Charles V, *Revue historique*, tome XXVI, p. 239.

(1) Lavissee, *op. cit.*, IV 1, p. 115.

Mais le loyalisme de la nation et le resserrement par la guerre des liens féodaux ne furent pas les seules causes du triomphe de l'Etat sur l'anarchie, de la souveraineté du Roi sur les seigneurs.

La féodalité avait reçu, au cours de la guerre, un coup mortel qui devait causer sa chute ou, tout au moins, amoindrir singulièrement son prestige.

Sa seule raison d'être était, nous l'avons vu, la protection des faibles. Cette défense expliquait son origine, ses prérogatives, ses pouvoirs. C'était la contre-prestation qu'elle devait fournir dans le lien qui l'unissait au commun peuple, et voilà qu'au moment de payer sa dette, de justifier aux yeux des masses l'utilité d'une fonction qu'elles achetaient si cher, elle faisait piteusement faillite à ses engagements.

Déjà l'insuffisance militaire de l'élément féodal avait nécessité la création, dès le ^{xii}^e siècle, des troupes soldées devenues les grandes compagnies.

Mais le prestige de la noblesse allait sombrer dans les désastres de Poitiers, de Crécy et d'Azincourt où elle avait montré tous ses défauts : absence de discipline, folle témérité, lâcheté parfois. A la fin de la mêlée de Poitiers il y avait eu panique et l'on avait vu des chevaliers s'enfuir ou rendre sans combat leur épée à des valets.

Le peuple indigné de cette attitude, rendait responsables de ses désastres les hauts Barons, et ce sentiment populaire s'affirme nettement dans les chroniques de l'Epoque.

Le chroniqueur Jean de Venette (1) s'emporte contre cette noblesse vaine et corrompue. Pour lui, son luxe effréné a été la cause de ses défaites. Il nous cite un épisode qui montre où en était l'exaspération du peuple : c'est la courageuse résistance du grand Ferré et des deux cents manants de Pougueil-Sainte-Marie .qui, enfermés dans un manoir, refusent d'y admettre, fut-ce pour une nuit, un noble ou un chevalier.

Enfin, des chansons circulent, commentant les désastres militaires, dénonçant les responsabilités : on y accuse les nobles de « paction » avec l'ennemi. Ils ont reçu « maint don » des Anglais et ont à jamais déshonoré le pays. Mais il reste heureusement le peuple, et, en l'absence du roi, Jean, le dauphin, qui saura le venger (2).

« S'il est bien conseillé, il n'oubliera mie »

« Mener Jacques Bonhomme en sa grande compagnie »

« Guerres ne s'enfuira pour ne perdre la vie ».

La complainte peint on ne peut mieux l'état du sentiment populaire. Jacques Bonhomme s'apercevait de l'indignité de ses maîtres, il les reniait et ne comptait plus pour sauver le pays que sur lui-même et sur son Roi.

Les événements allaient donner raison à ses espérances. Une fois de plus — et l'on pourrait multiplier les

(1) Cité par Lavisse, *op. cit.*, IV, 2 p. 109 et 149.

(2) Complainte sur la bataille de Poitiers, publiée par Charles de Beaurepaire. *Bibliothèque de l'Ecole des Chartes*, XII, 850-51.

exemples historiques s'il était, hélas ! nécessaire d'aller les chercher si loin — les qualités solides du peuple français, son courage, son endurance, le ressort merveilleux de sa race, allaient sauver la France malgré la faiblesse et l'impéritie de ses chefs.

Ainsi, la guerre de Cent ans, en groupant la nation sous une même bannière, en réveillant le sentiment populaire et en abattant le prestige de la féodalité, allait aider au développement de la souveraineté royale.

Mais ce résultat ne fut pas le fruit d'une évolution croissante, il devait passer par deux étapes distinctes.

Reconnaître le Roi pour chef de la résistance et se grouper autour de sa bannière, n'était pas proclamer, par cela même, son omnipotence et bouleverser les règles en vigueur.

Le principe que le Roi devait vivre de son domaine et demander à ses vassaux les ressources extraordinaires, subsistait dans toute sa force, accru encore par les événements qui nécessitaient des prestations financières toujours nouvelles.

Le vote de l'impôt, en même temps que les nécessités de conseiller le souverain, étendaient singulièrement le rôle et la puissance des Etats.

C'est ainsi que sous le règne de Jean le Bon, investis de pouvoirs extraordinaires, ils jouèrent de 1355 à 1358 un rôle analogue à celui d'un parlement moderne et instituèrent peut-être un conseil de gouvernement électif (1).

(1) Esmein, *Cours élémentaire d'histoire du droit*, 11^e édition, p. 565.

Cette ingérence des Etats, le développement des initiatives locales souvent forcées, au milieu des calamités de ce siècle, de pourvoir elles-mêmes à leur administration, allaient-ils limiter le pouvoir du Roi et aboutir à l'institution d'une monarchie fortement tempérée ?

Il n'en fut rien, et la France renonça à ces conquêtes précieuses faites sur la royauté. Fatiguée par cette longue guerre elle aspirait au repos et l'abandon de ses libertés lui fut facile (1). Les Etats étaient une cause de dépenses pour la population. En admettant l'impôt permanent en 1439 pour la taille et en 1435 pour les aides, ils renoncèrent d'eux-mêmes à leurs droits. La nation se dépouillait ainsi au profit du Roi de son droit de voter l'impôt, arme suprême contre les entreprises des gouvernants, et le pouvoir royal faisait un immense progrès : « en vingt ans, avec une rapidité prodigieuse, la monarchie put reconstituer tous les organes de sa puissance, couvrir des mailles de son administration le royaume presque entier, créer des impôts permanents et une armée permanente, et le roi de Bourges redevint pour l'Europe le roi des rois » (2).

Telle était, rapidement esquissée, la situation du pouvoir royal à l'époque de Jean Juvénal des Ursins. Nous verrons comment, après avoir été un des artisans de la reconstitution de la Souveraineté, effrayé par l'audace du Roi et prévoyant son despotisme futur, il essaya d'opposer des barrières à ses empiètements et se fit le champion des libertés menacées.

(1) Esmein, *op. cit.*, p. 569. — (2) Lavisce, *op. cit.*, p. 175.

CHAPITRE II

LA DOCTRINE DANS LES PRÉCURSEURS ET CHEZ LES CONTEMPORAINS

Après avoir étudié l'époque et les événements de nature à influencer la doctrine de Juvénal des Ursins, il nous reste à passer rapidement en revue les théories politiques antérieures et plus spécialement celles qui ont trait à la souveraineté du Roi.

Ce résumé nous aidera à comprendre les conceptions de notre auteur ; n'est-ce pas sur ces matériaux accumulés qu'il aura à exercer son choix pour édifier sa propre doctrine en en opérant la synthèse selon un plan nouveau et avec peut-être un apport personnel plus ou moins vaste.

En réalité, la part d'invention et d'originalité des hommes se réduit à bien peu de choses, tant ils sont tributaires des générations passées : l'humanité, on a pu le dire, est faite de plus de morts que de vivants.

Nous n'avons pas la prétention, au cours de ce rapide examen, de présenter la question dans son ensemble et

sous toutes ses faces. C'est là un travail considérable qui nous ferait sortir du cadre de notre étude et que d'autres historiens du droit ont pu aborder.

Tout au plus nous proposons-nous d'en donner une vue synthétique, forcément incomplète qui nous permettra seulement de situer, dans l'Histoire des Doctrines politiques, la théorie de notre auteur et de nous en montrer parfois les sources.

Ces différentes doctrines ont entre elles certains points communs qui peuvent fournir l'occasion de quelques observations générales, s'appliquant principalement aux premiers théoriciens : elles sont l'œuvre d'ecclésiastiques ; elles ne sont pas exposées dans des ouvrages spéciaux ; toutes, ou presque toutes, donnent au pouvoir royal une origine divine et sont remplies de l'idée de justice et de légalité.

1° A une époque, encore peu civilisée, où l'ignorance était générale, il n'est pas extraordinaire de voir l'instruction devenir l'apanage des clercs et des abbés. La noblesse, qui seule aurait eu la faculté et les loisirs de se livrer aux spéculations de l'esprit, les dédaignait pour les jeux violents et la guerre, et les barons qui ne savaient même pas signer leur nom étaient nombreux. La science et la civilisation s'étaient réfugiées dans les monastères : les théoriciens que nous rencontrerons seront pour la plupart des évêques ou des abbés.

2° Leurs doctrines ne se trouvent point exposées dans des ouvrages consacrés à une étude spéciale. La science,

presque en enfance, ne s'était pas encore séparée en disciplines distinctes et bien déterminées. Il n'y avait point des sciences, mais une science embrassant les diverses connaissances et les amalgamant en un système unique. Le « sage », le savant ne s'était pas cantonné dans un petit coin du savoir humain pour le fouiller plus à son aise et les docteurs, à l'exemple d'Aristote et des « autorités » antiques, exposaient pêle mêle leurs conceptions « politiques » c'est-à-dire universelles.

Nous ne rencontrerons donc pas, du moins pour les auteurs les plus anciens, d'ouvrage spécialement consacré à l'exposition de leur thèse et nous devons chercher leur théorie dans le fatras de leurs opinions générales.

3° Tous enfin, et avec des différences d'appréciation légères, assignent au pouvoir royal une origine divine. Le Roi ne leur apparaît pas comme un homme détenant sa couronne du choix des autres hommes, ou de la force, mais comme un chef investi du pouvoir par la divinité, ayant des attributs mystérieux et presque divins.

C'est là une conception familière aux civilisations primitives chez lesquelles le Roi ne fait qu'un avec le prêtre et souvent avec Dieu. Les clercs, en adoptant cette opinion et en la répandant dans le peuple, satisfaisaient aux idées de l'époque, éprise de mystérieux et de fable ; en faisant du prince l'élu de Dieu et son ministre sur la terre, ils se donnaient, par cela même, le droit de le considérer un peu comme un confrère, comme un égal presque, et scellaient l'alliance de l'église et de la royauté.

4^e Enfin, et c'est la dernière considération générale qui nous reste à exposer, ils n'entendaient pas, en donnant au pouvoir royal une origine divine, justifier tous les actes du prince et ériger en loi sa volonté : le prince était soumis à certaines lois : obligations religieuses, règles de morale ou d'équité qui s'imposaient étroitement à son respect.

Ces remarques faites, il nous reste peu de choses à ajouter sur les premiers théoriciens.

Smaragde, abbé de Saint-Mihiel, considère la royauté comme un ministère à demi religieux et le prince comme un représentant de Dieu sur terre (1).

Jonas, évêque d'Orléans, exprime la même idée en la renforçant ; les rois ont été constitués par Dieu pour le représenter auprès du peuple ; *illi qui ab eo constituti sunt et vices ejus agere debent populo* (2). « Le nom du roi, écrit-il ailleurs, vient de régir droitement ; s'il gouverne avec pitié, justice et miséricorde, c'est à bon droit qu'il est appelé roi ; sinon il perd le nom même de roi » (3).

Cette idée de loi morale, obligeant le Roi, revient d'ailleurs chez *Smaragde*, *Jonas*, *Hincmar* ainsi que chez tous les théoriciens de l'époque.

La doctrine, aux ^{xii}e et ^{xiii}e siècles, va subir l'influence du droit romain et se modifier sensiblement. La science nouvelle était de nature à renforcer l'absolutisme du prince, mais elle portait en germe la théorie de la Sou-

(1) *Vita regia*, cap. VII.

(2) *Instit. regia*, cap. IV.

(3) *Instit. regia*, cap. III.

veraineté du peuple. Il y avait là de quoi embarrasser les docteurs, et la plupart n'hésitèrent pas à amputer les textes gênants pour se dispenser d'explications sur cette matière délicate.

C'est ainsi qu'à la fin du ^x^e siècle, Yves de Chartres, ouvrant la voie aux théoriciens futurs, commence à faire au droit romain une large part dans ses compilations. Il donne (1) le texte fameux des *Institutes* (2) *quod principi placuit legis habet vigorem*, mais néglige, de parti pris, d'ajouter la suite qui fait du pouvoir de l'Empereur un prolongement de celui du peuple, *upote cum lege regia quae de imperio ejus lata est populus ei et in eum omne suum imperium et potestatem conferat*.

Cette idée démocratique ne lui semble pas bonne à admettre dans le droit politique chrétien.

Comme Yves de Chartres, le dominicain Vincent de Beauvais (3) cite le fragment des *Institutes* ; comme lui aussi et d'avantage il le déforme et le tronque.

A cette époque se place un écrivain particulièrement fécond, dont Juvénal des Ursins, nous le verrons plus loin, eut fréquemment l'occasion de s'inspirer : Jean de Salisbury, évêque de Chartres. Son *Policraticus*, mélange satirique de politique, de morale et de philosophie, contient des vues précieuses et souvent hardies sur la souveraineté du Roi, « le prince est une puissance publique et en quel-

(1) *Panormia*, II, 147.

(2) *Digeste*, liv. I, titre IV, *De constitutione principum*.

(3) *Speculum doctrinale*, liv. VII, cap. XXXIV.

que sorte l'image et la majesté de Dieu en terre, mais il n'est pas pour cela au-dessus de toute loi, il est d'abord sujet à la loi divine (1) ». Ainsi, « quand on dit que le prince est au-dessus des lois, cela ne veut pas dire que tout lui est permis, mais qu'il doit être celui qui, par amour de la justice et non par crainte du châtiment, procure le bien à l'état... il ne lui est permis de vouloir que ce que la loi ou l'équité ordonne ou ce que demande le bien commun ». C'est avec raison que sa volonté, en ce qui concerne les affaires publiques, a force de loi, tant qu'elle ne s'éloigne pas de la justice (2).

En somme c'est encore ici la même idée de loi morale et la même origine divine donnée à la royauté.

Le système du droit divin ne va cependant plus longtemps subsister seul. Nous avons vu que la renaissance du droit romain avait failli faire intervenir l'idée de souveraineté populaire et que seule la mauvaise foi des docteurs avait empêché le principe nouveau de se faire jour.

Il va entrer définitivement et d'une façon retentissante dans la science politique avec saint Thomas d'Aquin.

Saint-Thomas pose le principe de la souveraineté du peuple (3). *Ordinare aliquid in bonum commune est, vel totius multitudinis, vel alicujus gerentis vicem totius multitudinis et ideo condere legem vel pertinet ad totam multitudinem, vel...*

Mais si c'est au peuple qu'est attribuée pleinement la

(1) *Policratus*, liv. IV, cap. 1.

(2) *Policratus*, liv. IV, cap. II col.

(3) *Somme théologique*, 1^{re}-2^e, quæstio 90, art. 3.

souveraineté, que devient alors l'origine divine du pouvoir ? Est-ce faillite de l'ancien droit divin ? Non, le pouvoir royal est toujours d'origine divine ; mais à deux degrés, médiatement, Dieu donne le pouvoir à la multitude et la multitude le transfère au roi.

On peut dire que d'une façon générale les théoriciens du ^{xiii}^e siècle, et même du début du ^{xiv}^e, ne conçurent pas le droit public d'une façon bien différente de leurs devanciers.

Les règles politiques sont des coutumes qui ont leur garantie dans l'autorité de la tradition, le respect des prescriptions religieuses et morales qui s'imposent au prince.

Cependant, une nouvelle idée se fait jour, ou plutôt prend une extension plus considérable, c'est celle de l'intérêt public dont le Roi est le représentant. Beaumanoir insistera particulièrement sur cette idée : le prince doit agir pour le « commun pourfit du royaume en même temps qu'il doit prendre garde de ne pas faire ses établissements contre Dieu ou contre bonnes mœurs (1) ».

Avec Jean de Terre-Rouge et Le Songe du Verger nous arrivons à des discussions plus précises et plus spéciales. Le premier va se proposer de construire une théorie sur la succession à la couronne ; les publicistes auront plus tard peu de choses à y ajouter et Juvénal des Ursin se

(1) *Coutume de Beauvoisis* (édit. Salmon, Paris, 1899), chap. XLIX, n° 115, t. II, p. 264.

contentera de l'adapter. Nous aurons plus loin l'occasion de rencontrer la théorie de Terre-Rouge et de la commenter.

Le Songe du Verger, en discutant les droits respectifs de l'Eglise et du pouvoir séculier, s'étend en réalité sur l'universalité du droit public.

Le principe de la souveraineté nationale a fait son chemin et on l'y trouve posé en termes précis : la nation peut faire le roi « ung roy est ordonné et estably par la volonté et ordonnancé du peuple, car chacun peuple qui n'est subject au roy ou à empereur peult, par le droict des gens, eslire et faire ung roy (1) ».

L'idée du droit divin n'y est pas cependant totalement abandonnée elle subsiste mais sous une toute autre forme. Il ne s'agit plus d'un pouvoir d'origine divine, mais d'une intervention spéciale de Dieu, miraculeuse et légendaire. La royauté est un sacerdoce, le Roi est le vicaire de Dieu, mais en France seulement et d'une façon exceptionnelle, parce que les rois de ce pays ont bénéficié d'une faveur insigne du ciel » quoyque nous disions des aultres roys, il semble que nul ne doibt doubter que le roy de France ne preingne especiale grâce du Saint-Esprit par la sainte Onction... car il est oinct de la saincte ampolle laquelle fut envoyée par l'ange du ciel (2) ».

Ainsi, si l'on fait abstraction de la conception intermédiaire du Roi élu par les hommes, mais marqué cependant

(1) *Songe du Verger*, liv. I, ch. LXXVIII.

(2) *Songe du Verger*, liv. I, chap. LXXX.

d'un caractère divin, conception hybride qui s'affaiblira pour bientôt disparaître, deux principes subsisteront côte à côte : Celui de la Souveraineté du peuple introduit par la scolastique et le vieux principe du droit divin, la conception d'un Roi tout-puissant institué par Dieu seul.

Ces deux principes opposés, toujours en lutte, vont se combattre sans cesse avec des alternatives de victoires et de défaites. La vieille monarchie, perpétuellement tiraillée entre l'idée démocratique et l'idée d'autorité, en sera ébranlée sur ses bases et, après le triomphe de l'absolutisme royal, finira par s'écrouler sous la poussée de la souveraineté populaire.

CHAPITRE III

JEAN II JUVÉNAL DES URSINS

Charles VII était, nous venons de le voir, impuissant à défendre lui-même la France. Des conseillers d'élite guidèrent son esprit et son bras : Jeanne d'Arc, Jacques Cœur, Dunois Bureau furent parmi les cœurs généreux qui sauvèrent le pays.

Juvéнал des Ursins était du nombre et il mit à servir le nouveau roi le même zèle que son père, le prévôt des marchands avait montré au conseil de Charles VI.

La famille des Ursins fut une de celles qui, à cette époque, mérita le plus de la France.

Quelle était son origine ? La question ne présente pour nous qu'un intérêt secondaire, mais il s'est livré autour d'elle un si vif débat qu'il nous faut l'exposer au moins sommairement.

Trois systèmes se partagent la faveur des érudits : le premier croit à l'origine anglaise de cette famille ; le second la fait descendre d'un roturier de Troyes : le troi-

sième y voit une branche de la famille italienne des Orsini.

Abandonnons dès à présent la thèse de l'origine anglaise qui, soutenue par Michaud, ne résiste pas à l'analyse et ne présente plus de partisans.

Le second système a pour principal défenseur, M. Louis Batifoll (1) ; pour lui, les Ursins sont des ambitieux et des

(1) Batifoll, *L'origine italienne des Juvénal des Ursins* (Paris, 1893. Extrait de la bibliothèque de l'Ecole des Chartes, I. IV.

M. Batifoll tire surtout sa conviction de deux faits qui, s'ils étaient patents, auraient en effet une importance considérable.

1° Il s'inscrit en faux contre la généalogie faite à Rome d'après les archives des Orsini, où il relève des impossibilités flagrantes ;

2° Il prétend, chartes en mains, que les Jouvenal étaient de modestes bourgeois de Troyes chez qui rien ne révélait une origine patricienne.

Il conclut de ces observations à la mauvaise foi de Jean Juvénal : « La question, dit-il, est donc définitivement réglée. Les Juvénal des Ursins ressemblent à cette foule de gens qu'on rencontre en tous temps et dans tous les pays qui, non contents de la réputation qu'ils ont pu acquérir par leurs talents et les services qu'ils ont rendus, ont la faiblesse de vouloir ajouter à leur gloire celle que peut procurer des ancêtres illustres ».

Il est vrai que l'on peut faire à la thèse de M. Batifoll des objections sérieuses. Les erreurs de la généalogie ne sont-elles pas, plutôt que des faux, des confusions imputables à la tradition ou même au désir, fréquent à cette époque, d'entourer l'origine des nobles familles de flatteuses légendes ?

Notons, d'ailleurs, que les fils de Jean II Juvénal ont demandé copie de l'acte, l'ont consigné, fait attester par des témoins et authentifier par des notaires. Il faudrait donc supposer bien des complices à cette fraude !

Quant à la roture de Juvénal, il est permis d'en douter. Si un Pierre Juvénal fut marchand drapier à Troyes, la famille était

usurpateurs. Ils n'ont rien de commun avec les Orsini : ce sont de simples bourgeois de Troyes auxquels il convient de donner le nom de Juvénal.

C'est cette opinion, il faut le reconnaître, qui est actuellement le plus en faveur.

Je donne cependant mes préférences au troisième système qui fait des Ursins une branche de la famille des Orsini.

La démonstration de M. Batifoll n'est pas, nous venons de le voir, suffisante tout d'abord à entraîner la conviction. L'avance des titres est en elle-même peu probant et M. Paul Durrieu, qui s'est livré au même travail (1) avec

nombreuse. M. Batifoll cite lui-même Pierre Jouvenel, qualifié procureur et écuyer, dans un acte du 1^{er} mars 1398; Guy Jouvenel, « Chevalier de Saint-Jean de Jérusalem et prieur de l'abbaye au Bois ». Ce sont là des professions d'un niveau assez élevé et que la noblesse pouvait, à la rigueur, exercer sans déchoir !

L'auteur a d'ailleurs une conclusion pratique qu'il paraît difficile d'admettre. Il convient, selon lui, d'appeler le prévôt des marchands Jouvenel, les fils Jouvenel des Ursins, à l'exception de l'historien qui portera le nom de Juvénal des Ursins, afin, nous dit-il, « de ne point provoquer de nouvelles révolutions, ce qui, en érudition comme en toute autre chose, a toujours une certaine valeur ». Certes ! mais n'y a-t-il pas là, quels que soient le talent et l'autorité en la matière de M. Batifoll, une complication qui répond mal au désir d'unification de l'esprit ?

Plus récemment, M. Valois (*Mémoire des antiquaires de France*, LIX, 1899, 77-88), s'est préoccupé de la question pour épouser d'ailleurs les conclusions de M. Batifoll avec, cependant, quelques réserves de détail. C'est ainsi que, tout en prétendant fausser la généalogie, il prouve par un acte authentique que Jean II se disait, dès 1410, « de Ursinis »

(1) Paul Durrieu, Le nom, le blason et l'origine de la famille de

autant d'esprit critique et d'impartialité, conclut en notre sens en décidant sur les mêmes pièces.

Cette opinion qui était celle de tous les anciens auteurs : Denis Godefroy, Loisel, Pasquier, se fortifie singulièrement par le témoignage de Jean II Juvénal lui-même. N'écrit-il pas en parlant de son aïeul : *estoient ses prédécesseurs extraits des Ursins de devers Naples et de Rome du mont Jourdain et furent amenez en France par leur oncle Messire Néapolin des Ursins, évêque de Metz* (1).

Certes, l'existence de l'évêque de Metz est contestable, mais, même en faisant de Troyes le berceau de la famille, cette ville ne pouvait-elle attirer à ses foires les riches marchands étrangers ? et l'on sait que la noblesse italienne exerçait le commerce.

D'ailleurs, et la logique ici milite à nos côtés, comment admettre qu'un simple roturier, Pierre Jouvenel, ait pu s'allier en 1350 avant l'illustration de ses enfants à une demoiselle d'Assenay de la famille des Montmorency ? Cette mésalliance paraîtrait inexplicable.

Les Orsini, si intéressés à garder jalousement leur nom fameux, ne protestèrent jamais contre cette parenté prétendue usurpée.

Les Ursins de France portèrent toujours les armes des Orsini d'Italie (2) « le blason bandé d'argent et de gueules

l'historien Juvénal des Ursins. *Annuaire bulletin de la Société de l'Histoire de France*, tome XXIX, 1892, p. 193-221.

(1) Discours sur l'office du Chancelier.

(2) Biographie Firmin Didot. — Juvénal des Ursins.

de six pièces, au chef d'argent chargé d'une rose de gueules soutenu d'une face d'or ».

Bien plus, lorsque Juvénal, évêque de Beauvais, s'en fut à Rome, le cardinal Jourdain Juvénal des Ursins lui réserva un chaleureux accueil et traita en parent ce singulier usurpateur.

Pourquoi enfin seraient-ils allé demander, à leur origine, une gloire qu'ils trouvaient dans leurs mérites ; les Ursins ne s'étaient-ils pas suffisamment illustrés à des degrés divers dans les magistratures et dans les ordres ?

Le père, allié par son mariage avec Michelle de Vitry à une des familles des plus nobles du royaume, avait laissé comme prévôt des marchands un impérissable souvenir et s'était acquis la reconnaissance de tous en défendant, au milieu des troubles des temps, la cause du roi et les libertés de l'Eglise gallicane.

Ses nombreux enfants avaient rempli de hautes charges. Jacques avait été archevêque de Reims ; Guillaume, magistrat intègre, guerrier redouté des Anglais, s'était vu élever en 1445 à la plus haute dignité de l'Etat en obtenant l'office de Chancelier.

Jean II enfin avait été l'un des plus dignes fils de celui dont Pasquier pouvait écrire : « Sa vie seroit digne d'une histoire particulière pour nous induire tous à bien faire (1). »

Né en 1388, aîné des enfants vivants de la famille, il

(1) *Recherches sur la France*, tome I, page 653.

fut tôt initié au goût des belles lettres. La plupart de ses œuvres se ressentiront de son contact avec les antiquités grecques et romaines et des citations d'auteurs anciens les plus divers viendront souvent alourdir son débit et gêner sa discussion, si claire lorsqu'il sait se débarrasser de ce fatras. Comment lui tenir rancune de cette pratique que la scolastique avait mise à la mode par son culte des « Autorités », alors surtout que sa qualité de prêtre le poussait vers ce genre d'élocution ?

Mais un goût, général dans sa famille, le guida bientôt vers l'étude du Droit.

Le droit romain jouissait, depuis le ^{xii}^e siècle, d'une faveur renaissante, l'étude des *Institutes*, du *Digeste*, du Code, des Novelles et des gloses attirait les lettrés.

Les papes, craignant que la science nouvelle ne porte préjudice au droit canon, le roi de France, redoutant bien à tort qu'elle n'exalte, aux dépens de sa puissance, le pouvoir de l'empereur et n'indique envers l'Allemagne un lien de vassalité, en avait prohibé l'enseignement à Paris.

C'est donc à la faculté d'Orléans que Juvénal dut prendre ses grades en droit romain. Ses études y furent-elles bien fécondes ? Il est permis d'en douter. Certes la science nouvelle était une précieuse conquête et réalisait un progrès en abordant l'étude directe des textes, en introduisant l'usage de leur comparaison et de leur critique. Mais il lui manquait encore les lumières de la littérature et de l'histoire que devaient apporter Alciat et ses disciples. D'ailleurs, l'Université, au cours de malheurs publics, était

tombée en pleine décadence. Le canoniste Thomas de Courcelles, le plus fameux docteur sous Charles VII, nous offre un triste spécimen de la science officielle d'alors. Beaucoup de facultés faisaient commerce de leurs grades (1) et le négoce des titres était particulièrement florissant à Orléans.

Ce séjour eut cependant sur la formation politique de Jean II une grande importance, en lui faisant connaître, même imparfaitement, une civilisation où la puissance du prince était sans limite et où sa volonté avait force de loi. Sa conception de la Souveraineté se ressentit toujours vivement de cette empreinte.

D'Orléans, il retourne étudier à Paris, le droit civil et le droit canon et, « docteur en lois et en décrets », *utriusque juris doctor*, prête le serment d'avocat.

Le barreau était déjà à cette époque l'antichambre des hautes situations politiques, et Loisel fera dire à Etienne Pasquier, cent ans plus tard (2) : « Quand je vins au Palais en l'an 1549, l'estat d'avocat estoit principalement en honneur comme estant l'eschelle par laquelle on montoit aux plus grands estats et dignitez du royaume ».

Après avoir été proscrit en 1418 par les Cabochiens qui pillent la maison paternelle, il est nommé à 27 ans maître des requêtes, puis en 1425 avocat général au Parlement.

(1) « Ci ya deus religieux qui ont été faictz bacheliers et licenciés en huict jours. » *Arch. Nat.*, X, I, a. 4894, fol. 77.

(2) Loisel, *Dialogues*, éditeur Dupin, 1844, p. 72.

Son intimité avec Charles VII est grande et le met en rapports fréquents avec le dauphin.

C'est à cette époque de sa vie qu'il écrit l'histoire de Charles VI ; nous avons dit plus haut le peu d'intérêt qu'offrait pour nous cette œuvre par ailleurs capitale.

Bientôt, il incline vers l'Eglise. D'abord chapelain de Charles VII, le Roi le fait nommer doyen d'Avranches puis l'envoie à l'évêché de Beauvais que Pierre Cauchon, parti avec les Anglais, avait laissé en régle.

C'est là qu'il écrit *L'épître aux Etats de Blois* où il dénonce les malheurs du royaume, et en 1435 *la Vision*, où il expose pour la première fois sa doctrine sur les prétentions de l'Angleterre à la couronne de France.

Ces spéculations ne l'empêchent pas de prendre soin de son diocèse et il adresse de sages *Avis à ceux qui ont la juridiction tant spirituelle que temporelle* dans sa seigneurie.

Il prend dans les affaires du pays une part active. Il est à l'assemblée de Bourges et approuve la Pragmatique. On le retrouve en 1439 aux Etats d'Orléans pour lesquels il écrit sa fameuse *Epître au Roi*.

Nommé sur ces entrefaites au siège plus important de Laon, il écrit sur l'ordre du Roi le *Mémoire touchant les droits respectifs des maisons de Valois et d'Angleterre à la couronne de France*, puis il envoie à Guillaume son frère le *Discours sur les charges de Chancelier*.

En 1449 la faveur royale l'appelle à l'archevêché de

Reims et fait de lui le seigneur et le prélat du plus important domaine.

Cette nouvelle dignité ne lui fait pas oublier le bien du peuple et, en 1453, il adresse au Roi ses *Remonstrances*.

Huit ans plus tard il sacrait Louis XI (1), puis il mourait à Reims, le 14 juillet 1473 à l'âge de 85 ans. L'inté-

(1) Les rapports entre Louis XI et Juvénal des Ursins étaient assez froids. L'un et l'autre se souvenaient trop des incidents de la « Praguerie » et du rôle qu'ils y avaient respectivement joué. Le roi se sentait gêné devant le Prélat, témoin et adversaire de la trahison du dauphin.

Juvénal accompagna cependant la députation qui allait chercher le roi à Avesnes pour le conduire à Reims, et sa qualité le contraignit à prononcer la harangue. Après quelques compliments d'usage, dont il ne pouvait se dispenser, il termina assez rudement son discours : *Il y a une chose que je suis requis de vous exposer et déclarer, c'est à scavoir la pauvreté de votre peuple chargé de tailles aydes et plusieurs et autres subsides et à proprement parler pilleries et roberies, lesquelles s'il vous plaît à votre nouvelle venue faire cesser.* « *Adhæsit in terra noster venter. Facti sumus oves occisionis, exurge domine adiuva nos.* » *Eveillez-vous. Sire, et nous aidez !*

(Duclos, *Recueil des pièces pour servir à l'histoire de Louis XI*, page 252.)

Guillaume des Ursins partageait d'ailleurs avec son père la défaveur du souverain et l'on sait que celui-ci s'empresse, sitôt roi, de lui reprendre les sceaux. Duclos (*op. cit.*, I, p. 184) raconte à ce sujet une anecdote piquante : Au milieu de la cérémonie du sacre, le duc de Bourgogne se jeta théâtralement aux pieds du Roi et lui demanda de pardonner à tous ceux qui l'avaient offensé. Louis n'osa refuser et fit la promesse, mais, rusé, il en excepta sept qu'il ne voulut pas nommer ! Guillaume des Ursins était, paraît-il, du nombre.

Juvénal, plus tard, sembla rentrer en grâce, et Louis XI, pendant sa captivité à Péronne, lui dépêcha un cordelier pour lui demander de le sortir de ce mauvais pas (P. Coquault, *Mémoire*).

rêt public avait été sa constante préoccupation et tous ses efforts avaient inlassablement tendu vers deux buts convergents : la sauvegarde du pays et celle du peuple.

J'ai volontairement réduit au minimum les détails biographiques sur notre auteur. L'important était de connaître sa vie dans ses grandes lignes et plus de renseignements ne pouvaient que grossir mon ouvrage sans profit pour la discussion.

Mais je voudrais maintenant, fidèle au plan que je me suis tracé pour cette partie de mon étude, dégager dans la carrière de Juvénal des Ursins tout ce qui, dans ses prérogatives ou ses fonctions, était de nature à influencer ses théories politiques.

Ses études, la faveur du Roi sembleraient au premier abord le disposer à une conception absolutiste du pouvoir ; sa situation matérielle le poussa tout naturellement à concevoir des bornes à la souveraineté du Roi.

En le nommant prélat, le Roi l'avait fait seigneur ; comte à Beauvais, il devenait duc à Laon et à Reims. Ces trois diocèses étaient parmi les seigneuries ecclésiastiques les plus importantes du royaume.

Juvénal devenait donc vassal du roi, Il lui devait le Conseil et si sa qualité d'ecclésiastique l'éloignait des combats : *Ecclesia abhorret a sanguine*, il réunissait ses vassaux en armes pour le service de l'Ost.

Seigneur justicier, il jugeait à un double titre, *tanquam prelatus* comme évêque ayant l'autorité spirituelle, et *tanquam baro* comme juge féodal dans l'étendue de son fief.

Il avait son bailli, ses prévôts, ses officiers et nommait aux charges.

Son pouvoir se dressait donc en limites à la Souveraineté royale et nous verrons qu'il défendit toujours ses prérogatives avec un soin jaloux.

Ses seigneuries lui donnaient d'ailleurs des droits bien plus grands encore, puisqu'il prenait rang parmi les six pairs ecclésiastiques de France.

Comme tel, il a son siège au Parlement, le droit d'être jugé par ses égaux ; son intervention dans le couronnement du Roi rappelle l'ancienne élection : rôle considérable et qui pourra encore faire dire à Saint-Simon à une époque où l'institution aura cependant beaucoup perdu de sa force que le pair est le collaborateur du souverain (1) (2).

Enfin c'est lui qui comme archevêque duc de Reims sacrait le roi.

Cette cérémonie grandiose empruntait à cette époque

(1) Saint-Simon est traditionnaliste, mais prétend que la noblesse, et surtout la pairie, ont des droits politiques remontant aux origines de la nation et que seuls les usurpateurs du pouvoir royal ont diminué.

Entre le roi et ses grands, descendants des assemblées de la première race, il doit toujours y avoir « le même rapport mutuel..., pour les conseils et pour les sanctions du royaume ; rien sans eux, tout avec eux : lois, partages d'Etat.... Sans noms ou sous d'autres noms, les pairs de France sont aussi anciens que la monarchie.... » (*Mémoire sur la renonciation*, pages 202-204-205 dans *Ecrits inédits*).

(2) *Ecrits inédits*, publiés par Feugère, II, p. 220 et s.

traditionaliste une puissante signification. Y jouer le premier rôle, oindre le roi, le présenter au suffrage de l'assistance, n'était-ce pas acquérir le droit de conserver envers lui la plus grande liberté (1) ?

L'archevêque, en prononçant la prière d'usage : « Multiplie, ô grand Dieu, les dons de tes bénédictions sur ton serviteur, lequel par humble dévotion (*supplici devotione*) nous élisons ensemble (*pariter*) au royaume », évoquait l'ancienne élection du souverain par le peuple. Ne pouvait-il, par la suite, lui rappeler les droits de celui-ci et la promesse solennelle qu'il lui avait faite de conserver les lois et la justice (2).

Ainsi les fonctions de Juvénal le poussaient à considérer le roi non comme un maître absolu, mais comme un supérieur auquel il convenait parfois de tenir tête et de réclamer son dû. Bien plus elles l'autorisaient à lui rappeler ses devoirs.

(1) On considérait, au Moyen Age, les ecclésiastiques comme les conseillers tout désignés des rois. Nicolas de Clemengis (*opera omnia*, Lyon, 1613, in-4°, Epistola 137, p. 350), écrit sous Charles VI au roi d'Angleterre : « les prêtres doivent avertir et diriger le prince avec une religieuse science, dans tout ce qui regarde son salut, et, s'il s'égare, le reprendre avec respect, lui montrer ses erreurs, l'exciter à être juste et plein de zèle pour l'Etat, à être le défenseur de l'Eglise et le protecteur de son peuple ».

Cette influence de prêtres sur les rois, rendue plus forte par l'intensité d'une foi que la civilisation n'était pas encore parvenue à entamer, fut un des facteurs les plus puissants du rôle social, si considérable et si fécond de la religion à cette époque.

(2) Voir sur le sacre Godefroy : *Le cérémonial français*, Paris, 1649.

Il le fit avec une grande franchise, aussi prompt à défendre la royauté qu'à mettre un frein à ses empiétements et à ses abus.

On est étonné de la hardiesse avec laquelle il s'adresse au Souverain.

C'est une idée commune de considérer la liberté d'opinion comme l'apanage exclusif de nos démocraties. En réalité, la critique s'exerçait, sous l'ancien régime, avec moins de garantie mais tout autant de vigueur.

Le Français, par tempérament, veut la liberté ; l'autorité, le titre ne lui en imposent que médiocrement. Il a son franc-parler et aime la discussion des idées, quelle que soit la puissance de leur auteur. L'injustice ne l'a jamais laissé muet et l'opinion publique fut toujours chez nous excessivement franche.

C'est là un fait d'observation courante qui choquait déjà au ^{xvi}^e siècle un étranger, sujet d'un peuple pourtant libre, l'anglais Robert Dallington, secrétaire de l'ambassade anglaise à Paris (1). « C'est chose inouïe à voire et odieuse à entendre, écrivait-il, comment le Français peut bavarder et répéter impudemment ce qu'il a follement conçu, non seulement sur les Etats étrangers et sur les princes du monde, mais sur son propre état et sur son roi lui-même. »

Juvénal des Ursins puisa, dans cet instinct national, une énergie accrue par sa haute situation et le goût de l'indé-

(1) *The view of France*, traduction Emerique, p. 60.

pendance acquis au Barreau. Les protestations indignées qu'il fit entendre nécessitèrent souvent un singulier courage.

On ne comprend donc pas le jugement de M. Batifoll (1) qui écrit de lui « qu'il est loin d'avoir le courage et la valeur morale de son père », basant cette appréciation sur un conseil de prudence bien légitime que Jean II donne à son frère le Chancelier.

Tout ce que nous savons de lui s'insurge contre une telle opinion.

Combien plus juste et plus éloquent est M. Petit-Dutaillis (2) lorsqu'il écrit, rendant, avec l'unanimité des Historiens, l'hommage qui est dû à l'archevêque de Reims : « Juvénal des Ursins n'était pas un prélat de cour. Il était très soucieux de bien administrer son diocèse et, s'il servit le Roi avec zèle, il garda envers son maître une remarquable indépendance de langage. Il fut l'Alceste du règne et ne ménagea la vérité à personne ».

Alceste, en effet, avec tous les dangers du rôle et toute sa gloire, ce gêneur, qui dénonce les abus, stimule la mollesse du prince, réfrène sa cupidité, démasque les profiteurs.

Pessimiste » sans doute pour ses contemporains (car si le mot est nouveau l'idée est vieille, et les pensées des hommes sont une continuelle répétition), le recul du temps lui rendit son véritable mérite en montrant combien il fut utile à son prince et à son pays.

(1) *Jean Juvénal, prévôt des marchands*, p. 253.

(2) *Lavisse, op. cit.*, IV, p. 206.

TROISIÈME PARTIE

La conception de la souveraineté

Juvénal des Ursins n'a pas, comme le feront plus tard Bodin et Lebreton, développé la conception de la Souveraineté dans un ouvrage unique, selon un plan méthodiquement ordonné et avec la préoccupation de faire œuvre scientifique.

Il a écrit au jour le jour pour demander des réformes urgentes ou donner son avis sur des sujets délicats ; s'il traite souvent de la Souveraineté, c'est au hasard de ses épîtres, dans le but immédiat et d'utilité pratique de justifier ses prétentions.

Il m'a donc été indispensable de soumettre à un travail de dissection ses divers discours pour en extraire les parties relatives à notre étude : procédé certes fâcheux qui brise la chaîne des raisonnements et substitue à des morceaux cohésifs un assemblage de matériaux désordonnés, mais dont l'emploi s'imposait ici.

L'analyse faite, restait à opérer la synthèse ; comment et sous quelle forme réunir en un corps de doctrine ces opinions disparates.

Je pouvais, prenant la Souveraineté à l'époque de

Charles VII, en faire une exposition détaillée, appliquant à chacune de ses manifestations : pouvoir législatif, impôt, guerre, justice, monnaie, etc., les conceptions de Juvénal des Ursins ou expliquant son silence.

J'ai préféré ne pas suivre cette méthode. Pour cette époque de reconstruction du pouvoir royal, l'œuvre eut été considérable.

A quoi bon d'ailleurs décrire des institutions ou des théories consacrées déjà par l'usage ou pour lesquelles notre auteur ne faisait que suivre l'opinion commune ?

Ne valait-il pas mieux, passant sous silence tout le reste, ne s'attacher qu'aux théories originales ?

C'est ce procédé que j'ai préféré employer, m'efforçant, surtout, par des comparaisons avec les auteurs antérieurs ou concomitants, de faire la part exacte de l'invention de Jean II et cherchant à préciser la répercussion de ses doctrines dans les idées et dans les faits.

Cette troisième partie sera donc divisée en quatre chapitres, eux-mêmes scindés en un nombre variable de Sections. Le premier sera consacré à la transmission de la Souveraineté. Le second chapitre traitera des limites à la Souveraineté étrangères au royaume. J'étudierai dans le chapitre troisième les différentes institutions qui viennent borner à l'intérieur du royaume le pouvoir du prince. Le dernier exposera l'idée de Souveraineté nationale.

CHAPITRE PREMIER

LA TRANSMISSION DE LA SOUVERAINETE

SECTION PREMIÈRE

Succession légale à la couronne. Exclusion des femmes et de leurs descendants.

Ce fut la constitution de 1791 qui traça pour la première fois en France les grands principes du droit public royal en décrétant que : « la royauté est indivisible et déléguée héréditairement à la race régnante, de mâle en mâle par ordre de primogéniture à l'exception perpétuelle des femmes et de leur descendance ».

Par une dérision amère la nation fixait les règles de transmission d'un pouvoir qu'elle venait d'annihiler et qui allait bientôt être emporté dans la tourmente révolutionnaire.

L'ancienne royauté n'avait jamais connu de Charte.

Cet état de chose, surprenant dans nos sociétés modernes où l'organisation constitutionnelle est enfermée dans des textes précis, était normal à cette époque où la

loi se calquait sur les mœurs et évoluait insensiblement avec elles.

La coutume « passait le droit » ; sa rédaction, prescrite par Charles VII, fut imparfaite et tardive : longtemps elle se prouva en l'absence de texte par les témoignages et les « enquêtes par turbes ».

Le droit public suivait la condition du droit privé et manquant de règles constitutionnelles écrites, la transmission du pouvoir royal se dégageait des usages et des faits, d'où des contestations toujours possibles, des prétentions contradictoires qui nécessitaient l'avis des docteurs et des grands, lorsque la guerre n'en devenait que trop souvent la sanction.

Un des débats les plus graves fut celui qui déclencha la guerre de Cent ans. Les descendants des femmes pouvaient-ils succéder à la Couronne de France ? Edouard III d'Angleterre, fils et petit-fils de Philippe Le Bel, allait-il écarter Philippe de Valois du trône ?

Question capitale dont on connaît les graves conséquences et qui donna naissance dans les deux pays à une copieuse littérature (1).

Juvénal des Ursins, contemporain de la lutte, ne pouvait s'en désintéresser : il mit dans ce débat au service de son Roi son cœur de Français et son talent de juriste.

(1) Voir sur cette question la remarquable dissertation de M. Viollet : « Comment les femmes ont été exclues en France de la succession à la couronne ? Extrait des *Mémoires de l'Académie des Inscriptions et belles lettres*, t. XXXIV, II^e partie.

C'est à Beauvais, où la guerre toute proche ravageait son diocèse, qu'il expose pour la première fois sa doctrine dans la *Dissertation sur la paix d'Arras*, encore appelée : *Discours touchant les questions et différends entre les Rois de France ou d'Angleterre ou Vision*.

Ce morceau, très bon dans sa partie juridique, se ressent malheureusement du mauvais goût de l'époque. Il est en beaucoup d'endroits pédant, bourré de latin selon la méthode scolastique.

Cette partie du Moyen-Age aime l'allégorie. Comme Dante dans sa divine comédie, Juvénal va user de la fiction ; s'inspirant du goût général et plus particulièrement peut-être du *Songe du Verger* il présente sa dissertation sous forme de rêve.

Dans une nuit de mai 1435, une femme lui apparaît qui lui raconte sa vision.

Elle a vu trois dames : France, Angleterre et Sainte-Eglise à la recherche de la paix. France et Angleterre se rencontrent à Arras et une dispute éclate à laquelle Sainte-Eglise intervient bientôt.

La France entame le débat et reproche à l'Angleterre sa conduite.

Edouard ne descend des Capétiens que par les femmes, il est donc exclu du trône par la Loi salique : *Mullier vero in regno nullam Habet portionem*. Cette disposition est bien connue d'Isabelle *car ceste loi (1) feut con-*

(1) Juvénal des Ursins fait remonter la Loi salique à l'an 422. La

firmée par Charles le Grand, lequel nous devons croire et tenir estre saint en paradis.

Comment d'ailleurs la femme pourrait-elle régner ? Son sexe, sa nature s'y refusent car *Estre roy est office viril le plus pesant de tous.*

Supposons même qu'Isabelle fut apte à succéder, elle ne pouvait transmettre des droits qu'elle n'avait pas, puisque Jeanne la fille de Louis X le Hutin devait venir avant elle à la succession !

Que signifient les prétentions d'Edouard d'Angleterre ? N'a-t-il pas reconnu Philippe pour roi légitime en lui prêtant l'hommage lige pour le duché de Guyenne.

L'Angleterre est donc dans son tort. Mais Juvénal ne se contente pas de se fortifier ainsi dans une argumentation solide où il a pesé toutes les éventualités. Il a désarmé l'adversaire : à lui maintenant de prendre l'offensive.

Non seulement le traité de Troyes fait par un roi fou, séquestré de l'ennemi et ne pouvant sans se parjurer disposer de la couronne, est complètement nul, mais c'est Charles VII qui doit régner sur l'Angleterre.

Henri n'a été que l'instrument de la vengeance divine, un fléau envoyé en punition des péchés des gens de tous les états. Cette idée était répandue même chez nos ennemis. M. Lavisse nous raconte qu'en cheminant d'Azincourt à Calais, le roi d'Angleterre Henri V ne cessait de

critique historique moderne se montre moins affirmative et en place la rédaction sous le règne de Clovis entre 486 et 496.

répéter, en manière de consolation au duc d'Orléans qu'il avait fait prisonnier : « Beau cousin, faites bonne chère, je connais que Dieu m'a donné la grâce d'avoir eu la victoire sur les Français, non pas que je la vaille, mais je crois certainement que Dieu les a voulu punir, et s'il est vrai que j'en ai oui-dire, ceci n'est merveille, car on dit que oneques plus grand des rois (désordre) ni désordonnance de volupté, de péchés et de mauvais vices ne furent vues que règnent en France aujourd'hui (1) ».

Mais le courroux du ciel est désormais apaisé ; les succès extraordinaires de Charles VII montrent clairement que Dieu conduit son bras.

Ainsi, à plus de quatre siècles de distance, Juvénal des Ursins émet des théories qui trouvent encore aujourd'hui de sérieux échos ; le conflit qui ensanglante actuellement l'Europe n'apparaît-il pas à certains esprits comme l'expiation de l'athéisme moderne et ne voit-on pas un peuple se proclamer la race élue qu'un « Vieux Dieu » sanguinaire guide au combat !

Mais Sainte-Eglise qui trouve la prétention de France un peu forte intervient. Certes elle lui donne raison au nom du pape et des conciles, mais a-t-elle vraiment des droits sur la Normandie, l'Aquitaine, Le Ponthieu, Montreuil ?

Et France de lui répondre affirmativement. Ici ce bon Juvénal, aveuglé par son patriotisme, fait abandon du bon

(1) Lavissee, *op. cit.*, IV, p. 370.

sens et de la logique qui l'avaient guidé jusqu'ici dans son discours,

Le sentiment national est une passion, et le « cœur a ses raisons que la raison ne connaît pas ».

Jean II fait flèche de tout bois. La Guyenne a appartenu jadis à Dagobert, n'est-il pas juste qu'elle retourne à ses premiers maîtres, etc. ? Et il accumule les raisonnements les plus spécieux dans lesquels nous ne le suivrons pas ici.

La dispute terminée, la France se rend à l'hôtel de la paix. Malgré les mauvais conseils de sédition qui la poussent à combattre encore, elle est résolue à mettre fin à la guerre et la Paix s'en ira plaider sa cause en Paradis où les rois et les saints intercèdent avec elle (1).

(1) On est frappé au cours de ce morceau où les victoires françaises sont exaltées de ne pas voir la moindre allusion à Jeanne d'Arc.

A quel sentiment Juvénal des Ursins obéissait-il en passant sous silence les faits d'armes de la Pucelle ? Craignait-il de mécontenter le Roi en lui rappelant les mérites de celle qu'il avait abandonnée ? Tout ce que nous savons de sa franchise et de ses habitudes proteste contre une pareille prudence.

Il me paraît plutôt que Juvénal devait conserver des doutes sur le cas de l'héroïne que l'on avait suppliciée il y a quatre ans. Le sentiment religieux tournait alors à la superstition, l'on écrivait sur les démons, et malgré sa forte culture intellectuelle, Jean II était accessible aux idées de sorcellerie. Peut-être évitait-il de se prononcer sur un cas où la conviction n'était pas faite.

Il devait réparer plus tard son ingratitude en présidant le procès de réhabilitation de Jeanne. L'histoire nous apprend qu'il dirigea ces débats, longs de huit mois et au cours desquels on entendit

J'ai passé très rapidement sur la « Vision », me réservant d'en discuter plus loin les divers arguments, réunis à ceux, en partie semblables, qui se trouvent développés dans le second mémoire que nous avons maintenant à étudier.

« La Vision », grâce à l'actualité de son sujet et à la qualité de son auteur, devint bientôt célèbre dans le royaume. Charles VII y vit une justification précieuse de ses droits et il commanda à Juvénal un nouveau mémoire où, avec plus d'ampleur et sous une forme scientifique, il referait et compléterait sa démonstration.

Ce fut l'origine du *Mémoire et titres extraits du trésor des Chartes et dressé par ordre du roy touchant les droits respectifs des maisons de Valois et d'Angleterre à la couronne de France*.

Juvénal le rédigea sitôt élu au siège épiscopal de Laon.

Ici, plus de fiction, de citations latines et de fatras scolastique. L'auteur s'est dépouillé de tout cet attirail pédantesque qui alourdissait son récit. La démonstration est claire, juridique et savamment ordonnée.

112 témoins, avec une grande science et beaucoup de finesse.

Il fallait en effet, tout en réhabilitant la Pucelle, ménager la susceptibilité royale et éviter de compromettre les accusateurs et les juges encore vivants !

Calixte III, en désignant Juvénal pour présider le procès par lettre apostolique du trois juin 1456, avait rendu un hommage éloquent en qualité de prélat, en le désignant par cette formule flatteuse : *Utriusque juris doctor fulgentissimus...* (*Lettres apostoliques*, Quicherat, Procès de réhabilitation de Jeanne d'Arc, II, 139).

Pour lui donner plus de force, il réunit, à la suite de son discours toutes les pièces sur lesquelles il appuie ses prétentions : lettres et chartes *que par lettres patentes il a tirées des chambres des comptes, trésor des Chartes et autres lieux du royaume pour servir de pièces justificatives.*

Juvénal entre de suite au cœur du sujet.

Les Anglais font valoir quatre raisons à l'appui de leur thèse.

1^o Les filles peuvent succéder à la couronne et Isabelle plus proche que Philippe de Valois doit nécessairement l'exclure.

2^o Jeanne d'Evreux, fille de Louis le Hutin, eut pour fils le roi de Navarre qui transporta ses droits à Edouard III.

3^o Edouard était l'héritier mâle le plus proche et sa mère lui faisait « pont et planche ».

4^o Le traité de Troyes. (Les nécessités de l'exposition nous feront remettre la discussion de cet argument au chapitre suivant).

Voici les positions de l'adversaire bien établies, Juvénal va leur donner l'assaut.

Même en admettant qu'une femme puisse succéder, Blanche, la fille de Charles le Bel, éloigne Isabelle, et s'il lui est possible de faire « pont et planche », Charles de Navarre fils de Jeanne d'Evreux et petit-fils de Louis le Hutin écarte Edouard III, car il descend des rois tandis qu'Edouard ne descend que d'une sœur des rois.

Voilà donc, en toute hypothèse, les prétentions d'Edouard infirmées.

Mais la femme est incapable de succéder au trône d'après la Loi salique dont il donne l'extrait célèbre du titre 59 de Alodis : *Nulla Portio in regno mulieri veniat sed ad virilem sexum tota hereditas perveniat.*

Comment la femme succéderait-elle à la couronne quand elle ne peut succéder au simple fief dont elle ne saurait remplir les lourdes obligations ?

En fait, si les filles succèdent quelquefois à des biens du domaine privé du roi, les apanages ne se transmettent que par les mâles ? La ligne masculine vient-elle à s'éteindre, ils font reversion à la couronne.

Mais, objectera-t-on, il n'y a pas de loi constitutionnelle écrite ! Oui, mais l'usage en est si constant et si notoire qu'elle a dû être écrite autrefois.

Cette exclusion est d'ailleurs logique, Prend-on une femme pour bailli ? Non. Pourquoi la prendre alors pour roi ?

Certes, il y a des reines dans d'autres pays, mais la France n'a pas à prendre d'exemples au dehors. La femme est faible et variable, n'est pas faite pour commander, mais pour être sujette (1).

(1) Juvénal, en bon ecclésiastique, n'est pas tendre pour la femme, perdition du genre humain. Son luxe l'indigne : *Quelles pompes écrit-il ailleurs (Remontrances au roi pour la réformation du royaume) ms p. 2701, p. 98. verso — y-a-t-il et queues et cornes et chatnes d'or, pierres et autres habillemens qui sont déplaisans à Dieu*

Au surplus, Isabelle n'a pu faire « pont et planche » et transmettre à Edouard des droits qu'elle n'avait pas. *Nemo dat quod non habet.*

Ici se termine pour nous la partie intéressante du discours. Nous allons retrouver, au chapitre suivant, l'argumentation de Jean II sur le traité de Troyes et nous n'avons que faire du *Mémoire* où, comme dans la *Vision*, il entreprend d'établir les droits incontestables des rois de France à la couronne d'Angleterre (1) !

C'est un triste exemple des formidables sophismes que peut provoquer, chez un homme sensé et de bonne foi, l'aveuglement d'une passion d'ailleurs louable.

La *Vision* et le *Mémoire* ainsi sommairement analysés, essayons d'en dégager les arguments essentiels pour apprécier leur originalité et leur valeur.

Ecartons tout d'abord deux arguments de la discussion.

Le premier se passe de commentaires. Dire qu'Isabelle n'ayant elle-même aucun droit à la couronne n'a pu en transmettre aucun à son fils, c'est exprimer, en même

et au monde... Couvertes de bijoux et de riches étoffes elles lui font l'impression de *vieilles mulles ou meschants chevaux enfresnez de grands paremens pour estre mieux vendues.*

D'aucuns *laudatores temporis acti* s'effraient du luxe et des modes d'aujourd'hui et vantent la simplicité de nos aïeules.

(1) La perfidie de Lancastré les rend indignes de la couronne. Les parents mêmes de Richard sont exclus pour ne pas l'avoir vengé, etc., etc..... Et la couronne d'Angleterre passe ainsi tout naturellement au roi de France..... *par les femmes!!*

temps qu'un axiome juridique universel, un principe d'élémentaire bon sens : *Memo dat quod non habet*, pour donner il faut d'abord posséder !

C'était cette raison qui faisait se prononcer l'illustre jurisconsulte Balde dans ce litige contre les prétentions des rois anglais. Au lendemain des désastres de Crécy et de Poitiers il écrivait incidemment que le bon droit était pour les Valois. *Quia in causato non potest esse plus virtutis quam procedat ab influente potentia causae* (1).

Même en admettant, avec M. Esmein (2), qu'Edouard prétendait venir à la succession en son nom personnel et par sa vocation propre et non par transmission héréditaire ou représentation, nous ne diminuons en rien la valeur du raisonnement dans le cas spécial qui nous occupe.

Juvénal des Ursins envisage nettement l'hypothèse où Isabelle ferait « pont et planche » et l'argument reste inattaquable dans les termes où le problème a été posé.

Nous pouvons négliger aussi la raison de fait tirée de l'hommage prêté par Edouard pour la Guyenne. Les Anglais le prétendaient nul pour plusieurs motifs dont le principal était le vice de consentement.

Edouard n'avait-il pas agi sous la double influence de la jeunesse (il avait 18 ans lors de l'hommage lige et avait droit jusqu'à 25 ans à la *restitutio in integrum*), et de la

(1) Balde sur Digeste I, IX. *De senatoribus* I dans *Baldus Ubaldis Parisinis primarius Digesti veteris partem Commentarius Venetus*, 1616, fol. 49.

(2) Esmein, *op. cit.*, p. 366.

crainte de voir confisquer ses possessions en France ?

Au fond, la démonstration de Juvénal se ramenait donc à deux arguments principaux : l'inaptitude de la femme et la Loi salique.

Les publicistes avaient toujours vu d'un mauvais œil l'accession des femmes au pouvoir. Gilles de Rome, précepteur de Philippe le Bel, dénonçait déjà, à la fin du XIII^e siècle (1), leur *invalida complexio* qui les rendait inhabiles à une si grande dignité. Le sentiment qui nous fait encore aujourd'hui refuser à la femme l'exercice des droits politiques se comprend encore bien plus à une époque de violence où le seigneur devait à chaque instant tirer l'épée.

Comment la femme pourrait-elle défendre le royaume ou le fief et conduire l'Ost à la bataille ?

Juvénal ne faisait que reproduire ici un argument très sérieux et difficilement attaquable au point de vue rationnel et théorique.

Mais quel était sur ce point l'état positif du droit ?

Il n'y avait pas, quoi qu'en dise Jean II, de solution certaine contraire au droit des femmes. Malgré le principe théorique *filia vero non succedit in feudo* (2), les femmes succédaient dans nombre de fiefs, en Flandre, en Ar-

(1) *De regimine principis*, 4 in II, chap. xxiii, l. II, p. 2, chap. v.

Oportet autem talem dignitatem (la Souveraineté) magis transferre ad masculos quam ad feminas quia masculus est femina ratione præstantior, corde animosior passionum minus insecutor.

(2) *Libri feud*, I, 892.

tois etc., et les reines de Castille, Aragon, Navarre et Hongrie prouvaient que c'était là règle universellement répandue.

Dès le xi^e siècle, la femme avait été admise en France à la succession des fiefs, à défaut de mâles au même degré. Son mari rendait le service militaire, et le suzerain, si elle était fille, pouvait lui présenter trois prétendants et la « se-mondre » de prendre baron sous peine de confiscation du fief pendant l'an et jour.

Bien plus, on pouvait invoquer, contre l'exclusion des femmes, un argument de texte d'autant plus précieux qu'il venait de la décision même d'un roi. Louis X n'avait-il pas déclaré, au sujet du comté de Poitiers, que « Raisons et droiz naturels, donnent que, en défautes de hoirs mâles, les femelles doivent aussi bien hériter et avoir succession et possessions des pères de cui elles ont été procréées et descendues en royal mariage comme font les mâles (1) ».

L'argument était donc peu probant et, si le droit national et la raison militaient pour l'exclusion des femmes, elles trouvaient par contre dans l'usage et le fait une confirmation sérieuse à leur prétention.

Il n'y a donc rien d'extraordinaire que, devant cette situation, la Loi salique reste pour Juvénal et ses contemporains la suprême raison, la citadelle inexpugnable autour de laquelle va se resserrer la bataille.

(1) Pas-de-Calais, A, 60 ; d'après Richard, *Inventaire, sommaire*, Série A, t. I, p. 91.

L'inaptitude de la femme était une idée courante, la Loi salique constituait un argument récent.

C'est une croyance générale de baser sur la Loi salique la déclaration de l'Assemblée de Paris, qui sous Philippe le Long proclama solennellement que « femme ne succède pas à la couronne de France », mais on a que peu de renseignements sur l'assemblée et est-ce là une simple opinion en l'absence de texte précis.

La Loi salique était alors oubliée depuis bien des siècles (1), et le *Songe du Verger* (2), où la question de succession est longuement discutée, base l'exclusion d'Edouard sur la coutume « puisque, selon la coutume, femme ne peut succéder », sans lui faire aucun allusion.

Juvénal était donc un des premiers, on aurait même pu penser le premier, à invoquer cet argument, si M. Gabriel Monnod, à l'occasion du mémoire de M. Viollet cité plus haut, n'était venu trancher définitivement la question (3) en établissant que la loi avait été en réalité appliquée déjà deux fois au moins devant les dissertations de Jean II.

Une première fois sous Charles VI, Raoul de Presles (4) l'avait invoquée sans la citer. Mais frère Richard le Scot avait, postérieurement, fait, en termes exprès, usage de cet argument et donné la loi salique comme base juridique

(1) Esmein, *op. cit.*, p. 364.

(2) *Texte français*, I, I, chap. cXL, II.

(3) *Revue critique* du 26 décembre 1892, p. 519.

(4) Raoul de Presles, *Exposition sur la Cité de Dieu*, III, 21, (ms fr. 170, fol. 147¹⁰).

de la succession au trône, dans un mémoire consacré à la généalogie des rois de France (1) : *legem vero salicam, quam ab omnibus doctoribus legum quosumque novi petii utrum de ea cognitionem haberent et tamen mihi nullam penitus respondentes, libentissime vobis demonstranem.*

Il est donc logique de supposer, bien que la preuve de l'inspiration n'apparaisse pas d'une façon manifeste dans son œuvre, que Juvénal, en savant docteur au courant du mouvement intellectuel contemporain, connaissait les théories de Presles et de Scot et n'était pas en la matière un novateur.

Quoi qu'il en soit, la Loi salique constituait-elle un argument bien décisif ? Il est permis d'en douter, car elle soulevait maintes controverses.

On ne manquait pas de lui reprocher, tout d'abord, d'édicter une simple prescription de droit privé et de ne s'occuper en aucune façon de la succession de la couronne. Objection grave qui préoccupait beaucoup les docteurs de l'époque.

Chose curieuse, la solution qu'ils adoptèrent consista à tronquer le texte de la loi. Juvénal nous offre en l'espèce un curieux exemple de ce manque de probité scientifique. L'extrait célèbre du titre de Alodis : *de terra vero nulla in muliere hereditas non pertinebit, se dad virilem sexum qui fratres fuerint tota terra pertineat* (*Le Salica*, LIX,

(1) *Bibliothèque nationale* (ms lat. 14.663, fol. 40 v°).

de Alodis 5-6) ne le satisfait pas. Qu'à cela ne tienne ! Les mots *in regno* sont indispensables à sa thèse, il va les y ajouter.

Oui ! mais on ne va pas manquer de lui faire remarquer la supercherie ! il se précautionne donc et répond à l'avance à l'objection : le mot n'est pas dans le texte mais il est notoire qu'il devrait s'y trouver. « Et combien, écrit-il (1), que aucuns aient voulu dire qu'on ne trouve pas dans la Loi salique que ladite clause y soit expressément contenue, on doit considérer que ceulx qui l'ont escript et allégué au temps passé ne l'ont pas fait sans ce qu'ils eussent vu et sçu estre vray ! » d'ailleurs de mauvais esprits ont bien pu mutiler le texte (!) « et peut-estre que aucuns au temps passé, meuz de mauvais esprit l'ont osté et laissé à mettre ». Et comme si ces deux raisons ne lui paraissent pas encore suffisantes, il en forge une troisième : La fameuse clause existe et elle fait expressément mention de la couronne. « On dit » qu'elle est dans un vieux manuscrit de la loi, écrite en lettres très anciennes et conservée à l'abbaye de Saint-Savin. Hélas ! malgré le luxe de précisions que nous donne Jean II, le fameux manuscrit est resté introuvable.

Introuvable aussi le texte de « Monsieur Saint-Augustin » qui aurait écrit cette règle singulièrement précise et favorable aux prétentions des Valois : *In regnis quae habent reges, mulieres non hereditant eorum unicae filiae vel*

(1) *Manuscrit français*, nou. acq. 741, p. 5 et s.

unigenitae. Ratio est quia regnum non est hoereditas sed dignitas pertinens ad totam rem publicam. Ici encore, Juvénal des Ursins, dans une intention patriotique qui était peut-être dans sa casuistique destructive du mensoage, a inventé de toute pièce cette citation si précieuse pour sa thèse.

Il devient plus loyal et surtout mieux inspiré lorsque commentant un peu plus loin le texte secondaire de la Loi salique : *De terra vero salica nulla portio hereditatis mulieri veniat*, il écrit : « Or étoit ce royaume gouverné par la dite Loy salique et se pouvoit appeler Terra Saliqua ». Ici Jean II a vu juste, bien qu'on puisse regretter qu'il ait donné à sa pensée une forme un peu trop concise alors que c'était sur ce point qu'aurait dû porter l'effort de sa discussion.

Comment soutenir en effet, qu'à la période franque, où le droit public et le droit privé n'avaient pas encore de frontières bien distinctes, la Loi ne s'appliqua à la succession du Roi comme à celle de ses sujets ? Les Saliens à la vérité ne devaient pas connaître deux modes de succession, l'un pour le roi et l'autre pour le peuple. Le titre de « Alo-dis » s'appliquait indifféremment aux biens des particuliers et à ceux du prince, et nous savons que le royaume, propriété privée, se transmettait selon les principes communs aux enfants du Roi.

Rien n'empêchait donc d'affirmer que la Loi Salique avait exclu jadis les femmes de la succession à la Couronne.

Mais devait-elle continuer à le faire à l'époque féodale ? La question est toute différente. Cette loi depuis longtemps était tombée en désuétude. L'usage nous l'avons vu lui était contraire.

Elle était d'ailleurs susceptible d'interprétation diverse, les Anglais pouvaient aussi l'invoquer. Leurs avocats avaient d'ailleurs tâche facile, car tout prêt de la règle dont se réclamaient les Valois, le texte leur offrait un merveilleux argument, *Quicumque proximior fuerit, ille hereditatem succedat*. Edouard IV n'était-il pas plus proche parent de Charles le Bel que Philippe IV et n'était-il pas naturel de faire valoir en sa faveur cet article de la loi.

Enfin, si l'on prétendait invoquer la Loi salique n'était-il pas logique d'en accepter toutes les conséquences et de partager, selon sa prescription fondamentale, le royaume de France entre tous les enfants mâles du Roi défunt !

L'argument était donc bien fragile.

En somme le fait, en cette matière, avait seul créé le droit. Depuis l'avènement de Philippe le Long, les femmes avaient été à plusieurs reprises écartées de la couronne pour des raisons où la Loi salique était d'ailleurs étrangère et la coutume avait fixé le droit public (1).

Le problème se posait maintenant sous une forme particulièrement grave : admettre les femmes et leurs des-

(1) L'exposé de cette question ne rentre pas dans le cadre de notre étude. Consulter sur ce point la brochure précitée de M. Viollet.

cendants c'était livrer le royaume de France aux mains de l'étranger (1).

Il fallait à tout prix éviter ce résultat. Que pesaient devant l'intérêt national menacé les textes et les coutumes ! Le patriotisme devait faire taire les meilleures raisons et pendant que les soldats combattaient l'envahisseur, les docteurs allaient forger des arguments dont le bien fondé importera peu.

Comme l'a si bien remarqué M. Viollet (2) : « Les raisonnements, les subtilités des jurisconsultes n'ont ici qu'un intérêt de curiosité. La France devait rester aux Valois parce que les Valois étaient français. Toutes les raisons de droit ne valent pas celle-là.

Si le prétendant français eut été parent par les femmes et le prétendant anglais par les mâles, notre droit public se modelant sur les intérêts de la patrie n'eut pas manqué

(1) Le péril aurait-il été aussi grand qu'on peut le supposer au premier abord ? M. Viollet ne le croit pas et sa thèse, si elle est discutable, n'en apparaît pas moins comme profondément psychologique. « N'allons pas cependant nous exagérer nous-mêmes la gravité de ce péril, écrit-il. Les intérêts de la France se fussent toujours largement imposés à son chef et on conçoit assez difficilement qu'un pays tel que le nôtre eût pu se perdre et se confondre dans la fortune et dans le domaine du mari de la reine, n'être pour lui qu'un appoint et une valeur secondaire. Loin d'être absorbée par un roi étranger la France fut vraisemblablement devenue, peu à peu entre ses mains une force centrale et absorbante. Ce n'est pas le roi qui fait la nation c'est la nation qui fait le roi ». (Brochure citée, p. 29).

(2) *Op. cit* , II, p. 81.

de proclamer le droit des femmes et, à la fin de ce siècle, on eut vu Jeanne d'Arc saluer un héritier par les femmes des deux noms qu'elle donnait à Charles VII et lui annoncer les mêmes paroles réconfortantes : « Gentil prince, je te dis de la part de Messire que tu es vrai héritier de France ; je vous dis que Dieu a pitié de vous, de votre royaume et de votre peuple ».

SECTION II

Transmission volontaire. — Inaliénabilité du pouvoir royal.

L'exclusion des femmes avait pour but d'empêcher le passage du royaume aux mains étrangères, mais elle n'était pas à elle seule suffisante pour empêcher la réalisation d'une pareille éventualité.

Que devenait la règle si le Roi, par acte entre vifs ou testament, aliénait la couronne ? C'est ce qui s'était produit en fait au traité de Troyes. Il fallait donc, pour infirmer le pacte de 1420 et empêcher le retour de pareilles surprises, frapper le royaume d'une véritable inaliénabilité et rendre le Roi inhabile à en disposer. Cette théorie devait donc nécessairement faire partie de l'argumentation de Jean II Juvénal des Ursins, et nous savons

qu'il l'exposa largement dans la « Vision » et le « Mémoire ».

La folie du Roi constituait déjà un sérieux argument, Charles VI ne pouvait valablement consentir. Il était d'ailleurs, au moment du traité, le prisonnier des Anglais. Autant de causes de nullité que Juvénal ne manque pas de développer et qui étaient à l'époque connues de tous.

C'est ainsi qu'un opuscule anonyme (1) et intitulé : *Réponse d'un bon et loyal Français au peuple de France de tous états*, contient la critique du traité de Troyes et produit ces arguments, alors de style. Charles VI, quand il a signé, était aux mains de « ses anciens ennemis mortels » et la maladie le rongait. « Comment donc à peu le roy tellement infirme et malade consentir et accorder valablement si grande chose comme est tout le royaume de France », le traité est nul et « doit estre impugné et empesché par chacun bon chrétien ».

Mais cette raison n'était pas encore suffisante. C'était d'abord un argument d'espèces qui ne pouvait servir dans l'avenir. Bien plus l'Anglais pouvait le contester sérieusement.

Le pacte de 1420 (2) n'avait-il pas été approuvé par le Parlement, l'université et les notables de Paris ? Il y avait

(1) Publié par De La Barre. — *Mémoires pour servir à l'Histoire de France et de Bourgogne* 1789.

(2) Cosneau, *Les grands traités de la guerre de Cent ans. Le Traité de Troyes*, p. III.

là une sanction du traité qui, on pouvait le soutenir, couvrait la nullité originelle.

Le traité avait, en effet, prévu, d'une manière formelle, l'approbation respective des deux pays dans son article 24 : « *Item* et afin que concorde, paix et tranquillité entre les roïaumes de France et d'Angleterre soient, pour le temps avenir perpétuellement observées et que l'on obvie aux obstacles et commencemens (?) par lesquelz, entre les dis roïaumes, debas, dissensions ou discors pourroient sourdre au temps à venir, que Dieu ne veuille, il est accordé que nostredit fil labourera, par effect de son pouvoir, que de l'adviz et consentement des trois estaz desdiz roïaumes, ostez les obstacles en ceste partie, soit ordonné et pourvu que, du temps où notre dict fils sera venu à la couronne de France où aucun de ses hoirs, les deux couronnes de France et d'Angleterre à toujours mais perpétuellement demourront ensemble et seront à une mesme personne, c'est assavoir à la personne de nostre dit fils le roy Henry. »

Il fallait donc trouver un principe supérieur qui renforce la faiblesse des raisons de fait et fixe le droit public.

Ici encore. la coutume était loin de consacrer la règle, mais même avant les événements de 1420 un courant général d'opinion s'était produit tendant à l'inaliénabilité du royaume.

Les usages anciens consacraient la libre disposition du domaine, propriété privée du souverain, il pouvait être librement aliéné, en tout ou partie ; d'où les nombreux

partages entre les enfants du Roi, les renonciations aux droits régaliens et les concessions d'immunités qui furent une si grande cause de faiblesse pour la monarchie.

Il est vrai qu'on a pu soutenir avec Brünner (1), et M. Flach (2), que les partages francs n'étaient pas des partages d'administration, la Souveraineté restant théoriquement indivisible et l'unité du royaume demeurant intacte.

Mais nous ne croyons pas devoir nous rallier à cette théorie, beaucoup trop savante pour une époque aussi barbare ; comme l'a justement démontré M. Esmein.

Pour nous, les partages Mérovingiens étaient de véritables démembrements et la « fraternitas » qui réunissait souvent les différents princes avait sa source dans leur communauté d'origine et non dans l'unité maintenue.

Progressivement cependant, l'idée d'inaliénabilité se faisait jour comme conséquences des tentatives de reconstruction de l'Etat au profit de la royauté.

On forgeait la légende d'un congrès des princes d'Europe ayant proclamé le principe à Montpellier à la fin du ^{xiii}^e siècle. La doctrine, dans un but d'intérêt pratique, se prononçait pour l'inaliénabilité, car le Roi, vivant de son domaine, diminuait, en le réduisant, ses ressources et devait demander la différence à son peuple. Bientôt, la coutume introduisait dans le sacre la promesse de ne point alié-

(1) *Deutsche Rechtsgeschichte*, II, 26.

(2) Flach, *Les origines de l'ancienne France*, III, 163.

ner le domaine et Charles VI, dans l'article 89 de l'ordonnance Cabochienne, vise expressément ce serment qu'il a prêté (1-2).

Ce parjure fournit à Juvénal un de ses meilleurs arguments.

Jean II, suivant la doctrine commune, se prononce donc catégoriquement contre l'aliénation du domaine. Il le fait dans l'Epître aux Etats d'Orléans à l'occasion de la Normandie qu'il supplie le roi de reprendre aux Anglais : *La laisser aller, écrit-il, serait chose merveilleuse et dure, et qui pourroit tourner au damnement de votre âme et déshonneur perpétuel ; vu que vous avez juré à votre sacre de non aliéner vostre domaine. Mais pour Dieu, où sont ceux qui diront ou voudront maintenir que vous leur puissiez bailler ? Car elle n'est mie vostre, elle est à la couronne, de laquelle vous n'estes qu'administrateur, tuteur, curateur et procureur ; car vous en faites les fruits vestres, et elle vient à vos enfants, mais rien au monde vous ne pouvez aliéner ou transporter en aucune manière ; et si vous le faisiez, vos successeurs ne tiendront chose que vous auriez faite, si bon leur sembloit* (3).

Les conclusions de Juvénal des Ursins sont, on le voit,

(1) La formule était : *Et superioritatem, jura et nobilitates coronæ Franciæ inviolabiliter custodiam et illa nec transportabo, nec alienabo*, Isambert, V, p. 240.

(2) Coville, *L'ordonnance cabochienne*, p. 36.

(3) *Epître aux Etats d'Orléans*, ms fr. 2701, fol. 20.

formelles et le passage contient déjà en résumé et comme en germe la théorie qu'il exposera dans le Mémoire sur les prétentions des Anglais à la couronne de France.

Entre l'inaliénabilité du domaine et celle de la couronne, il n'y a qu'un pas à franchir, les deux situations sont presque identiques et offrent l'occasion d'un excellent argument *a fortiori*. Ce qui est vrai de la partie doit l'être ici du tout et il serait absurde d'interdire au prince d'aliéner partiellement le royaume si on devait lui permettre d'en opérer en bloc la tradition. Juvénal ne manquera pas plus tard d'invoquer cette raison en écrivant : *Et seroit chose merveilleuse que le roi ne put aliéner partie de l'héritage de sa couronne valablement et de le non faire jure à son sacre et toutefois qu'il put aliéner sa couronne et son royaume tout entier (1) et ne peut le roy préjudicier à son héritier descendant de sa char, ne aliéner ou bailler le royaume en aultre main, que a celle auquel il doit venir pour succession héréditale et tellement que si il avoit fils, comme au cas présent il ne pourroit faire qu'il ne fust Roy après lui..... Et à proprement parler le roy ne a qu'une manière d'administration et usaige pour en jouir sa vie durant seulement. Et quant il a fils, le fils durant la vie du père est réputé comme seigneur, et ne lui peut le roy son père ne aultre abdiquer ou oster ce droit voire encore se il vouloit et consen-*

(1) *Mémoires*, ms fr. 741, p. 25, 26.

tiroit..... filius ergo heres. Il est fils, il s'en suit donc que héritier (1).

Voilà donc la thèse formellement posée et en des termes juridiques si précis qu'elle se passe de commentaires ; le Roi n'est qu'administrateur du royaume, il n'a pas le droit de disposer de sa couronne qui doit nécessairement venir à son fils à son décès ; toute clause contraire, même le consentement de l'héritier lésé, est nulle de plein droit.

Bien plus, le dauphin, durant la vie du père, est déjà investi de son droit latent à la couronne. On le répute co-seigneur.

Cette quasi association du fils au trône devait avoir, dans l'esprit de Juvénal des Ursins, deux causes distinctes : D'abord la réminiscence historique affaiblie du *rex designatus*, cet héritier que le Roi faisait sacrer de son vivant pour éviter son exclusion du royaume et qu'il associait à

(1) Cette thèse, à en croire Juvénal, avait reçu en partie l'approbation expresse du haut siège. Lorsque la querelle s'était plaidée à Rome devant le pape, un incident symptomatique s'était produit. L'archevêque de Tours, avocat du roi de France aurait, paraît-il, employé l'argument lapidaire *Filius ergo heres, nego ego*, avait répondu l'évêque de Londres au nom du prince anglais. Et le souverain pontife d'intervenir en s'écriant : *Taceatis Utinam esset bona pax inter filium nostrum karolum christianissimum regem Franciæ et regem vestrum !* L'incident s'était-il réellement produit ? Était-il logique de conclure de ce qualificatif de fils très chrétien donné au roi de France le bien fondé de ses prétentions ? La chose est discutable, il est beaucoup plus logique de supposer que Jean II ici comme pour la loi salique forgea de toutes pièces un argument qui lui semblait bon.

Ms fr. 175, 12. Fol. 12, v. 1320.

son administration, mais les rôles ici se renversaient et c'est la nation qui prenait la précaution contre le Roi.

Enfin, c'était encore et surtout une puissante raison de fait qui avait déterminé la théorie. Faire du dauphin le co-seigneur c'était lui donner l'administration du royaume en cas d'empêchement du père et justifier, par cela même, la situation de Charles VII qui, de son propre chef, avait pris en 1419 le titre de régent.

Juvénal des Ursins, en proclamant l'inaliénabilité (1) de la couronne, avait-il émis une théorie originale? Il paraît certain que Jean II n'a fait que reproduire, en leur donnant plus de concision il est vrai et une meilleure expression, les arguments d'un théoricien antérieur, Jean de Terre Rouge (2). Celui-ci écrit en effet vers 1420, à la fin du règne de Charles VI : « On ne succède pas au roi de France en vertu d'une volonté exprimée ou présumée du roi défunt. Il n'y a pas là une succession patrimoniale *ab intestat* ou testamentaire, il y a là une succession déférée par la coutume. Ce n'est pas une succession patrimoniale comme celle des particuliers, car la couronne de France n'est pas un bien patrimonial, c'est une succession déférée conformément à la coutume et à la volonté de Dieu ».

Et ailleurs, sous une forme plus saisissante encore :

(1) La règle on le sait ne s'opposera jamais à la constitution des apanages.

(2) Johannes de Terra Rubea. *Tractatus V*, Conclusions 9,10 et 11.

« Le roi de France ne peut enlever la succession à celui qui doit succéder comme il a été dit antérieurement suivant la coutume de France (1). » Jean de Terre Rouge revint à plusieurs reprises sur cette idée qui lui est chère et on peut multiplier les citations. « Du vivant du père, le fils est de droit naturel co-seigneur avec son père des choses qui appartiennent à celui-ci (2). En France, la couronne est, de droit coutumier, successive, et déférée par la seule force de la coutume à l'ainé des mâles de la ligne directe ; celle-ci défailante aux mâles collatéraux selon la proximité et le degré (3). » « Les rois de France n'ont jamais pu et ne peuvent disposer du royaume par testament pas plus en faveur de leur fils aîné, que d'une autre personne car il n'est pas établi en coutume qu'ils puissent le faire..... (4) » « Car il est vrai que c'est par la seule force de la coutume que le successeur est appelé au trône, que non seulement cette succession ne peut être déférée par une disposition testamentaire, mais elle ne l'est même pas en vertu d'une volonté présumée au roi prédécédé ; c'est la seule coutume qui défère le royaume au successeur » (Conclusion 11).

« Ainsi puisque le roi ne peut par aliénation ou autrement priver du royaume son successeur, ni le lui donner, celui-ci n'est pas considéré comme le tenant de son prédé-

(1) *Tractatus Primus*, Article I, conclusion 18.

(2) *Tractatus Primus*, Article II, conclusion 2.

(3) *Tractatus Primus*, Article I, conclusion 8.

(4) *Tractatus Primus*, Article I, conclusion 10.

cesseur. La succession à la couronne de France n'est ni héréditaire ni élective puisque personne n'élit. Elle est d'une autre espèce, instituée par le droit, c'est-à-dire par la coutume du royaume (Conclusion 14). »

Bien qu'on puisse reprocher à Jean de Terre Rouge de répéter sa pensée sous des formes diverses et de ne pas avoir enfermé sa théorie dans une discussion unique, précise et définitive, sa conception n'en était pas moins rigoureuse et on y ajoutera bien peu par la suite. Si l'on rapproche ces quelques textes de l'extrait de Juvénal des Ursins, on est frappé de leur similitude, et on est en droit d'en conclure que Juvénal avait eu certainement sous les yeux le traité de Jehan de Terre Rouge.

La question, d'ailleurs, était à l'époque vivement débattue et on en trouve de curieuses applications. C'est ainsi que dans Don Plancher (1), la démonstration est poussée plus loin encore, dans l'espoir d'amener le duc de Bourgogne à déchirer le pacte de Troyes : Seul le supérieur du roi pourrait décider de la légitimité de l'exhérédation. Mais en l'absence de supérieur temporel (et l'on sait que le Roi de France n'en a pas), le pape sera compétent. *Non tamen potuit eum privare jure sibi succedendi, ommissa ordinaria pena, quia sicut ipsi regi in regno erat jus quoesitum ad rem quod quidem jus non pendet ex voluntate vel ordinacione patris sicut in pri-*

(1) *Mémoire* dans dom Plancher, *Histoire de Bourgogne*, l. IV, *Preuves*, CLVII, 1^o Col. Examen de la question si le duc de Bourgogne pourroit faire sa paix particulièrement avec le roi de France.

vata persona... Papa est adeundus qui, in isto casu, propter defectum alterius superioris est iudex competens.

La règle, née du traité de Troyes, passa rapidement dans la doctrine et on en pourrait multiplier les citations

Lorsque l'inaliénabilité du domaine eut été codifiée par l'édit de Moulins, elle servit encore longtemps à proclamer les droits de l'héritier à la couronne et on l'invoqua sous Louis XIV dans les négociations du traité d'Utrecht : « Suivant ces lois (il s'agit des lois fondamentales) le prince le plus proche de la couronne est héritier nécessaire. Il n'est redevable de la couronne ni au testament de son prédécesseur, ni à aucun édit, ni à aucun décret, ni à la libéralité de personne, mais à la loi... Nulle renonciation ne peut le détruire (1).

Le droit public était définitivement fixé, mais la règle constituait pour la monarchie une arme à double tranchant. Après avoir aidé les Valois à se maintenir sur le trône, elle allait se retourner contre eux et compromettre leur pouvoir.

Quel était, en effet, le propriétaire de cette couronne dont le Roi était le détenteur ?

Pour Juvénal des Ursins et ses contemporains, c'était la dignité royale personnifiée par la couronne, emblème du pouvoir et distinguée de la personne du roi. Mais cette

(1) Giraud, *Le traité d'Utrecht*, p. 92, dépêche de Torcy.

conception originaire et grossière ne subsistera pas longtemps. Des esprits curieux ne se contenteront pas de l'explication et vont chercher, derrière cette vague abstraction, le véritable propriétaire de la couronne.

Est-ce Dieu, source de toute puissance ? Mais on sait, et c'est là une idée courante, qu'il a manifesté jadis, son choix par l'élection des hommes. La coutume, qui règle la transmission du royaume, n'est-elle pas l'expression des mœurs, de la volonté du peuple qui fait la loi ?

Bientôt les théoriciens oseront avouer que seule, la nation a l'immense et terrible pouvoir de faire les Rois et Philippe Pot pourra s'écrier aux Etats Généraux de 1484 (1) : « Chaque peuple a élu un roi pour son utilité. Je veux que vous conveniez que l'état est la chose du peuple qui l'a confiée au Roi... ceux qui l'ont eu par force ou autrement sans aucun consentement du peuple sont réputés tyrans et usurpateurs du bien d'autrui ! (2) »

(1) Certes, la doctrine de Pot n'était pas nouvelle ; elle faisait, depuis longtemps déjà, l'objet de discussions d'Ecole. Mais portée ainsi au grand jour dans une assemblée solennelle, elle prenait, en se vulgarisant, une ampleur et une importance considérable qui justifiaient sa place dans l'histoire.

(2) Cf. *Journal de Masselin*, député de Normandie, p. 146 et s. publié par Bernier, Paris, 1835, in-4°.

CHAPITRE II

LIMITES A LA SOUVERAINETÉ ÉTRANGÈRES AU ROYAUME

On conçoit mal, dans nos sociétés modernes, l'existence d'une autorité extérieure, supérieure à l'Etat. Le développement du Droit international, en proclamant le principe de l'indépendance des Etats, si petits soient-ils, a fait de la Souveraineté la règle et de la vassalité l'exception.

Mais ce principe, fondé sur le respect du faible par le fort, suppose l'existence d'une mentalité publique assez élevée et ne pouvait se comprendre à une époque troublée où la force était la sanction légitime du droit.

L'époque féodale avait nécessairement groupé les hommes par des contrats de protection mutuelle et enchaîné hiérarchiquement les personnes et les terres.

Pourquoi la chaîne féodale, qui, du plus humble chevalier au grand baron, réunissait tous les seigneurs, se serait-elle précisément brisée à la personne du Roi ?

La possibilité d'un suzerain de ce roi n'était-elle pas une hypothèse logique ? Elle se réalisait, en effet, à cette

époque où la plupart des princes dépendaient plus ou moins complètement de l'empereur ou du pape, ces deux prétendants à la domination universelle et le droit canonique, se modelant sur les faits, pouvait distinguer deux catégories de princes, le prince vraiment souverain, *qui superiorem non recognoscit*, et le prince vassal, *recognoscens superiorem*.

A quelle catégorie appartenait le roi de France ? Grosse question qui domine tout l'ancien droit et dont on connaît la réponse.

Nous n'avons pas à faire ici, même sommairement, l'histoire de ce problème capital de l'indépendance du roi de France, mais nous nous proposons de rechercher la doctrine que professait à cet égard, Jean II Juvénal des Ursins. Son opinion, en la matière, est particulièrement intéressante, puisque l'empereur Sigismond venait de traverser la France et qu'il est lui-même contemporain de la Pragmatique Sanction.

SECTION PREMIÈRE

L'Empereur.

Chose curieuse, c'est tout à fait incidemment, et sans y attacher d'importance, que Juvénal se préoccupe des rapports de l'Empereur et du royaume. C'est au cours du

procès du duc d'Alençon qu'il est amené à proclamer l'indépendance du Roi, vis-à-vis de l'empereur.

Membre de la cour qui, sous la présidence de Charles VII, juge la haute trahison du duc, Juvénal exhorte le Roi à faire miséricorde au coupable (1), et tire argument de sa souveraineté : *N'a-t-il pas le droit de pardonner puisqu'il est : Empereur en son royaume et ne tient que de Dieu et de l'épée* (2).

L'opinion n'a rien d'original et Juvénal ne faisait que reproduire ici une idée courante et communément enseignée dans les écoles. Le principe que :

« Le roi ne tient de nului

« Fors de Dieu et de lui ».

est répété partout au cours de l'ancien régime et les brocards qui le consacrent sont légion.

Aussi, l'indifférence de Juvénal en la matière est-elle plus curieuse que ses explications et appelle-t-elle des commentaires. L'Empereur venait en 1416 de traverser la France et un pareil événement n'allait pas d'ordinaire sans de nombreuses précautions de fait et de droit. Non seulement les cérémonies étaient minutieusement réglées mais les publicistes redoublaient de zèle et d'écrits pour

(1) La présence d'un ecclésiastique à ce procès qui entraînait la peine de mort, peut paraître singulière et contraire au principe *Ecclesia abhorret a sanguine*. Aussi Juvénal se retira-t-il au moment de la sentence sans donner son opinion.

(2) *Harangue pour faire miséricorde au duc d'Alençon*, ms. fr.; 2701.

ôter à la présence impériale tout caractère de suzeraineté.

Lors de la visite de l'empereur Charles IV à son neveu Charles V, on avait veillé avec un soin jaloux à ce qu'il ne fut fait « aucun signe quelconque de domination ou seigneurie ». Le Roi avait été jusqu'à prendre ombrage de la robe blanche de la monture impériale ; il avait fait donner à son oncle un cheval noir pour l'entrée à Paris et s'était montré dans la ville sur un cheval blanc, croyant ainsi consacrer solennellement sa souveraineté.

En 1416 cependant, les précautions s'étaient relâchées pour l'empereur Sigismond, on lui avait donné au grand scandale de beaucoup un siège royal au parlement et il avait même armé chevalier un plaideur en cours d'audience.

Juvénal, dans son histoire de Charles VI, nous conte la scène dans ses détails (1).

L'Empereur avait été splendidement traité. « Il fut grandement reçu et souvent festoyé par le Roi et les seigneurs. » Et le père de Juvénal lui-même convia chez lui une partie de la suite impériale... « Le dit empereur voulut savoir ce que c'était que la cour de Parlement : et un jour de plaidoirie, il vint à la cour, laquelle était bien fournie de seigneurs... et s'assit l'Empereur au-dessus du premier Président où le Roi se asseroit, s'il y venoit, dont plusieurs n'estoient pas bien contens. Ils disoient qu'il

(1) *Histoire de Charles VI*. Edition Denys Godefroy, p. 329.

eut bien suffi qu'il se fut assis du côté des prélats. » On jugeait justement un procès fort compliqué dans lequel un des meilleurs arguments de l'adversaire était la roture de l'autre partie. « Maistre Guillaume Signet, notable clerc » Sigismond se fait apporter une épée ; dégainé et arme le plaideur chevalier. On sait que c'était là privilège royal et que le temps n'était plus où Beaumanoir (1) nous contait que trois chevaliers, pour la nécessité d'une procédure, pouvaient, en lui donnant la « colée » anoblir un manant. Aussi, l'acte de Sigismond surprend l'assistance. « Et de cet exploit, gens de bien furent esbahis, comme on luy avoit souffert, veu que autres fois les empereurs ont voulu maintenir droit de souveraineté au royaume de France contre raison. Car le roy est empereur en son royaume et ne tient que de Dieu et de l'épée seulement et non d'autre ».

On le voit ici encore, Juvénal se contente de narrer la scène. Il dépeint, sans le commenter, le mécontentement des assistants. Il semble lui-même ne pas prendre parti et se désintéresser presque de la chose.

Pourquoi Jean II, si jaloux des prérogatives royales, ne protestait-il pas contre une pareille attitude et n'essayait-il pas de combattre ce sérieux indice de vassalité qu'on pourrait plus tard invoquer contre son Roi ?

La question à notre avis avait perdu beaucoup de son intérêt. La visite de Sigismond avait eu lieu après Azin-

court, à une époque où la France, vaincue par l'ennemi et déchirée par la guerre civile, se débattait au milieu de terribles difficultés. L'Empereur devait d'ailleurs partir en Angleterre où il allait essayer sa médiation et il convenait de se ménager sa faveur. Cette affaire d'étiquette importait bien peu parmi tant de désastres et on la releva pas.

Puis avec les victoires de Charles VII et le développement si rapide de la puissance royale, le problème était devenu moins pressant. A quoi bon argumenter sur les droits hypothétiques de l'Empereur alors qu'on ne craignait plus sa force et que l'on pourrait recevoir ses prétentions les armes à la main ?

La discussion de Juvénal des Ursins eut été superflue, il suffisait de rappeler le principe.

La candidature de l'Empereur cessait d'être aussi redoutable. François I^{er} devait prendre avec Charles-Quint une attitude toute différente de celle du roi Charles V et traiter l'Empereur avec une courtoisie exempte de réserve.

Le problème, d'ailleurs, devait bientôt changer de face, et les rois de France allaient, plus ou moins ouvertement, aspirer à l'empire et tendre vers cette suprême dignité que connaîtra Napoléon et que la Révolution allait les empêcher d'atteindre.

SECTION II

Le Pape.

Plus précise et plus menaçante était la candidature du pape à la souveraineté temporelle.

L'état primitif, en confondant la qualité de souverain et celle de pontife en la personne du prince, s'opposait à tout conflit d'attributions. Mais avec la spécialisation croissante des fonctions et le triomphe du christianisme, le problème s'était posé, dressant l'un près de l'autre le pape et le roi, chefs respectifs du pouvoir spirituel et du pouvoir temporel auxquels allaient obéir en même temps et dans les sphères diverses leurs ressortissants.

L'Eglise et l'Etat existaient désormais comme deux forces séparées, indispensables l'un à l'autre mais jalouses de leurs prérogatives et désirant au surplus se dominer, s'absorber réciproquement.

En fait, dès le début de la monarchie Franque, elles s'étaient prêté un mutuel appui. Le sacre était en même temps qu'un moyen pour le Roi de fortifier son prestige à cette époque de grande foi, la marque de l'effort du christianisme pour mettre la main sur la royauté barbare. L'on peut dire, avec M. Lavis, que les Carolingiens avaient été les chefs de la hiérarchie cléricale comme de la hiérarchie laïque, gouvernant par les évêques autant

que par les comtes, « véritables évêques au dehors ».

Enfin, sous la féodalité, évêques et abbés s'étaient alliés étroitement avec le Roi pour lutter contre les hauts barons.

La communauté des intérêts matériels avait cimenté l'union du trône et de l'autel (1), les dignitaires ecclésiastiques jouaient un grand rôle dans les affaires de la monarchie et le Roi s'immisçait communément dans le temporel de l'Eglise de France.

Quant à l'intervention du pape, il n'y avait pas lieu de s'en préoccuper tant qu'elle ne s'exerçait qu'en matière purement spirituelle et religieuse.

Mais dès le ^{xiii}^e siècle, l'immixtion du Souverain Pontife dans la collation des bénéfices et ses prétentions à la domination temporelle étaient venues changer la face des choses.

Le Roi allait-il tolérer l'ingérence de ce rival qui commandait à tant de princes, détenait l'arme terrible de l'excommunication et, représentant de Dieu sur terre, pouvait invoquer le principe de saint Paul : *Non est potestas nisi a Deo*. pour prétendre disposer de la couronne.

Qu'allait faire l'Eglise devant cette intervention du maître lointain qui voulait l'empêcher de s'administrer librement et drainait son or ?

Aussi un corps de doctrine s'était-il formé pour écarter

(1) Le curé Meslier, en 1733, dira dans son testament, avec l'exagération d'un esprit aigri par la misère, que la religion et la monarchie s'accordent « comme deux coupeurs de bourse ».

ce nouveau compétiteur, corps encore vague il est vrai, mais qui contenait en germe toutes les articulations futures.

Comme a pu le dire justement M. Coville : (1) « En somme, le Gallicanisme comme il apparaît alors, c'est une conception de la vie de l'Eglise opposée à la conception pontificale qui allait à l'absolutisme c'est l'idée que, dans le gouvernement de l'Eglise universelle, il existe des Eglises nationales lesquelles ont un certain droit à se gouverner elles-mêmes. C'est aussi une protestation contre la fiscalité romaine par laquelle les bénéficiaires étaient lésés dans leurs intérêts matériels ».

La superbe « gallicane » était née. Elle devait se développer et se préciser dans une copieuse littérature et aboutir à la célèbre déclaration de 1682. Nous n'avons pas à en faire l'étude mais à nous demander quelle était la doctrine de Juvénal des Ursins sur cette question capitale de l'administration de l'Eglise de France et du pouvoir temporel du pape.

Jean II nous apparaît comme un ardent défenseur de la Souveraineté du roi et des libertés de l'Eglise Gallicane. Quelle était l'origine de sa doctrine, fort en avance sur les idées de ses contemporains ? Des circonstances personnelles et les faits nous expliquent la hardiesse de ses opinions.

Son père tout d'abord, le prévôt des marchands, avait

(1) Lavissee, *op. cit.*, IV, 360.

toujours vivement soutenu contre le pape la cause de Charles VI et avait sa part de responsabilité dans le règlement que le Roi avait pris en 1398 pour la provision aux bénéfices vauquants et où « *fut conclu que l'Eglise de France seroit réduite à ses anciennes libertés et franchises, c'est à scavoir que les ordinaires donneraient les bénéfices estant en leur relation et que toutes grâces expectatives et réservation cesseroient* (1) ». Plus tard il avait obtenu la soustraction d'obéissance en 1406.

Juvénal avait donc été élevé dans un milieu particulièrement gallican et sa doctrine se ressentait de ces exemples. Ses études de droit Romain, en renforçant son absolutisme, avaient achevé de le rendre hostile à toute ingérence extérieure dans les affaires du royaume et la faveur du Roi dont les recommandations l'avaient élevé à des dignités ecclésiastiques si importantes le prédisposait peu à laisser passer au pape la collation des bénéfices.

L'état de l'Eglise devait encore renforcer ses dispositions naturelles.

A la mort de Grégoire XI deux papes avaient été élus, et Benoît XIII à Avignon et Innocent VII à Rome se partageaient les suffrages de la chrétienté. Pendant plus de cinquante ans le grand schisme avait mis en présence deux et quelquefois trois papes rivaux, affaibli la puissance du Saint-Siège et diminué son autorité.

(1) *Histoire de Charles VI*. Edition Michaud et Poujalat, année 1398, p. 413, col. 1.

Jean II, par patriotisme, n'hésite pas à reconnaître pour pape légitime celui d'Avignon et voit dans son rival de Rome un usurpateur.

Mais il n'en reconnaît pas moins les excès du Souverain Pontife qu'il s'est ainsi choisi rétroactivement.

Benoît XIII et ses successeurs étaient en effet réduits à vivre sur le seul royaume de France. Entourés de 36 cardinaux français, les papes d'Avignon, pour se procurer de l'argent et s'attacher des partisans par leurs faveurs, abusaient des grâces expectatives du droit de dépouille et des annates et avaient dû mettre le pays en coupe réglée. Leurs exactions appelaient des réformes.

La guerre de Cent ans avait encore aggravé la situation générale en ruinant matériellement les abbés et les évêques (1). Il fallait réformer l'Eglise *in capite et in membris* et la France allait réaliser à Bourges l'œuvre vainement entreprise au Concile de Bâle.

Juvénal des Ursins, évêque de Beauvais, assista certainement à la Pragmatique sanction bien qu'aucun texte ne permette de l'établir. Son titre et ses idées y marquaient sa place (2).

(1) Juvénal des Ursins avait eu sa part de ces malheurs et s'en plaint à plusieurs reprises : « A Beauvais, tous les jours je suis en danger et péril de ma personne, ou de mort ou de prinse » « Je suis dénué de tous biens, meubles et immeubles dont Dieu soit loué et l'en remercie ». Epître au roi 2701 fol. (7).

(2) Le préambule de la *Pragmatique* cite bien le nom de quelques princes, mais se contente de désigner les ecclésiastiques et autres assistants par les mots : *Pluribus que magnatibus proceribus et viris peritissimis ecclesiasticis et secularibus de magno consilio nostro.*

On sait les résultats de cette assemblée où le clergé et les grands discutèrent avec les nonces du pape. Outre des dispositions sur la discipline et la juridiction ecclésiastique, elle proclamait l'abolition des réserves, des grâces expectatives et des annates et rétablissait le principe des élections pour les bénéfices anciennement électifs. Il est vrai que l'on maintenait la porte ouverte à l'ingérence royale en admettant que les rois et les princes intervenaient dans les élections au moyen de douces prières et de bienveillantes recommandations qui ne seraient données qu'en faveur des sujets méritants (1).

Isambert mentionne en note la présence à l'Assemblée de 5 archevêques, de 25 évêques et d'une multitude d'abbés et de députés des universités et des chapitres. Comment Jean II, évêque, comte et pair, n'y aurait-il point assisté, étant donné surtout les sentiments gallicans dont il avait toujours fait preuve?

Isambert. — (Pragmatique sanction sur l'autorité des Conciles Généraux, les collations des bénéfices, élections, expectatives, appellations, annates, la célébration de l'office divin et autres matières ecclésiastiques, 7 juillet 1438). *Recueil des ordonnances royales*, t. IX, p. 3.

(1) Les rois et les princes ne se firent pas faute de profiter de cette règle qui ne faisait d'ailleurs que consacrer de très anciennes pratiques et ces « douces prières » devinrent parfois de véritables sommations. En 1444, Reims, le premier siège épiscopal de France, étant vacant, le roi écrivit au Chapitre pour lui recommander Jacques Juvénal des Ursins, frère aîné de Jean II. Charles VII dut écrire par quatre fois ; son protégé n'avait que trente-quatre ans et son élection en était rendue singulièrement difficile. « Nous vous prions et requérons, disait-il, pour le bien de vous, de l'Eglise et de nous, que vous veuillez avoir mémoire de la personne de notre conseiller » (Lavis, *loc. cit.*, IV, 2, p. 268). Jacques fut

La Pragmatique, contre laquelle le Saint Siège ne cessa de protester, n'avait pas voulu séparer l'Eglise de France de celle de Rome. Le Pape restait bien le chef de l'Eglise mais voyait ses pouvoirs singulièrement restreints par l'indépendance *in temporibus* du roi.

Le haut clergé de France était resté hostile à la Pragmatique sanction ; Juvénal des Ursins y applaudit et ne cessa d'en demander l'application. L'indifférence de la royauté qui se souciait peu de faire passer la réforme dans les faits entraîne ses protestations indignées. Il conseille (1) à son frère Guillaume de prendre en main la cause du clergé et de faire appliquer au Roi les règles de Bourges ; il doit s'opposer aux procès ecclésiastiques et aux collations de bénéfices qui font passer à Rome l'or du royaume, faire cesser l'abus des grâces expectatives.

Lui-même désireux d'appliquer la réforme, réunit à Soissons les prêtres de l'archevêché de Reims dans un concile provincial qu'il préside (2). Il ordonne de faire

élu. Il fit preuve, d'ailleurs, de talent et de vertu et justifia cette fois le choix du souverain, souvent médiocre.

(1) Epître au Chancelier.

(2) On a conservé dans les archives de l'archevêché de Reims la lettre de convocation adressée à Jean Millet, évêque de Soissons (*Archives de l'Archevêché de Reims*, lay. 42, Liasse 157, n° 1). Sous sa forme déclamatoire et pompeuse, elle dénote cependant l'énormité des abus : « Hélas ! par les secrètes embûches du démon, cette épouse du Christ est descendue dans un abîme de maux ! L'ordre ecclésiastique, chez la plupart, laisse la vertu pour le vice, oublie son ancienne splendeur, et, au lieu des brillantes clartés du soleil, ne projette plus que la pâle lueur de la lune. Aujourd'hui,

observer les réformes disciplinaires de Bâle et de Bourges, réglemente les habits de ses prêtres, et s'occupe de leur concubinage. S'il est public, on usera de l'article XIX de la Pragmatique pour les priver de trois mois de revenus de leur bénéfice, et s'ils persistent, le bénéfice entier leur sera retiré.

Mais l'indépendance temporelle du Roi ne suffit pas à Jean II. Il réclame pour lui le droit de réunir le clergé de France en un concile national et d'y légiférer en matière ecclésiastique. C'est à l'assemblée du Clergé de Tours de 1450, qui d'ailleurs laissa peu de traces, qu'il émet cette prétention. Comme on discutait la question de savoir si le Roi pouvait assembler les prélats en concile, il prend la parole. *« Pour ce que anciens en voulurent faire doute, je ne levais et... conclud que vous pouvez présider un conseil de votre Eglise en France et par leur advis et ceux de votre sang et conseil conclure au faict des libertez et franchises de vostre Eglise et en faire loy, ordonnance et pragmatique sanction et icelle faire garder par toute voies deues et raisonnables ».*

A plusieurs reprises, il insiste sur le droit qu'a le Roi

ô douleur, par la négligence des pasteurs, les mœurs des gens de qualité et de la plupart de ceux qui sont soumis au clergé ne connaissent plus de règle ; leurs lèvres sont honteusement souillées et, par un crime détestable, ils renient Dieu, la glorieuse Vierge et les Saints et avilissent les ministres et le ministère... on croirait presque à la désolation prédite contre Jérusalem qui excita les lamentations de Jérémie et fit couler les larmes du Christ ».

Citée par Péchenart, *op. cit.*, page 263.

de réunir des conciles et d'y promulguer des règles ecclésiastiques et il va même jusqu'à conseiller Charles VII de demander au Pape de convoquer au concile général que présidera tout de même sa Sainteté !

D'où provenait ce droit, si considérable, réclamé pour le Roi et qui deviendra un des articles principaux de la doctrine gallicane ?

Juvénal, nous allons le voir, le fait découler du caractère ecclésiastique spécial qu'il prête au roi de France. Le Roi pour lui n'est pas un simple laïc, c'est un dignitaire ecclésiastique à caractère presque divin.

C'est en effet dans les termes suivants qu'il s'adresse à lui dans les Remontrances pour la réformation du royaume :
« Vous êtes le chef et première personne ecclésiastique du royaume. Vous avez le plus beau titre en la Foy et la Chrétienté qui soit et aultre ne doit le porter et avoir que vous, c'est à scavoir le bras dextre de l'Eglise et le Roi très chrestien... (1) vous n'êtes pas simplement personne laïque, vous êtes prélat ecclésiastique, le premier dans le royaume après le pape. »

De ces qualités reconnues au roi de France, certaines lui étaient couramment attribuées à cette époque, mais

(1) Cf. *Remontrances au roi pour la réformation du royaume*, ms fr., p. 519, fol. 312. Si le roi est *tres chrestien* et *bras dextre* de l'église c'est qu'il a reçu « l'Epée de l'Eglise *par la main de l'Archevêque* ». (On peut noter au passage l'importance de la cérémonie du sacre dans l'esprit de Jean II). Juvénal se contente d'ailleurs de traduire ici Salisbury dont il cite l'extrait : « Comme dit Policraticus : *Hunc gladium de manu ecclesiæ accipit princeps...*

d'autres provenaient d'une conception véritablement originale.

Le titre de *Roi très chrétien*, par exemple, avait été donné parfois au Roi avant de lui être reconnu officiellement sous Louis XI. On sait que le pape Paul II, en discutant, avec l'ambassade française, l'affaire de l'encaissement de La Balue décerna au Roi ce qualificatif que sa conduite envers le Cardinal justifiait bien peu. Il avait cependant semblé au souverain pontife qu'il « le devait ainsi faire nonobstant que ses prédécesseurs s'eussent pas accoutumé de le faire ainsi (1) ». Juvénal des Ursins ne fait donc que donner à son Roi un titre officieux qui sera dans quelques années officiellement consacré ?

Les titres de *Roi par la grâce de Dieu, bras dextre de l'Eglise*, étaient de même des témoignages de la piété des princes et nombreux étaient les qualificatifs religieux que donnait au Roi sacré, grand protecteur des Eglises, le peuple et les docteurs.

C'est ainsi que le *Songe du Verger*, où le clerc et le Chevalier, avocats respectifs de Puissance spirituelle et de Puissance séculière, discutent la question alors brûlante de la suprématie temporelle du Pape, appelle le Roi « vicaire de Dieu » et sergent de Dieu.

Depuis longtemps déjà les docteurs avaient insisté sur le caractère quasi divin du Roi et l'on peut faire entre la doctrine des précurseurs et celle de Juvénal des Ursins des rapprochements assez curieux.

(1) Viollet, *op. cit.*, II, 100.

C'est ainsi que sous Charlemagne, Smaragde, abbé de Saint-Mihiel, considérait la royauté comme un ministère à demi religieux et le prince comme un représentant de Dieu sur la terre pour y faire régner la justice (1). *Facere Justitiam et judicium*. L'onction était déjà chez Smaragde la source du caractère sacerdotal du Roi. *Deus caput tuum oleo sacri chrismatis linivit et dignanter in filium adoptavit, constituit te regem populi terrae* (2).

Plus tard, au XII^e siècle, Jean de Salisbury reprenait cette idée et écrivait (3) : « Le prince est une puissance publique et en quelque sorte l'image de la majesté de Dieu en terre : *princeps potestas publica et in terris quaedam divina majestatis iamgo*.

Juvénal des Ursins s'est inspiré de ses devanciers ou de ses contemporains, principalement sans doute de Jean de Salisbury. On sait que Polycraticus fut très populaire jusqu'au XVII^e siècle. Jean II était un fervent administrateur de Salisbury. Sa hardiesse devait lui plaire. En maint passage de son œuvre, il cite des passages de *Polycraticus* dont il connaissait à fond la doctrine. Au surplus, le caractère divin de la royauté était au Moyen Age une notion courante et la théorie de Jean II n'innove en rien. Notons d'ailleurs qu'il l'expose dans un but d'intérêt pratique pour pousser le Roi à prendre le commandement de l'Eglise de France et non pour dissenter de la

(1) *Vita regna*, cap. VII.

(2) *Epistola nuncupatoria*.

(3) *Policrat.*, liv. IV, cap. I.

Souveraineté et de son caractère populaire ou divin. Nous aurons à nous demander plus loin (troisième partie, Chapitre IV) quelle était à ce sujet l'opinion de Juvénal des Ursins.

Mais Jean II ne s'en tient pas aux formules générales de ses devanciers, sa doctrine s'élargit et se précise. Il fait du Roi un véritable ecclésiastique, bien plus, le premier prélat du royaume, le chef après le Pape de l'Eglise Nationale.

Singulière opinion et qui peut surprendre alors que les Rois bien que sacrés ne s'étaient jamais considérés comme des clercs et que les canonistes étaient d'accord pour déclarer qu'ils n'avaient aucun caractère ecclésiastique, *Reges sunt puri laïci*.

Était-elle chez Juvénal une simple amplification de la pensée ?

Nous ne le croyons pas. N'explique-t-il pas son opinion en reconnaissant dans l'onction la source de caractère sacerdotal du Roi ? Sa doctrine est d'ailleurs formulée en termes si précis et les conséquences qu'il en tire sont telles que le doute ne nous paraît pas possible.

Pour lui Charles VII est bien après le Pape le premier clerc du royaume.

En réalité le roi de Bourges fut non pas le premier après Rome mais le premier tout court. Son rôle dans les affaires ecclésiastiques du pays fut considérable et il dirigea sans consulter le Saint-Siège l'administration de l'Eglise Gallicane.

Il est vrai qu'il exerça son influence moins dans le bien de l'Eglise que pour affermir sa propre autorité.

Mais Juvénal des Ursins pouvait-il lui reprocher cette attitude ? Ne poursuivait-il pas lui-même ce double but et ne voyait-il pas derrière une meilleure administration de l'Eglise de France la sauvegarde de la Souveraineté du Roi.

CHAPITRE III

LIMITES A LA SOUVERAINETÉ A L'INTÉRIEUR DU ROYAUME

Juvénal des Ursins nous est apparu jusqu'ici comme le défenseur opiniâtre du roi : Ses théories ont contribué à lui conserver sa couronne revendiquée par l'Etranger ; il a reconnu son indépendance vis-à-vis de l'Empereur et écarté les prétentions temporelles du pape.

Va-t-il continuer à renforcer dans tous les domaines le pouvoir du prince et proclamer sa pleine et entière souveraineté ?

En fait, certains de ses passages semblent le faire croire. C'est ainsi qu'il proclame Charles VII (1) *père de la chose publique... anima vegetativa reipublicae... maître universel des corps et biens de ses sujets... magister universitatis.*

Mais cette doctrine absolutiste est dans son œuvre une opinion isolée qui s'explique par de puissantes raisons de

(1) *Epître aux Etats de Blois*, ms. p. 2701, p. 5.

fait. Il l'exprimait en effet après son accession au siège épiscopal de Beauvais.

Le Roi était alors en pleine lutte contre l'envahisseur et le traité d'Arras ne l'avait pas encore réconcilié avec le duc de Bourgogne. Jean II se serrait tout naturellement aux côtés du prince et s'essayait de son mieux à lui donner confiance. La guerre ne nécessitait-elle pas cet accroissement dictatorial de puissance ? Proclamer son omnipotence n'était-ce pas exciter son courage et servir sa cause auprès du peuple ?

Mais plus tard, le triomphe de Charles VII assuré, Juvénal devait changer totalement d'attitude.

Le danger extérieur ne rendait plus nécessaire cette exaltation du pouvoir royal. Il convenait, tout en continuant à garantir le prince par de savantes théories contre l'ingérence des puissances étrangères, de mettre à l'intérieur du royaume un terme à son pouvoir de plus en plus envahissant.

Avec une rapidité surprenante, Charles VII victorieux développait sa puissance à l'intérieur du royaume, multipliait le réseau de son administration, lançait ses agents à l'assaut des libertés locales et, par la ruse et par la force, cherchait à fortifier sa Souveraineté.

Juvénal des Ursins s'effraye de cette prodigieuse activité du prince ; elle l'atteignait dans ses intérêts matériels et ses droits de seigneur ; elle choquait ses idées de liberté et de justice. Qu'allaient devenir les prérogatives locales, les pouvoirs des assemblées, le respect des

usages et de la coutume, expression de la sagesse des aïeux ? Le Roi ne pouvait-il être fort et le royaume prospère sans ce formidable bouleversement ?

Aussi va-t-il intervenir à chaque instant pour rappeler au prince les limites de sa puissance et mettre des barrières aux envahissements de l'Etat qui, au mépris des libertés locales, commençait avec le Roi sa tâche formidable et croissante de concentration et de nivellement.

Nous étudierons dans plusieurs sections les différentes bornes que Juvénal oppose spécialement aux pouvoirs du roi : les libertés locales, la loi et l'équité, et les organes politiques : Chancelier et Etats Généraux.

SECTION PREMIÈRE

Les libertés locales.

La Souveraineté dans sa conception moderne, c'est dans la nation, la puissance suprême qui s'impose à l'obéissance des citoyens, sans supérieurs au dehors et ne reconnaissant dans l'intérieur du pays aucune autorité égale ou concurrente à la sienne. Le pouvoir législatif et *l'imperium* sont ses attributs exclusifs.

Cette notion, actuellement passée dans les mœurs, ne s'est dégagée que progressivement au cours d'une lente évolution historique et il faut arriver à un stade assez

avancé de la monarchie absolue pour en trouver une expression qui corresponde exactement aux faits. C'est ainsi que Louis XV pourra dire avec raison : « C'est en ma personne que réside l'autorité souveraine dont le caractère propre est l'esprit de conseil de Justice et de Raison. C'est à moi seul qu'appartient le pouvoir législatif sans dépendance et sans partage. L'ordre public tout entier émane de moi » (1). (Réponse au parlement de Paris, 3 mars 1766.)

En réalité, la royauté s'était longtemps heurtée à de puissantes organisations locales, qu'elle n'avait pu éliminer que lentement et dont les vestiges subsistaient encore au moment de la révolution.

Au cours de la période féodale, la plupart des attributs de la Souveraineté étaient passés aux mains des grands et des droits comme le droit de guerre, qui constituent actuellement une des fonctions les moins discutables réservées à l'Etat, restèrent longtemps dans le patrimoine des individus.

Le Baron, l'Eglise, la Commune, la corporation, etc., avaient conquis au cours de l'anarchie des prérogatives précieuses qui se dressaient en obstacle à l'absolutisme

(1) Encore la volonté royale se trouvait-elle arrêtée par les nombreux rouages administratifs qu'elle avait créés et dont les agents, protégés par l'hérédité et la vénalité des offices, résistaient parfois plus ou moins ouvertement aux ordres du maître. Comme l'écrivait Joseph de Maistre (*Etudes sur la Souveraineté*, livre II) : « Les rois sont accusés bien plus souvent de manquer de volonté que d'en abuser ; en fait, c'est toujours le Conseil du Prince qui régit. »

du prince. Selon l'expression de Montesquieu : « Chaque partie de l'Etat était un centre de puissance », et l'on a pu dire avec quelque exagération que l'ancien régime était hérissé de libertés.

Libertés, il est vrai, bien différentes de notre conception moderne, puisqu'elles étaient l'apanage exclusif du groupe et non des individus isolés qui le composent.

Nombreuses étaient donc les organisations locales que Charles VII allait rencontrer sur son chemin en commençant la conquête de sa Souveraineté et auxquelles il allait falloir livrer bataille.

Nous n'en entreprendrons pas ici l'étude, nous contentant, fidèles à notre plan, de nous limiter aux seuls domaines où Juvénal des Ursins opposa ses droits à la prétention du prince : les droits seigneuriaux et la juridiction ecclésiastique.

1^o Les droits seigneuriaux.

Nous avons déjà vu que Juvénal, puissant seigneur ecclésiastique, exerçait à Beauvais, à Laon et à Reims, la plénitude de ses droits féodaux.

Des conflits nombreux devaient surgir de ce chef entre le roi et lui, et l'Histoire nous laisse deux exemples, qui ne doivent pas être les seuls, de ses luttes contre les empiètements du prince.

La première que nous connaissions eut Beauvais pour théâtre.

Le droit de battre monnaie avait cessé au cours de l'époque féodale d'être un droit régalien pour passer aux mains des grands seigneurs ; le pouvoir royal s'attaqua tout naturellement à ce privilège et essaya d'en refaire un attribut exclusif de sa souveraineté. Il y parvint d'ailleurs assez tard (1).

Lorsque Charles VII voulut battre monnaie en 1433, dans la seigneurie de Beauvais, Juvénal défendit vigoureusement ses privilèges, mais il succomba dans cette lutte inégale, parvenant toutefois à se réserver la juridiction sur les employés de la fabrique royale. Les évêques de Beauvais jouissaient depuis longtemps déjà du droit de battre monnaie. Loisel dans ses *Mémoires sur le Beauvoisis* (2) nous apprend que « L'évesque et comte de Beauvais avoit pouvoir de forger monnoye, laquelle avoit tellement cours en son diocèse que j'ay veu, plusieurs chartes de fondation qui en font mention : en plusieurs anciens tiltres des années mil cent, deux cens, trois cens, et quatre cens il est fait mention de deniers, sols et livres de Beauvais dont la valeur estoit plus grande que des Parisis. En 1379, le denier Beauvaisin valoit un denier et demie poitevine Parisis ».

Mais la guerre qui désolait le diocèse avait rendu la monnaie rare, le Seigneur n'en faisait plus frapper et les pièces qu'on voyait étaient au coin des Anglais.

Charles VII, heureux de pouvoir invoquer cette pra-

(1) Esmein, *op. cit.*, p. 653.

(2) 1617, in 4^e, p. 29-31.

tique et la prescription du droit de battre monnaie par non usage pour reconquérir cet attribut régalien, résolut d'ouvrir à Beauvais une fabrique royale, et il chargea de ce soin son lieutenant La Hire. Il avait compté sans la résistance de Jean II, qui s'opposa aux prétentions des officiers royaux. La Hire dut venir à Beauvais s'expliquer avec le prélat. Les choses finirent par s'arranger et il fut conclu qu'on ouvrirait une fabrique, pour trois ans seulement « dans la maison de Messire Derrée de Longray, dans la rue du Pont Saint-Sauveur ». L'évêque Comte réservait tous les droits de son Eglise et comté et conservait expressément sa juridiction sur les employés de la monnaie royale.

Loisel (1) cite d'ailleurs la lettre de La Hire que voici : « Etienne de Vignolles dict La Hire, lieutenant du roy nostre Sire et capitaine général de ça la rivière de Saine es païs de l'Isle de France, Picardie, Beauvoisin, Beauvais et Soissons et bailly de Vermandois, scavoir faisons que comme il nous soit apparu par lettre patentes du roy nostre Souverain seigneur, scellées de son grand scel, avoir esté par luy ordonné monnoye estre faicte en la ville de Beauvais ; pour le bien, profict et utilité de la dicte ville et du pays d'environ, lesquelles lettres considérant la grande nécessité et faute de trouver monnoyes qu'à de présent le peuple de la dicte ville et du pays d'environ, obstans les guerres ayant cours de présent et qu'en

(1) *Cp. cit.*, titres, p. 327.

icelle ne court de présent que monnoye que forgent les ennemis, qui est chose aucunement desplaisant aux bons et loyaux sujets du roy notre dict sieur, avons délibérés et conclud de mettre icelle monnoye sus, laquelle chose nous ont voulu empescher les baillis et officiers de révérend père en Dieu l'evesque et comte de Beauvais. Pour laquelle cause nous serons traicts devers luy, en requérant qu'il voulzit consentir icelle, monnoye estre faicte en sa ditte ville, et prester lieu, maison, place et territoire pour icelle. Lequel nous répondit que puisque nous l'asseurions ce avoit été ordonné par le roy notre dict sieur, qu'il estoit content que... on forgeoist et ouvroist icelle monnoye jusque à trois ans sans préjudice des droicts de ses Eglises et comtés, de luy et de ses successeurs et de sa juridiction et sans ce que par luy soit aucunement ostée la cognoissance, correction et punition de ses sujets qui seraient commis officiers, ouvriers en monnoyers en la dicte monnoye et d'autres besoignans en icelle, sinon qu'ils délinquassent au faict de la dite monnoye, auquel cas il estoit content que la cognoissance en appartieinst à nous ou à nostre lieutenant, mais en aultre cas vouloit que ses officiers en eussent la cognoissance comme ils eussent eu avant la dicte monnoye mise sus laquelle chose nous lui avons au nom de lieutenant de Roy notre dict sieur accordée et promise ».

La transaction intervenue était en effet au fond honorable pour Juvénal et il réservait théoriquement tous ses droits.

Plus grave et plus intéressant fut le conflit qui s'éleva avec le roi à l'occasion de la justice féodale dans la seigneurie de Reims.

L'administration judiciaire s'y partageait entre l'archevêque, le Chapitre et l'Echevinage.

Le chapitre, qui s'était affranchi en 1372 de la juridiction épiscopale, était seigneur d'une partie de la ville et comme tel rendait justice sans appel possible à l'archevêque.

L'Echevinage très amoindri faisait la police de la ville et connaissait en première instance des contestations qui s'élevaient à ce sujet, à charge d'appel devant le bailli de Juvénal.

Quant à celui-ci, en sa qualité d'archevêque duc, il exerçait à côté de la justice ecclésiastique dont nous nous occuperons plus loin, la juridiction seigneuriale haute, moyenne et basse dans l'étendue de son fief et y avait bailli et prévôts (1).

Telle était la situation déjà compliquée et source possible de nombreux incidents lorsque le Roi projeta de renverser la juridiction féodale à Reims.

(1) Juvénal des Ursins[§] obsédé par l'idée de la bonne justice avait rédigé à Beauvais pour ses officiers ses *Advis à ceux qui ont la juridiction tant spirituelle que temporelle*, ms fr. 2701, fol. 119. Il leur traçait le portrait du bon juge, leur recommandant la justice, l'impartialité, l'étude du droit. Ils ne devaient ni manger, ni boire avec les parties et prendre garde de ne pas condamner des innocents *lesquels n'auront pas commis le cas qu'ils confesseront par force gehenne*.

Chose curieuse, ce fut en 1454, juste après « Les Remonstrances » que Juvénal des Ursins lui adressait, se plaignant de ses continuels empiètements, que Charles VII, peu soucieux de la semonce, prétendit établir un baillage royal à Reims et y faire rendre la justice en son nom.

Jean II protesta contre une pareille prétention, et, les choses ne pouvant s'arranger amiablement, on plaida en Parlement. Juvénal y soutint que non seulement sa qualité d'archevêque s'opposait à ce qu'on appelle de ses jugements devant le bailli, le Parlement étant la seule cour compétente (1), mais encore que les villes de pairs ne devaient pas avoir de sièges royaux.

Le Roi, à l'appui de ses prétentions, faisait invoquer par ses officiers de nombreux arguments. Il soutenait d'abord que de tous temps le roi de France avait eu juridiction à Reims et que la création d'un baillage n'était que la reconnaissance et la consécration de ce vieux droit.

Il invoquait une considération d'intérêt public en prétendant que les habitants de Reims devaient, pour la moindre affaire, aller plaider à Laon, à 40 kilomètres de la ville.

Ici encore l'argument était mauvais, car les échevins jugeaient à Reims en première instance avec appel au bailli.

Juvénal n'eut pas de peine à combattre en Parlement les moyens du Roi. Il établit devant la cour que les Villes

(1) Cf. Esmein, *op. cit.*, p. 480.

de pairs n'avaient pas de sièges royaux et fournit comme preuve une déclaration que Charles VI avait donnée le 14 avril 1422 à l'évêque de Beauvais.

Et comme on lui objectait qu'un siège royal, celui du bailli de Vermandois, se trouvait dans le duché-pairie de Laon, dans la ville elle-même, Jean II répliqua que l'officier royal n'était là que du consentement exprès de l'évêque qui recevait d'ailleurs comme prix de cette tolérance une rente de 60 livres. Après bien des débats, l'affaire se termina par une sorte de compromis (1) : Le roi renonça à mettre un bailli à Reims mais y installa un lieutenant du bailli de Vermandois.

Juvénal des Ursins surveilla de très près l'officier royal, toujours disposé à accepter un appel de jugement de l'archevêque ou de se charger d'un procès de sa compétence, et saisit le parlement de chacune de ses tentatives d'empiètement (2).

(1) Inventaire du Cartulaire de l'archevêché. Lettres du 14 juillet 1460 et du 1^{er} novembre 1461, arrêts du 23 février 1463 et du 21 juillet 1450.

(2) On trouve de curieux exemples des tentatives d'envahissement de la justice royale à Reims dans *L'Inventaire sommaire des Archives départementales de la Marne, Archives ecclésiastiques*, Série G, Clergé séculier, tome I.

(24 février 1464) Arrêt du parlement déclarant nulle l'évocation faite au baillage de Vermandois d'une cause pendante devant le baillage de l'archevêque, les appels de cette dernière juridiction ressortissant immédiatement du Parlement.

(1569-1672) Recueils d'arrêts du parlement rendus en faveur de la juridiction des officiers de l'archevêché.

(7 mars 1579) Arrêt provisionnel adjugeant aux dits officiers

Ainsi Jean II, qui avait tant fait par ailleurs pour agrandir le prestige extérieur de la puissance de son prince, arrêta sa Souveraineté à la limite de ses droits propres et défendait énergiquement ses pouvoirs féodaux pratiquement menacés. Nous allons voir qu'il ne mit pas moins d'énergie à revendiquer, en théorie cette fois, les droits de la juridiction ecclésiastique.

2° *La Juridiction ecclésiastique.*

L'Eglise pendant la monarchie franque et les débuts de la période féodale n'avait cessé d'accroître son pouvoir de juridiction.

La moralité et la science relative des clercs à une époque de barbarie et d'ignorance, les garanties de sa procédure plus savante et la douceur des peines qu'elle prononçait, lui ralliaient tous les suffrages et sa compétence s'était prodigieusement étendue, au détriment des juridictions des seigneurs et du Roi.

Dès le ^{xiii}^e siècle, dans un but de fiscalité facile à comprendre, les intéressés s'étaient émus. On connaît les mesures de Philippe le Bel et la dispute de Vincennes qui, après examen de soixante-dix chefs d'accusation, se termina par une injonction aux tribunaux ecclésiastiques

justice et police à Reims sans prévention ni concurrence du juge royal excepté les cas royaux.

d'avoir à s'amender sous la menace d'un remède qui fût agréable à Dieu et au peuple (1).

Puis le *Songe du Verger* (2) dédié au Roi lui-même reprenait un peu plus tard en les développant dans une dispute fictive, cette fois, les arguments de l'Assemblée de Vincennes et mettait dans la bouche du Chevalier les griefs jadis articulés par Pierre de Cugnières.

A l'époque de Juvénal des Ursins la lutte avait pris toute son extension et les officiers royaux battaient ouvertement et inlassablement en brèche la juridiction ecclésiastique.

Elle allait trouver en Jean II un ardent défenseur.

Jugeant dans son diocèse *tanquam prelatus*, il souffrait dans ses intérêts matériels de cette restriction de compétence. Il croyait au surplus et à juste titre que le maintien des officialités était d'intérêt public.

A maintes reprises, en effet (3), il dénonce les vices des juridictions laïques ; l'incapacité de leurs juges inférieurs pris parmi les capitaines de l'armée et ignorants de la science du droit.

Les tribunaux ecclésiastiques lui paraissent au contraire

(1) Cf Olivier Martin, *L'Assemblée de Vincennes en 1329 et ses conséquences*, Paris, 1909.

(2) Ce serait étendre démesurément notre sujet que de présenter ici même, en résumé, la thèse de Cugnières et de Maizières. Je me contente de rappeler, sans pouvoir y insister, l'existence des deux polémiques.

(3) *Épître au Chancelier, Remontrances au roi pour la réformation du royaume, passim.*

plus justes, plus savants, moins coûteux, en tous points meilleurs.

Aussi s'élève-t-il violemment contre les empiètements des juges séculiers et consacre-t-il à ces griefs une longue partie de ses conseils à son frère le Chancelier.

Il les reprend plus tard comme un des principaux articles de ses remontrances au Roi. Résumons-les rapidement : L'exercice de la juridiction ecclésiastique est sans cesse troublé par la juridiction laïque. Celle-ci, non contente de se défendre avec la dernière vigueur contre les plus petits empiètements de l'Eglise, veut tout envahir.

Ratione materiae elle intervient presque dans le mariage au mépris de la règle qui réserve aux officialités la connaissance des sacrements. (1)

Ratione personae elle ne craint pas de traîner les clercs à sa barre au mépris du privilège canonique.

Certes, il y a parfois de graves abus. Certains clercs ont des mœurs déréglées et beaucoup se livrent au commerce.

Mais est-ce là une raison suffisante pour leur faire raser la tête et user de cette supercherie pour prétendre que, ne portant plus la tonsure, ils ne sont pas justiciables des tribunaux ecclésiastiques !

Nous voilà bien loin de l'époque où par un phénomène

(1) C.-F. Esmein, *Le mariage en droit canonique*, t. I, pp. 35-43 et les textes. De son ancienne compétence en matière de mariage, l'Eglise ne devait conserver que la tenue des registres destinés à le constater.

inverse les laïcs, à en croire Beaumanoir (1), se faisaient tonsurer sans droit pour jouir du privilège de clergie et où on voyait les brigands des grands chemins revêtir dans le même but l'habit ecclésiastique.

Et Juvénal des Ursins supplie le Roi de porter remède à ces envahissements de ses officiers, de cesser les évocations pleines de ruse et d'abolir les lettres royales soustrayant l'accusé à ses juges ordinaires.

J'ai passé le plus brièvement possible sur la question des droits féodaux et des juridictions ecclésiastiques. C'est là matière longuement exposée dans les traités les plus élémentaires et son développement nous aurait entraîné trop loin du sujet.

L'important était de noter l'attitude de Juvénal et de voir comment il s'opposait sur ces deux points à l'extension de la Souveraineté du Roi. On sait qu'il ne fut pas plus heureux sur le second que sur le premier.

La royauté sans contester les privilèges traditionnels de l'Eglise et en témoignant pour elle le plus grand respect devait continuer à miner, par de subtiles théories, sa juridiction temporelle.

Au xvii^e siècle, l'œuvre était terminée. Le Roi avait réussi à faire passer dans les faits le vieux principe théorique de Beaumanoir : *Toutes laie juridictions du royaume est tenue du roi en fief et arrière fief*. Il avait

(1) Beaumanoir, XI, 45 ; c. XII, VI^o, *De sent. excomm.*, V, 11 ; Esmein, *Histoire de la procédure criminelle en France*, p. 18 et s.

reconquis presque complètement la Justice, cet attribut principal de la Souveraineté.

SECTION II

La loi l'Équité.

La monarchie française n'avait pas, nous l'avons vu, de constitution écrite et aucun texte n'y venait limiter les pouvoirs du prince.

Il n'en résultait pas cependant pour nos aïeux un despotisme à la turque et le système du « bon plaisir » était surtout une affirmation théorique; une loi écrite n'est pas, en effet, indispensable pour servir de frein à l'omnipotence du souverain et l'Angleterre nous offre actuellement l'exemple de règles constitutionnelles qui, pour être coutumières, n'en sont pas moins efficaces et protectrices des libertés.

Les principes puisés par la monarchie dans le droit Romain pouvaient au premier abord indiquer un absolutisme total, mais leur contexte les rendait moins rigoureux et la doctrine au surplus s'était employée de bonne heure à leur forger des limites.

Le principe que le roi est affranchi des lois *princeps legibus solutus est* ne signifiait-il pas à Rome que quand

la loi comportait des dispenses, le prince pouvait agir à son encontre sans avoir à les obtenir (1)?

On n'en tira d'ailleurs jamais le droit pour le roi de se passer de toutes règles et Bossuet lui-même, peu suspect d'indépendance, écrivait à une époque où la monarchie connaissait l'apogée de sa force : « Nous disions que le prince est souverain législateur, et c'est le reconnaître pour notre Maître, mais en ajoutant qu'il est obligé de gouverner conformément aux lois ».

Quant au brocart célèbre *Quod principi placuit legis habet vigorem*, il portait en lui-même son correctif en ne voyant dans ce pouvoir du prince que le prolongement, la délégation des droits du peuple... *utpote cum lege regia quae de imperio ejus lata est, populus ei et in eum omne suum imperium et potestatem conferat* (2). La traduction de Beaumanoir, « Ce qui lui plet de fere doit estre tenu pour la loi (3) » et le dicton « que veut le Roi se veut la Loi (4) » qui devait le vulgariser n'entendirent jamais en faire le palladium de tous les abus.

Le roi, et c'était une notion courante dont on retrouve de nombreuses traces dès l'origine, voyait son pouvoir limité par les lois.

Ce principe que Juvénal des Ursins proclame parmi

(1) Mommsen et Marquart, *Manuel des antiquités romaines*, V, du droit public romain, t. V, p. 7.

(2) *Digesti* sur I, titre IV, *De constitutione principum*.

(3) Beaumanoir, XXXV, 29.

(4) Loisel, *Inst. coutumières*, I, 1.

tant d'autres auteurs demande des explications. Comment se justifiait-il, et quelle était sa portée.

Il apportait en réalité une double limitation, d'une part les lois positives écrites ou coutumières, d'autre part les principes généraux de justice et d'équité.

Que le prince soit soumis aux lois positives, c'est là une idée toute naturelle dans nos sociétés politiques modernes et nous voyons le Souverain obéir aux prescriptions civiles ou pénales au même titre que le particulier, la sanction seule restant différente dans certains cas pour des raisons faciles à comprendre.

Mais la règle apparaît plus singulière à une époque d'autocratie. Elle avait au surplus une extension plus considérable puisque le Souverain devait non seulement obéir aux lois mais encore se garder de les modifier.

Elle s'explique par les circonstances psychologiques et des considérations de fait.

Le culte des ancêtres et le respect de la tradition sont des manifestations communes à tous les peuples primitifs. La loi pour nos aïeux était un dépôt très précieux de la sagesse de leurs pères auquel il eut été sacrilège de rien changer.

Le souverain pouvoir n'avait pas à modifier la loi, mais à la faire respecter.

Non seulement le Roi devait lui obéir, et l'anecdote du vase de Soissons nous en offre un exemple typique, mais on trouvait bon de se prémunir souvent contre ses tentatives de législation.

C'est ainsi que Grégoire de Tours nous rapporte que Childeberrt, en montant sur le trône, avait solennellement promis *ut leges consuetudinesque novas populo non infligeret*.

Le mode de confection de la loi excluait d'ailleurs d'une façon générale, la participation du monarque. Elle n'était pas comme aujourd'hui, la manifestation écrite de la volonté du législateur, mais la constatation des usages et des mœurs. La coutume se faisait d'elle-même et Guy Coquille pouvait écrire (1) : « En effet, c'est le peuple qui faict la loy qui est une image de l'ancien establissement de ceste République Françoisse, meslée de Démocratie, Aristocratie et Monarchie. Car faire loy est droict de Souveraineté qui n'est pas pour déroger de l'auctorité et majesté du roy ». Il est vrai qu'il donnait à cette coutume une origine fantaisiste en expliquant son manque de rédaction par ce fait que « Les anciens François grands guerriers et bons politiques s'adonnaient plus à faire le bien qu'à dire ni à écrire! »

Bien plus, le Roi n'aurait pu, au moins théoriquement, modifier ces usages qu'avec le consentement de la nation et le témoignage de Bodin est formel (2). « Quant aux coutumes générales et particulières, on n'a pas accoutumé d'y rien changer sinon après avoir bien et dûment assemblé les trois Etats de France en général et de chacun baillage en particulier. »

(1) *Questions et réponses sur les coutumes de France*, n° 1.

(2) *Six livres de la république*, l. 1, ch. viii, p. 137.

Aussi, les ordonnances que le Roi avait d'abord promulguées avec l'assentiment des barons et qu'il était maintenant assez puissant pour imposer à lui seul dans le royaume (1), réglaient-elles surtout des questions de droit public et d'organisation administratives.

Le grand législateur restait le peuple et Juvénal les Ursins, en proclamant que Charles VII devait se soumettre aux *loys du royaume* (2), ne faisait qu'énoncer un principe courant et indiscuté.

Mais il va plus loin et trace immédiatement à son prince une nouvelle limite en écrivant, désireux de corriger la maxime romaine *Quod principi placuit legis habet vigorem* : *Pour répondre ad ce que on dit que le prince peut tout... voire prendre ce qui est à son subject... il se entend en ce qui est raisonnable selon miséricorde, clémence et équité* (3).

L'idée, cette fois encore, n'a pas le mérite de l'originalité. L'inspiration de Jean de Salisbury est manifeste, et il semble que Juvénal, en cette matière se soit contenté de reproduire *Policraticus*. « Quand on dit que le prince est au-dessus des lois, écrit l'évêque de Chartres, cela ne veut

(1) Encore les ordonnances restaient-elles souvent lettre morte. « On fait bien des ordonnances, écrit Juvénal (*Epistre au Roi*, ms. fr. 2701, fol. 16), mais il suffist (on se contente) de les escrie et publier, qui est un grant moquerie, derrision et deshonneur pour le roi. »

(2) Remontrances au roi pour la réformation du royaume.

(3) Remontrances au roi pour la réformation du royaume, ms fr. 2701. fol. 98 v°.

pas dire que tout lui soit permis, mais qu'il doit être celui qui par amour de la justice et non par crainte du Châtiment procure le bien de l'Etat... il ne lui est permis de vouloir que ce que la loi ou l'équité ordonne ou ce que demande le bien commun. C'est donc avec raison que sa volonté, en ce qui concerne les affaires publiques, a force de loi, tant qu'elle ne s'éloigne pas de la justice » (*Politicraticus*, lib. IV, cap. II, col. 515). De même pour Salisbury le roi doit se soumettre « aux loys du royaume ». « La seule différence qui existe entre le tyran et le prince légitime est que celui-ci est soumis à la loi, gouverne le peuple conformément à la loi » (*Policraticus*, lib. IV, cap. I, col. 513).

D'ailleurs les hommes se sont fait de tout temps un idéal de l'équité, essayant d'en faire le modèle de la législation en vigueur et opposant en cas de conflit entre la justice et la Loi, les lois divines aux lois humaines et le droit naturel au droit positif.

On connaît les paroles héroïques que place Sophocle dans la bouche d'Antigone répondant au tyran Créon, qui lui reprochait d'avoir enfreint ses lois, que celles-ci ne « peuvent prévaloir contre les lois non écrites, œuvres immuables des dieux car ces lois ne sont ni d'aujourd'hui ; toujours vivantes nul ne sait leur origine ».

C'est en vertu de ce principe, universel dans le temps et dans l'espace que Hincmar écrit que le roi peut être contraint à agir selon la justice, que Bodin (1) proclame :

(1) *République*, livre I, ch. VIII, p. 150.

« les lois des princes souverains ne peuvent altérer ni changer les lois de Dieu et de la nature. » Et Claude Seyssel (1) rappelle au prince qu'il est tenu d'observer les règles de la religion, de la justice de la police dans son sens le plus élevé et de régner selon les lois.

Autant de recommandation dont on pourrait multiplier les exemples et qui, sous des formes différentes, rappellent au souverain les mêmes règles que lui assigne Juvénal des Ursins.

Que cachent-elles sous leur forme pompeuse et impressionnante? La raison, la miséricorde, la clémence, l'équité que Juvénal dresse devant le prince comme autant de barrières, voilà certes de bien belles choses et de bien grands mots mais quelle est au juste leur portée?

La formule est en réalité trop vague pour qu'on puisse donner la liste limitative de ses applications possibles. Elles sont légion. Jean II les emploie à chaque passage de son œuvre et ce sont contre les abus du prince et de ses gens, son meilleur bouclier.

C'est en leur nom que le prince doit respecter la propriété de ses sujets. *Ne ce qui est mien n'est pas vôtre. Peut bien estres que en la justice vous êtes souverain et va le ressort à vous ; mais en droit domaine vous avez votre domaine et chacun particulier le sien* (2).

(1) *La grande monarchie française*, Paris, 1541, in-8°, Part. I, ch. VIII-IX, partie II, ch. XV, *passim*.

(2) *Remontrances au roi*....., ms, p. 2701, fol. 97-98.

De même ils commandent au roi le souci constant du bien public.

Car celluy est digne d'estre privé et débouté de sa seigneurie qui en use à ses volentes et non mie au profit de ses subjects (loc cit., etc., etc.).

En somme, pour aller au fond des choses, la formule cachait sous sa forme déclamatoire une véritable impuissance et le roi ne s'en embarrassera jamais sérieusement.

Justice, équité, servantes complaisantes que chacun prétend avoir pour soi et dont il est souvent difficile de distinguer le véritable camp parmi les subtilités des théories et des sophismes !

La règle, pour être efficace, manquait des deux conditions qui font la loi forte ; la précision et la sanction.

Elle n'offrait qu'une protection illusoire mais qui devait se renforcer par la suite. C'était du droit public en formation portant en soi le germe des garanties constitutionnelles futures.

Louis XIV s'embarrassera bien peu de ce principe lorsqu'il écrira non sans grandeur en rédigeant pour le dauphin son testament politique : « Tout ce qui se trouve dans l'étendue de nos états nous appartient au même titre. Les deniers qui sont dans notre cassette, ceux qui demeurent entre les mains des trésoriers et ceux que nous laissons dans le commerce de nos peuples doivent être également ménagés... »

Vous devez donc être persuadés que les rois sont seigneurs absolus et ont naturellement la disposition pleine et libre de tous les biens qui sont possédés aussi bien par les gens d'Eglise que par les séculiers pour en user en tout temps comme de sages économes ».

SECTION III

Les Organes Politiques.

A défaut de loi constitutionnelle efficace, le pouvoir du roi trouvait de sérieux tempérament, dans les organes politiques qui l'entouraient.

Certains, comme les Etats et les cours souveraines, avaient par leurs fonctions même des droits de contrôle précis et théoriquement reconnus.

D'autres avaient su prescrire à leur profit une certaine indépendance et jouissaient d'un pouvoir qui pour être usurpé, n'en était pas moins réel.

C'est ainsi que beaucoup d'officiers fortifiés dans leurs charges par la vénalité et l'hérédité des offices opposaient aux ordres du souverain qui leur paraissaient inopportuns leur mauvais vouloir ou leur résistance ouverte.

Même au cours de la monarchie absolue, la Souveraineté théoriquement sans limite du prince, se heurtait dans la pratique à leur bon plaisir.

Que pouvait contre eux le maître privé de la révocation et de l'avancement, ces deux armes puissantes à stimuler le zèle et faire taire les pudeurs ?

Le roi se trouvait le prisonnier des nombreux rouages dont il s'était entouré et sa volonté se fatiguait souvent la

première dans les luttes fréquentes qu'il devait livrer à leur résistance.

En fait les conseils et les agents jouissaient d'un réel pouvoir et la boutade de Louis XV lorsqu'il s'écriait : « Si j'étais lieutenant de police je défendrais les cabriolets » (1), se trouvait pleinement justifiée par les faits.

A l'époque de monarchie tempérée qui nous occupe, les pouvoirs du roi étaient encore bien plus strictement limités, et bien qu'il eut déjà commencé la conquête de son absolutisme, des écrivains notables du xvi^e siècle pouvaient encore considérer la Souveraineté Française comme mixte, exagérant singulièrement, il est vrai, les véritables pouvoirs des organes et des Etats.

Aussi n'avons-nous pas l'intention de rechercher ici les différents organes politiques susceptibles de limiter le pouvoir royal. Ce serait sortir du cadre de notre étude et nous astreindre à une revue du droit public presque entier de cette période.

Nous nous contenterons d'examiner le Chancelier et les Etats au sujet desquels Juvénal des Ursins émet des théories que les circonstances rendent particulièrement intéressantes.

1^o *Le Chancelier.*

A peine élevé par Charles VII à la dignité de Chancelier, Guillaume des Ursins s'était adressé à son frère aîné

(1) Mercier, *Tableau de Paris*, chap. II.

pour lui demander des conseils sur la façon d'exercer une importante magistrature.

Le Chancelier était alors le plus grand officier de la couronne. D'abord simple notaire sans grande importance, il était devenu dès le ^{xiv}^e siècle le premier dans le royaume après le roi. Garde des Sceaux, il contrôlait les actes de la volonté royale et leur donnait force exécutoire ; chef de la magistrature, président de droit du parlement il était au surplus l'inspirateur de la législation royale, proposait et rédigeait les ordonnances.

Rôle considérable et difficile pour lequel les sages conseils de Juvénal n'étaient point de trop.

Celui-ci s'exécuta et envoya à son frère *le discours sur le faict de la justice et la charge de Chancellerie*.

Après s'être excusé, dans un début plein de modestie de son peu de compétence à traiter pareille question, Jean II divise son ouvrage en trois parties dans lesquelles il développe les prescriptions du verset biblique, *Viriliter age, confortetur cor tuum et sustine dominum* (1).

On voit à ce programme que Juvénal malheureusement pour l'histoire du droit s'attache surtout aux qualités morales que nécessite la fonction plutôt qu'à ses attributs théoriques.

Il se sert d'ailleurs de cette épître comme d'un excellent prétexte pour envoyer au Roi derrière son chancelier toutes les remontrances que méritent ses nombreux abus,

(1) Ms fr. 2.701, fol. 41.

dénoncer les conseillers *ribauls pleins d'orgueil et de vices* qui flattent le prince, prêcher la cause des juridictions ecclésiastiques, regretter le gaspillage des deniers publics.

On y trouve pourtant à côté du tableau lamentable de la mauvaise administration du royaume quelques règles précises sur la technique de la fonction.

C'est ainsi que Juvénal des Ursins dicte à son frère l'attitude qu'il devra prendre lorsque le Roi lui présentera des actes qui lui paraîtront manifestement illégaux.

Faudra-t-il apposer les sceaux ? Il y a lieu de distinguer. Au fond, le roi seul est à proprement parler chancelier. S'il présente des lettres *aucuneffoys estranges et deraisonnables* le chancelier s'abstiendra de les sceller et fera des remontrances au Roi. Mais si, ceci fait, le Roi exige qu'on les scelle, que Guillaume alors s'exécute. Certes *il est bien dur à un bon courage de passer choses desraisonnables ; sed voluntas regis pro ratione censeri debet au regard de vous.*

En somme, cette doctrine étaient engros celle que professaient les cabochiens. L'article 216 de l'ordonnance de 1413 prévoyait formellement le cas et exigeait que le Chancelier ne scelle aucune lettre qui lui semblerait inique ou tortionnaire. Il devait, en cas de doute ou de difficultés, soumettre les lettres au Conseil du roi pour qu'il en soit discuté (1). « Et est advenu plusieurs fois

(1) Isambert, tome VII, p. 283 et s.

que plusieurs, par importunité, inadvertance ou autrement ont obtenu plusieurs lettres de nous, iniques ou tortionnaires, lesquelles pour ce ont été refusées à sceller ou la Chancellerie, et parce les impetrans se sont plusieurs fois ingérez de faire mander et commander que elles feussent scellées, toutrs excusations cessans, pourquoy on a aucunes fois accoustumé, en la Chancellerie d'écrire sur la marge d'icelle *sigillata de expresso mandato regis* par laquelle forme d'impêtrer les dictes lettres et les faire

Coville, *Les cabochiens et l'ordonnance de 1413* (1888) *L'ordonnance cabochienne* (1391).

On est frappé de nombreux rapports qui existent entre les réformes proposées par Juvénal des Ursins et celles qu'avait éphémèrement réalisées l'ordonnance cabochienne. Pour les hommes de ce temps, les deux pôles principaux étaient la justice et l'organisation financière et Juvénal des Ursins et les Cabochiens avaient orienté vers eux leurs efforts. Leurs œuvres attestent la même énormité d'abus, la même défiance contre une administration oppressive et concussionnaire ; les solutions qu'ils proposent ne sont ni révolutionnaires ni novatrices et respectent la Souveraineté du prince. La similitude est souvent frappante.

Juvénal cependant passe sous silence l'ordonnance cabochienne et les Cabochiens et affecte de ne pas reconnaître leurs mérites. Son attitude s'explique facilement. Son père Armagnac avait été l'ennemi mortel des Bouchers. En 1418 ils avaient proscrit sa famille et pillé sa maison. Juvénal avait gardé un mauvais souvenir de leurs violences qui avaient ensanglanté sa jeunesse et dont il avait eu personnellement à souffrir. Il n'avait retenu du mouvement cabochien que les excès et il résume sur lui son jugement dans l'histoire de Charles VI (année 1411) : *Si un homme estoit riche, il ne falloît que dire cestuy la est Armagnac pour le tuer, des rober et prendre ses biens et il n'y avoit ne homme de justice ne aultre qui en eust osé mot dire.*

sceller n'est mie raisonnable, c'est contre le bien de justice : pourquoy nous enjoignons et défendons expressément à notre aimé et féal Chancelier qui à présent est et qui sera par le temps advenu, sur le serment qu'il a et qu'ils auront à nous, que pour quelconque mandement ou commandement qui leur soit fait par le Chancelier, huis-siers ou sergents d'armes, varlets de chambres ou autres de quelconque auctorité qu'il soit, ils ne scellent aucunes lettres qui leur sembleroit estre iniques ou torcionnaires, et obtenues par importunité ou inadvertance, et en cas de doulte ou difficulté, nous commandons à iceluy nostre Chancelier que icelles il retienne par devers luy, pour les rapporter et faire lire par devant nous en nostre conseil ; et icelles leues à l'oye de tous, sera discuté et déterminé se elles devront être scellées ou non. »

On le voit, la doctrine de Juvénal était moins rigoureuse que celle des cahochiens, mais elle conférait en somme au Chancelier les mêmes pouvoirs d'appréciation.

Si elle ne faisait pas intervenir le Conseil du Roi comme l'ordonnance de 1413, il y avait à cela de puissantes raisons de fait. On conçoit en effet que la folie de Charles VI nécessitait la présence de son conseil pour la discussion des lettres. Les soumettre au seul examen du Roi eut été prendre une précaution inutile. Charles VII au contraire, à la différence de son père, était à même d'en apprécier seul la teneur.

Cette attitude que Juvénal prescrivait au Chancelier devait devenir classique. Nous en avons la preuve dans

la formule du serment prêté à son entrée en charge par le Chancelier de Prat (1). « Quand on vous apportera quelque lettre signée par le commandement du Roi, si elle n'est de justice et de raison, ne la scellerez point encore que ledit seigneur ne le commande par une ou deux fois ; mais viendrez devers iceluy seigneur et luy remontrerez tous les points par lesquels ladite lettre n'est raisonnable ; et après que aura entendu tous les dits points s'il vous commande de la sceller, la scellerez, car alors le péché en sera pour ledit seigneur et non pour vous. »

Certes des chanceliers poussèrent plus loin la résistance et préférèrent perdre leur office que d'apposer leurs sceaux sur des actes iniques ; Michel de l'Hôpital, de Birague, nous offrent de curieux exemples de ce noble courage.

Mais à l'époque de Charles VII, le chancelier n'avait pas encore conquis la prérogative précieuse de l'inamovibilité.

Non seulement le Roi pouvait (ce qui lui fut toujours possible de faire) lui retirer les sceaux, mais il lui était encore possible de le destituer totalement et de le priver de son titre.

Pourquoi, dans ces conditions, Juvénal aurait-il conseillé à son frère de rendre dignement son brevet au souverain et de perdre ainsi la place et le titre pour une manifestation noble, mais platonique ?

Ces conseils de modération ne sauvèrent d'ailleurs pas Guillaume de la disgrâce et l'on sait que Louis XI, qui

(1) Tessereau, *Histoire de la grande Chancellerie*, p. 75.

avait avec les Ursins un vieux compte à régler, s'empressa de le remercier de son avènement.

En somme le Chancelier ne constituait pas une véritable limite à la souveraineté. La procédure que Juvénal des Ursins nous indique était tout au plus de nature à attirer l'attention du Roi sur une mesure abusive, elle avait un effet moral et n'offrait nullement le caractère d'une sérieuse garantie.

2° Les Etats Généraux.

On peut concevoir, à l'époque monarchique, différents modes de limitation de la Souveraineté du roi par les Etats.

Les états pouvaient intervenir dans le Gouvernement en désignant plus ou moins complètement les conseillers du roi ou les administrateurs.

Il leur eut été encore possible de participer à l'œuvre législative en prêtant au souverain un concours reconnu indispensable.

Enfin ils pouvaient tenir effectivement les cordons de la Bourse et ne consentir au prince que les crédits qu'ils jugeaient utiles.

En fait, si l'on excepte la période du règne de Jean le Bon où les Etats jouirent de pouvoirs extraordinaires et intervinrent directement dans l'administration du royaume et la confection des lois, le troisième mode d'intervention

fut sous l'ancien régime le seul réellement pratiqué et les Etats furent avant tout les bailleurs de fonds de la royauté.

Il fallait tout naturellement, lorsqu'une guerre ou un grave événement rendait nécessaire un supplément de dépenses, qu'elle obtienne des seigneurs laïques ou ecclésiastiques l'autorisation de lever sur leurs terres l'impôt nécessaire.

D'où l'origine des premiers états généraux, convoqués en vertu des principes féodaux pour fournir au prince le Conseil et surtout l'aide pécuniaire et leur mode de recrutement : on conçoit, en effet, que l'élection n'existât pas encore pour cet organe purement féodal et auquel à cette époque toute idée de représentation de la nation était étrangère.

Le Roi d'abord forcé par la guerre à recourir souvent à cette institution indispensable, allait chercher, la paix faite et son pouvoir reconstitué, à se débarrasser de cette assemblée dangereuse pour sa souveraineté.

C'est Charles VII qui, nous l'avons vu plus haut, mena la lutte et réussit à prélever l'impôt sans le consentement des Etats. Le témoignage de Juvénal des Ursins sera donc particulièrement précieux pour nous éclairer sur cette curieuse évolution.

Le mouvement avait été précédé par un revirement doctrinal assez frappant.

Oresme, en termes formels, avait formulé la nécessité du consentement des Etats pour les charges extraordi-

naires (1). « Il est à déterminer par la communauté, écrivait-il, ou par la plupart d'icelle, expressément ou taisiblement quand, quelle et comment grand nécessité appert. Expressément à ce que se doit assembler la communauté, s'il est possible, et que faculté y soit. »

Mais quelques années plus tard Philippe de Maizières (2) dans le *Songe du Verger* admettait la solution contraire et faisait répondre par le Chevalier au clerc qui soutenait la thèse d'Oresme : « Que les rois mémement qui ne reconnaissent souverain en terre, comme est le roi de France, peuvent tailles extraordinaires, gabelles, fouages, et impositions mettre à leurs sujets » il est vrai qu'ils ne pouvaient le faire qu'en cas d'absolue nécessité et pour défendre la chose publique. « Car s'ils font autrement, le sang et la

(1) Oresme, *Traité de la première Invention des Monnaies*, dans Wolowski, Paris, Guillaumin, 1864, grand in-8°, chapitre xxiv, page Lxxi.

(2) Voici le texte (livre I, ch. cxxxvi).

« Il appert donc que les rois..... peuvent tailles extraordinaires, gabelles, fouages et impositions mettre à leurs subjects, comme le pape Innocent le Tiers le note expressément..... Toutefois il dit bien qu'ils font grand péché de mettre de telles aydes sans cause, mais à cause comme est pour la deffense de la chose publique ils le peuvent faire justement, mais que telles aydes soient converties pour la deffense de la chose publique et non pas en autres usaiges ; car s'ils le font autrement le sang et la sueur de leurs subjects crieront contre eulx au dernier jour du jugement. ... et devons savoir qu'il y a plusieurs causes pour lesquelles ung roy peut demander nouvelles aydes à ses sujets. Premièrement, pour la juste deffense du pays. »

On pourrait d'ailleurs multiplier les exemples et Oresme et Mai-

sueur de leurs sujets crieront contre eux au dernier jour du jugement ». Il y avait donc un courant théorique favorable au droit d'imposer du roi.

Mais ce furent surtout des raisons de fait qui au ^{xvi}^e siècle réalisèrent l'évolution.

En somme jusqu'en 1439, Charles VII avait continué de réunir les Etats, et Juvénal des Ursins le constate dans son « Epître au Roy à l'occasion des Etats d'Orléans » en se plaignant du manque d'assiduité du prince à ces assemblées. *A grand peine, lui reproche-t-il y avez nous monstre votre face.*

Plus tard, en 1453, Jean II tiendra un tout autre langage et reprochera vivement au roi de se passer, pour

zières n'étaient ni les seuls ni les premiers à prendre partie dans cette question capitale.

Nicolas de Clemengis voulait, à l'époque de Charles VI, que le prince n'établisse pas d'impôts nouveaux sans l'avis des Etats et en cas d'absolue nécessité (*De lapsu et reparatione justitiæ*, cap. xvii, § 2. p. 55.

Quant au grand Gerson, il était d'avis contraire et soutenait que le prince pouvait imposer de sa propre autorité, à condition qu'il y ait nécessité publique et que les recettes soient bien employées à cet usage. *Error est, regem aut principem informare, ipsum justo suo jure subjectis suis, et eorum bonis ad suum voluntatem uti posse absque alio titulo publicæ utilitatis aut necessitatis, imponendo quas-cumque exactiones ad libitum suum... verum est quod pro defensione necessaria populi omnia sunt in principi justa ordinatione per rationem et bonum consilium* » (*Considerationes principibus et dominis utilissimæ*, t. III, col. 623). On pourrait faire cette constatation chez la plupart des vieux auteurs, si cela ne devait nous mener hors du sujet ; la question de l'impôt, surtout à l'époque moyennageuse, est une de celles qui préoccupent le plus les docteurs.

lever la taille, du consentement des Etats Généraux.

Que s'était-il passé dans ce court intervalle ?

Le Roi, comme nous l'avons vu par ailleurs, avait renforcé puissamment sa souveraineté en obtenant l'armée permanente et l'impôt permanent qui en était la conséquence. Un pas lui restait à faire ; se passer du consentement annuel des Etats. Le peu de zèle des députés lui facilita singulièrement la tâche. Fatigués par la guerre, lassés de ces dérangements fréquents et coûteux, ils furent les premiers à admettre que leur vote une fois donné eût une valeur permanente.

Le Roi s'empressa de profiter de cette délégation tacite et en 1444, il pouvait répondre à une réclamation des notables que la réunion des Etats étant une charge pour le peuple, il imposait de les rendre aussi rares que possible (1).

Juvénal des Ursins n'admet pas cette manière de voir et consacre à la question un des principaux passages de ses « Remontrances au Roi pour la réformation du royaume ». Indigné de ces levées d'impôts sans le consentement de la nation, il dit crûment son fait au roi (2). *Vos prédécesseurs*

(1) Isambert, t. IX, 808 : « N'est ja nul besoin d'assembler les trois Estats pour mettre sus lesdites tailles ; car ce n'est que charge et dépense pour le pauvre peuple qui a à payer les frais de ceux qui y viennent, et ont requis plusieurs notables, seigneurs dudit pays, qu'on cessât de telles convocations faire et pour ceste cause sont contens qu'on envoie la commission aux esleuz selon le bon plaisir du roi ».

(2) Ms fr. 2701, p. 97-98.

ont accoustumé, quant ils avoient affaire pour la guerre ilz faisoient assembler les trois estas en demandant aux gens de l'Eglise, nobles et commun peuple que ils feussent vers eulx en quelque bonne ville. Et y venoient et y faisaient notablement monstrier les affaires qu'il avoit pour résister aux ennemis, en requérant que on vouloit adviser comment il pourroit la guerre soustenir et que selon l'advis des charges on luy voulait adviser.

Mais comme les choses vont différemment désormais ! Les aydes ordinaires dépositions, quatrièsmes vous les mettez ou souffrez mettre comme domaine ordinaire sans le consentement de vos trois états... On peut bien nommer ce royaume France car ils souloient estre francs et avoient toutes franchises et libertés ; mais de présent ilz sont plus que serfs taillables à volonté.

Je ne fais doute que ung prince comme vous spécialement peut tailler ses subjectz et lever aydes en certains cas et mesmement pour défendre le royaume et la chose publique, mais il se doit entendre raisonnablement. Et de présent on ne taille point les subjectz et ne les fait ou pas tondre simplement la layne, mais la peau, la chair et le sang jusques aux os.

Voici donc exposée et en termes formels la doctrine de la nécessité du consentement des Etats à l'impôt. La taille doit être demandée aux trois Etats assemblés ; on ne doit la lever que dans certains cas, spécialement pour la défense du royaume ; elle doit être raisonnable.

D'où provenait cette opinion contraire au fait et au sentiment général ?

Juvénal, en soutenant cette théorie, obéissait-il à un principe politique supérieur et entendait-il réserver les droits de la nation en face de la Souveraineté envahissante du prince ?

Certes il était, nous l'avons vu, soucieux de ses prérogatives de grand seigneur et il devait voir avec défaveur les députés abdiquer un droit si précieux et se dépouiller volontairement d'une pareille garantie.

Mais cet argument de principe était à notre avis secondaire dans sa détermination et sa théorie était surtout dominée par des considérations pratiques.

L'impôt permanent était la conséquence de l'armée permanente à l'entretien de laquelle il devait être exclusivement consacré. Les deux institutions étaient solidaires et la conception de l'impôt se trouvait donc étroitement réunie à la conception militaire.

Combattre la création des troupes permanentes c'était, en ôtant la cause, détruire nécessairement l'effet et professer par cela même une doctrine nettement défavorable à la permanence de l'impôt.

Hostile à l'armée de métier, Juvénal des Ursins était logiquement conduit à s'opposer à la perpétuité de la taille et à en demander au minimum le consentement annuel par les Etats.

Ceci nous amène à présenter très sommairement ses

théories militaires qui expliquèrent et justifiaient sa doctrine financière.

Fatigué par une interminable guerre dont il avait éprouvé toutes les horreurs, Juvénal désirait ardemment la paix. Aux états de 1439 qui devaient donner à la France l'armée permanente, il s'était fait son avocat contre Dunois et Rabuteau qui plaidaient la poursuite des hostilités.

Nous avons vu dans quel état misérable se trouvait le diocèse de Beauvais. L'ennemi usait des procédés barbares qui furent toujours le lot des guerres et que cinq siècles de civilisation croissante n'ont pu abolir ; il pillait les campagnes et brûlait les villes sur l'ordre de ses chefs qui considéraient ce brigandage comme une excellente méthode de combat. Jean II nous en relate un exemple (1). *Grandes plaintes vinrent à Paris de ceux de Meaux au roi d'Angleterre en lui disant qu'ils faisoient guerre mortelle et bouteint feux : lequel répondit qu'il y pourvoyroit y mettroit le siège et les auroit et quant aux feux qu'ils disoient qu'ils bautoient au plat pays, il respondit que ce n'était que usance de guerre et que guerre sans feu ne valoit rien non plus que andouille sans moustarde.*

Témoignage frappant, et qui ressemble à s'y méprendre jusque dans sa comparaison gastronomique, aux réponses que firent trop souvent dans la guerre actuelle les officiers allemands pour justifier les infamies de leurs soldats.

(1) *Histoire de Charles VI*, année 1420, p. 561, col. 2.

Aussi Juvéal des Ursins supplie-t-il le roi de mettre un terme à ces malheurs qui menacent en se prolongeant d'écraser définitivement le royaume. *Hélas, Sire, lui clame-t-il (1), la guerre a trop duré, votre royaume et vos pauvres subjects en sont tout détruits, les Eglises arsées et brûlées, les revenus diminués voire toute à peine abolies et mises au néant. Hélas doncque, Sire, faites paix, car par guerre les mauls dessus dits se pourroient réitérer, qui seroit la finale destruction de votre royaume et subjects lesquels par paix se pourroient resouldre, faites donc paix !*

Jean II était donc pour la paix, mais ce pacifiste se doublait d'un patriote. Il n'était point de ceux qui fuient lâchement les armes et sont prêts à acheter leur tranquillité au prix de toutes les servitudes.

N'avait-il pas dans son épître au Roi aux Etats d'Orléans, poussé vivement Charles VII à reprendre la Normandie ? N'affirmait-il pas encore dans son épître au Chancelier que bien que profondément pacifiste, il ne croyait la paix possible et durable qu'après l'écrasement d'un ennemi trop perfide ?

En somme ce qu'il demandait au Roi et les faits d'armes français le lui permettaient désormais, c'était une paix glorieuse et fondée sur la victoire (2).

(1) Ms fr., nov. acq. 741, p. 91.

(2) Juvéal des Ursins fait preuve ici d'une psychologie et d'une hardiesse remarquable : qu'on n'objecte pas pour poursuivre quand même la lutte, la justesse de la cause ! Il a remarqué que dans

Première raison pour se défier de l'armée permanente qui après avoir été un instrument de délivrance pouvait devenir un instrument de conquête et d'agression.

A ce motif déjà puissant s'ajoutait une sérieuse prévention contre les troupes de métier.

Les exactions des grandes compagnies étaient encore présentes dans les mémoires et la conduite actuelle des gens du Roi n'était pas meilleure. *Quelques tyrannies que les ennemis fassent encore*, écrit Juvénal à Charles VII (1) *encore sont vos gens aussi terribles... et il n'y a cœur si dur qui verroit et scauroit les tourments et dures oppressions qu'ils font au peuple qui n'eut pitié, compassion, et grande horreur.*

N'y avait-il pas lieu de craindre que les troupes royales ne continuent leur brigandage et désœuvrées par la paix ne boivent le sang du peuple ? Leur solde meilleur moyen d'éviter les déprédations des gens de guerre, serait-elle suffisante pour empêcher leurs pillages ?

Jean II ne le croit pas et est partisan de licencier ces troupes dangereuses que la paix rend désormais inutiles. *Si l'ordonnance des gens d'armes doit se continuer oui ou non il semblerait que non car vous n'avez plus aucune guerre* (2).

toutes les guerres, chacun des combattants se prétendait l'offensé et invoquait la justice et le bon droit. « Car au regard de la juste querelle, écrit-il (ms fr., nov. acq. 741, p. 93), les ennemis la se dient aussi avoir juste et nous sommes juges dans notre propre cause ! »

(1) *Épître aux États d'Orléans.*

(2) *Remontrances au Roi*, ms fr. 2701, p. 96 et passim.

Juvénal a d'ailleurs peu de confiance dans les armées de métier. La faillite de la Chevalerie dans les désastres de Crécy et d'Azincourt l'a éclairé sur la valeur de ces guerriers coûteux et embarrassants qui vivent sur le peuple et le défendent si mal. Pour lui *un varlet brave vaut mieux qu'un gentilhomme lâche et est plus digne d'être Chevalier*. — Il a meilleure confiance dans la nation armée, applaudit à la création des francs-archers et conseille au Roi de s'appuyer sur les milices bourgeoises.

Tout au plus faudra-t-il placer une solide garnison aux frontières pour arrêter le choc de l'ennemi et permettre derrière elle la mobilisation.

Ainsi Jean II prévoyait par une sorte de divination l'organisation militaire de l'avenir et traçait le plan des armées modernes, basées sur la coopération de plus en plus grande de la nation.

Il n'était d'ailleurs pas le seul à accueillir sans enthousiasme la réforme militaire ; l'opinion publique lui était peu favorable et ses critiques se manifestaient déjà dans le théâtre et les revues de l'époque.

C'est ainsi que dans *La Farce nouvelle de Marchandises, Mestier, Pou d'Acquest, le temps qui court et grosse dépense* qui fut jouée vers le milieu du xv^e siècle, on voyait pour d'acquêt (Sans le sou) assurer à Mestier et Marchandise que les réformes militaires avaient pour but d'achever de « piller les villages » (1).

(1) La farce est éditée par Viollet le Duc, *Ancien Théâtre français*, t. III, p. 249.

Mais l'hostilité populaire contre l'ordonnance des gens d'armes avait surtout pour cause la réaction pacifiste qui suit toujours les guerres longues et cruelles. Et puis, les exactions des gens d'armes étaient encore trop fraîches dans les mémoires et on craignait que la permanence de l'armée ne devienne la permanence de ces abus.

Il est en outre très probable que les grands entretenaient volontairement ce sentiment chez le peuple qui, mû d'ailleurs par l'esprit d'imitation qui le pousse à prendre exemple d'en haut, était amené à les leur emprunter inconsciemment.

Car en réalité l'ordonnance de 1439 ne lésait en aucune façon l'intérêt des masses et n'était dirigée que contre la féodalité.

Certes elle avait consacré l'impôt royal permanent, mais la taille nouvelle ne devait pas constituer pour le peuple un fardeau supplémentaire, car le Roi prenait soin de supprimer dans la seconde partie de son ordonnance la taille des Seigneurs (1).

(1) Isambert, *Recueil général des anciennes lois françaises*, t. IX, p. 57. Loi Edit ou pragmatique Sanction sur l'établissement d'une force militaire permanente à cheval et la répression des vexations des gens de guerre (Orléans, 2 novembre 1459).

Article 44. — *Idem*, et pour ce que plusieurs mettent tailles sus en leurs terres sans l'auctorité et congé du roy, pour leur volonté ou autrement, dont le peuple est moult opprimé, le roi prohibe et défend à tous, sur les dictes peines de confiscation des biens que nul de quelque estat, qualité ou condition qu'il soit, ne mette ou impose taille ou autre aide ou tribut sur ses sujets ou autres pour quelque cause ou couleur que ce soit, sinon que ce soit de

Le peuple ne pouvait qu'y gagner, l'administration royale risquant d'introduire plus de fixité dans l'impôt et moins de brigandage dans sa perception. De toute façon, ses charges restant les mêmes, seuls les guichets du receveur changeaient.

Mais les seigneurs perdaient à la mesure, avec leur principale ressource financière, leur force militaire, soutien de leur autorité, car l'article 3 de l'ordonnance prohibait, sous des peines sévères, la levée des troupes sans le consentement royal. D'où leur opposition à la réforme qui alla jusqu'à la révolte lors de la Praguerie.

On conçoit donc aisément que Juvénal des Ursins systématiquement hostile, et pour des motifs très plausibles, aux troupes permanentes se soit opposé à la permanence de la taille qui en était la conséquence.

D'ailleurs une autre raison de fait plus sérieuse encore

l'auctorité et congé du roy, et par ses lettres patentes ; et déclare le roy dès à présent le lieu ou seigneurie ou telles tailles ou aides seront mis sus sans ses auctorité et congé, omis et confisque envers lui.

Article 41. — *Idem.* Et pour ce que souventes fois après que du consentement des trois etats le roy a fait mettre sus aucune taille sur son peuple pour le faict de sa guerre et lui subvenir et aider à ses nécessitéz, les seigneurs, barons et autre empeschent et font empescher les deniers de la dite taille et aussi des aides du roy de leurs terres et seigneuries..... Le roy ordonne, mande et commande que toutes telles voies dorénavant cessent.

Article 42. — Il faut que le seigneur « laisse et souffre les dits deniers, les tailles et aides du roy estre levez et cueillis par les commis à ce par les receveurs à ce ordonnez par le roy sans aucune manière les empescher.

le poussait à exiger le consentement de l'impôt par les Etats.

L'impôt, c'était à l'époque un principe indiscuté, devait uniquement servir à la défense du pays.

Toute autre utilisation était blâmable et le prince qui le détournait de cet emploi était réputé tyran.

C'est ainsi qu'Oresme, dans son *Traité de la première invention des monnaies*, vouait à la vengeance de son peuple le souverain qui altérerait les monnaies sans le consentement de la communauté et pour un autre but que la guerre.

Plus tard Bodin (1) reprendra la même idée, dénoncera comme cause de la cherté des prix le luxe des princes et de leurs courtisans et conseillera au Roi de se procurer l'argent dont il a besoin, non par l'impôt, mais en exerçant le commerce, ce qui vaudra toujours mieux que de trafiquer des honneurs et des places.

Charles VII, au mépris de la règle, détournait l'impôt de sa véritable destination pour le gaspiller en fêtes et en présents. L'histoire nous laisse un sombre tableau de son effrayante prodigalité et M. Petit-Dutaillis (2) a pu écrire à ce sujet : « Aussitôt que les Etats Généraux avaient voté un subside, Charles VII achetait des chevaux et des armes de prix, de somptueux vêtements et comblait de cadeaux son entourage. Une fois l'argent épuisé, il

(1) Six livres de la République, Titre des Finances et de la Censure.

(2) Lavissee, *op. cit.*, IV, 2, p. 29.

renait une vie obscure de petit gentilhomme ruiné qui emprunte à ses valets et ne paie pas ses fournisseurs. Souvent on lui refusa crédit. Il y avait des périodes d'indigence où le Roi faisait remettre des manches à ses vieux pourpoints et ne pouvait s'acheter de chaussures neuves. En 1428, les habitants de Tours firent cadeau à la reine de pièces de lin, ayant su qu'elle avait besoin de chemises ».

Juvénal des Ursins s'indignait de ce gaspillage, flétrissait les courtisans qui détournaient ainsi les tailles prélevées pour la guerre. *On les doit mieux réputer larrons publiques*, écrivait-il (1), *que ceux qui desrobent les gens en ung bois... on trouve en hystoire recits de gens ausquelz on a coppé les testes pour moins de cause.*

Il était donc naturel qu'il ne permette pas à un prince aussi prodigue de lever l'impôt de son propre chef et qu'il confie aux Etats les cordons d'une bourse que Charles VII eut tôt vidée.

(1) *Épître au Chancelier*, ms fr. 2.701, fol. 53.

La colère de Juvénal s'alimentait encore dans ses conceptions économiques violées. Comme les docteurs de l'époque il est « billon-niste » et attache à la monnaie une importance considérable. Le luxe effréné du roi et des gens de cour l'indigne car il draine l'or du royaume. Les meilleures monnaies sortent de France et celles des états voisins, qui valent beaucoup moins, ont cours partout (*Épître au Chancelier*). Ainsi près de 70 ans avant la naissance de Gresham, Juvénal des Ursins constatait la loi monétaire qui porte improprement son nom. Ses vues économiques sont d'ailleurs très en avance sur son temps et il va jusqu'à réclamer l'unité des poids et mesures copiée sur le type de Paris (Viollet, *op. cit.*, t. III, p. 201).

La protestation de Juvénal des Ursins contre la levée directe de l'impôt par le prince ne resta pas une manifestation isolée.

Bodin sous Henri III soutenait encore la même doctrine (1) et, s'inspirant de la constitution anglaise, exigeait le consentement des Etats à l'impôt.

« Fût remonstré aux Estats de Tours sous Charles VIII par Philippe de Commines qu'il n'y avoit prince qui eust puissance de lever impost sur ses sujets ; ni prescrire ce droit, sinon de leur consentement. Encore void on es commissions qui sont décernées pour les aides, tailles et autres impost que le roy employe la protestation ancienne de les oster si tost que la nécessité le permettra » (*Ibid.*, II, chap. XIV, p. 140). « Mais on peut dire que les Estats (c'est de l'Angleterre qu'il s'agit) ne souffrent pas qu'on leur impose charges extraordinaires ni subsides, sinon qu'il soit accordé et consenti au Parlement. Je respons que les autres roys n'ont pas plus de puissance que le roi d'Angleterre parce qu'il n'est en la puissance de prince du monde de lever impost à son plaisir sur le peuple, non plus que de prendre le bien d'autrui. »

Mais c'était là une prétention théorique qui ne devait plus limiter dans les faits la Souveraineté du Roi.

La royauté par un long usage avait prescrit le droit de lever directement les vieux impôts. Tout au plus les esprits libéraux demandaient-ils, un siècle plus tard, que

(1) Six livres de la République, édit., Genève, 1629, liv. VI, ch. III, p. 880.

les Etats Généraux soient consultés pour l'établissement des charges nouvelles.

En fait la prérogative royale devait se consolider avec le temps et on ne consulte plus les Etats que pour la façade afin de faire mieux accueillir les impôts nouveaux par la population. Leur consentement n'était plus nécessaire en droit et Loyseau pouvait écrire que les Etats, à son époque, n'avaient plus aucune part à la souveraineté (1).

L'institution déjà amoindrie s'était stérilisée d'elle-même par des querelles intestines et la royauté ne la réunissait plus que de loin en loin.

Le Roi en convoquant les Etats de 1789 après 175 ans d'oubli semblait ressusciter un organe disparu. La révolution devait en sortir.

(2) Loyseau, *Des Seigneuries de III*, n° 46 « A mon advis il ne faut plus douter qu'en France..... nostre roy n'ayant d'ailleurs presque plus d'autre fonds de finances, ne puisse faire des levées de deniers sans le consentement des Estats qui, comme j'ay prouvé au chapitre précédent n'ont aucune part à la Souveraineté. »

CHAPITRE IV

L'IDÉE DE LA SOUVERAINETÉ NATIONALE

CONCLUSION

Après avoir étudié la doctrine politique de Juvénal des Ursins dans son application aux pouvoirs et aux attributs du prince, il nous reste à examiner le fondement qu'il donne à la souveraineté.

Il y avait, nous l'avons vu à son époque, deux courants théoriques bien distincts qui ont subsisté jusqu'à la mort de la monarchie. Le principe du droit divin et l'idée nouvelle de la Souveraineté du peuple introduite par la scolastique avec saint Thomas d'Aquin.

Quelle est sur l'origine de la Souveraineté la conception de Jean II? Auquel de ces deux courants appartenait-il?

L'amour profond du peuple et la recherche constante de son bien-être est le sentiment qui domine dans l'œuvre de Juvénal des Ursins.

Il l'exprime à chaque page en des termes touchants ;

pas de réformes, pas de projets qui ne doivent dans l'esprit de Jean II servir à l'amélioration des classes populaires.

Il n'a pas, nous l'avons vu, le préjugé aristocratique et la noblesse n'est pas un titre à sa clémence, il dénonce les exactions des grands dignitaires si hauts soient-ils et les rend responsables plus que le Roi des malheurs du royaume. *Oppressions cruelles du peuple, nouveaux tourments pour financer le pauvre peuple ; plus horribles et merveilleux que ne faisoient payens aux benoîs martyrs pour justice, violence, pour miséricorde rapine, pour protection, destruction, pour soutenance subversion, pour pasteurs pilliers* (1). Ces nobles ont bien tort d'être fiers de leur origine. Beaucoup étaient primitivement *gens de bas Etat* et il n'est si noble qui *par mal faire ne se avilisse* (2).

Opinions singulièrement avancées pour l'époque, surtout si on les rapproche du jugement qu'il porte dans son plan de réformes militaires sur la noblesse et la chevalerie !

Juvénal si préoccupé du bonheur des masses va-t-il, devant les exactions des grands et la mauvaise administration du Roi, se laisser aller à une conception démocratique

(1) *Épître aux Etats de Blois*, ms français 2701, p. 2.

(2) Notons cependant qu'elles ne constituent pas une manifestation isolée, certains docteurs s'étant élevés à des conceptions théoriques vraiment risquées. C'est ainsi que Pierre Dubois, *De recuperatione terræ sanctæ*, édit. Langlois, p. 115, pouvait dresser le plan d'un véritable partage séculier de biens d'église.

de la Souveraineté ? Cet ami du peuple était un républicain ? ou plutôt faisait-il résider dans le peuple directement ou médiatement la source de tout pouvoir ? On pourrait s'y tromper et Juvénal des Ursins peut paraître à un examen superficiel avoir été un des pionniers avancés de la démocratie et avoir encouragé nettement l'hypothèse d'une constitution républicaine. C'est dans ses remontrances au Roi, après avoir constaté le gaspillage des impôts et les souffrances du peuple, qu'il fait une allusion à la possibilité d'un régime républicain meilleur, *J'ay veue, écrit-il (1), livre faisant mention du temps passé, du présent et du temps advenir (auquel je ne dy mye que on doye adjouster foy) qui met que en la fin de ces guerres, telles exactions se feroient que les nobles, gens d'Eglise et peuple, qui seront comme du tout approvis de leurs chevanches se mestroient ensemble pour y pourveoir et que en la fin, les finances du royaume qui se léveroient pour la guerre et les négoces publiques se gourverneroient par manière de eschevinages, c'est assavoir par les députés de ceulx qui les paient.*

Voici donc nettement posée l'idée de la représentation nationale, cette lecture qu'il ne précise pas n'est pour Juvénal qu'un prétexte prudent pour exposer une théorie aussi dangereuse, et bien qu'il stipule qu'il se contente de la rapporter sans la juger, la tirade est incontestablement de son cru.

(1) *Remontrances*, ms fr. 2701, fol. 97, recto 98, v^o.

Etait-elle la manifestation de ses vrais sentiments politiques ou n'y voyait-il qu'une menace capable d'intimider le Roi et de l'amender ?

Il paraît bien difficile d'y voir l'expression d'une doctrine sociale. Juvénal des Ursins nous a donné trop de preuves de son loyalisme pour qu'on puisse lui prêter des aspirations révolutionnaires. N'a-t-il pas proclamé l'indépendance extérieure du Roi ? Ne se montre-t-il pas toujours plein de respect pour sa personne ? Les théories qu'il professe et ses rapports avec le prince le mettent à l'abri d'une pareille supposition.

Et puis la conception moderne de la Souveraineté déléguée à la nation paraîtrait bien singulière à cette époque. L'évolution n'était point terminée, dans les esprits et dans les faits, qui devait amener l'avènement du gouvernement populaire. Il semble bien que pour les théoriciens du Moyen Age, même les plus avancés, la Souveraineté nationale ne fut jamais un but, mais un moyen, un procédé commode de faire régner la morale et la religion.

Comment eussent-ils pu avoir l'idée d'une démocratie souveraine, consciente et organisée, ces canonistes qui voyaient la misère du peuple, son ignorance et son servage ?

N'est-il pas plus logique de supposer que seule la pitié qu'ils avaient des souffrances populaires les poussait à rappeler aux princes par cet artifice les droits de leurs sujets ?

Ajoutons que pour eux le rôle des assemblées électives

ou autres qui entouraient la royauté était non dans l'action ou la décision, mais dans le « conseil » du prince ; rôle considérable d'ailleurs par son importance et ses responsabilités, à l'heure où la nation voyait dans les « mauvais conseillers » les fauteurs des abus d'un souverain qu'elle vénérât.

Il y a donc là chez Jean II, à n'en pas douter, une menace directe et violente dont il espère tirer profit et dont il n'envisage ni ne souhaite la réalisation.

Ce procédé d'intimidation était d'ailleurs assez répandu à l'époque où les auteurs étaient hypnotisés par l'idée de la « bonne police » puisée dans la politique d'Aristote. Le Roi lorsqu'il négligeait le bien de ses sujets devenait un tyran. « Quand les œuvres du prince ne tendent pas au profit commun du peuple, proclame le *Songe du Verger*, mais à son propre et singulier profit, il doit être appelé tyran et ne seigneurie apu justement. »

Contre un pareil despote toutes les représailles, même violentes, devenaient bonnes ; c'est ainsi qu'Oresme lui-même, dans son *Traité des monnaies*, menaçait de la République le prince qui s'obstinait à altérer sa monnaie sans le consentement de la communauté.

Juvénal des Ursins use d'un procédé analogue et d'ailleurs général dans l'espace et dans le temps : la menace d'une révolution ne fut-elle pas partout et à toute époque une mesure propre à réfréner les abus des gouvernants ?

L'œuvre de Jean II autant que sa vie elle-même ne per-

met d'ailleurs pas de doute et il apparaît nettement comme théoricien du droit divin. Il a marqué le Roi, nous l'avons vu longuement plus haut et nous n'avons pas à y revenir, d'un caractère sacerdotal ; s'il limite l'omnipotence du prince, c'est par les règles de la religion et de la morale, et non par le respect des droits d'un peuple qui l'aurait fait Roi ? Pour lui, le Roi ne tient que de Dieu et à aucun moment il n'a la conception sincère d'un pouvoir délégué par la nation.

Au fond, c'est un féodal, un grand seigneur, farouchement épris de ses droits, mais modifié par l'influence ecclésiastique et son immense amour du peuple.

Mais ce monarchiste, cet aristocrate entend sauvegarder jalousement ses droits et l'existence de pratiques qui lui semblent bonnes. Certes, il veut un Etat fort au dehors, indépendant de l'Etranger, muni d'une souveraineté internationale parfaite.

Mais il reste partisan des anciennes institutions, des vieilles libertés. Les progrès rapides et formidables de l'Etat l'inquiètent. Voici que déjà une armée de fonctionnaires se jette à la conquête du royaume et que l'administration paralyse sous les mailles serrées de son réseau les initiatives locales.

Juvénal s'émeut de ce développement dangereux des agents royaux. A quoi bon tous ses rouages qui ne servent à rien qu'à *pourvoir aux personnes plutôt qu'aux offices* (1). Il obtient la suppression du bouteiller, demande

(1) *Epître au Chancelier.*

celle du service des eaux et forêts. *Et faites oster ces offices des eaux et forets qui ne sont que mengeries car les baillys et seneschaulx le feront bien* (1).

Il souffre déjà du fonctionnarisme naissant, traînant sa cohorte de maux, le favoritisme, la gabegie, l'oppression et il s'insurge devant cette marée qui va tout submerger, s'enflant sans répit de siècles en siècles.

La centralisation ne lui paraît pas nécessaire au développement des peuples et il ne veut pas sacrifier à l'Etat l'initiative des collectivités et des individus.

D'où les deux aspects bien distincts de sa conception de la Souveraineté, puissante et absolue au dehors et s'arrêtant à l'intérieur du royaume aux droits des particuliers et des groupes. L'Etat (2) gendarme suffit à ce libéral et il professe inconsciemment la théorie que Taine ex

(1) *Epître au roi aux Etats d'Orléans.*

(2) Il faut noter que Juvénal pas plus que ses contemporains n'a la notion de l'Etat telle que nous la possédons actuellement. Il ne conçoit pas l'Etat comme un souverain impersonnel, une abstraction, un être illusoire au nom duquel le souverain effectif gouvernerait.

L'Etat, à cette époque, c'est non la personne morale qui personnifie la notion, mais une chose : l'ensemble des intérêts collectifs du pays et l'organisme politique lui-même. *Respublica* la chose publique dont le roi est l'âme. « Le roy, écrit-il dans ses remontrances au roi, usant d'une comparaison fréquente à l'antiquité, est *l'âme de la chose publique. la chose publique est comme un corps accompagné de membres dont le roy est chef, les officiers de justice les membres, les yeux et les oreilles, les sages conseillers le cœur, les chevaliers et les nobles les mains, les laboureurs et les marchands les pieds.* »

posera sous une forme saisissante lorsqu'il écrira (1) :
« Prenons garde aux accroissements de l'Etat et ne souffrons pas qu'il soit autre chose qu'un chien de garde. Pendant que les autres hôtes de la maison laissaient émousser leurs dents et leurs ongles, ses crocs sont devenus formidables. Il est colossal aujourd'hui et il n'y a plus que lui qui ait encore l'habitude des batailles. Nourrissons-le largement contre les loups, mais que jamais il ne touche à ses commensaux pacifiques, l'appétit lui viendrait en mangeant... il faut le tenir à la chaîne et dans un enclos » !
Une dernière question nous reste maintenant à examiner. Quel est exactement l'apport de Juvénal des Ursins, dans quelle mesure a-t-il contribué à la formation du droit public ? On peut envisager son œuvre sous deux aspects différents : au point de vue de ses innovations doctrinales et à celui de ses résultats pratiques.

Nous avons pu constater au cours de cette étude que son rapport original se réduisait à bien peu de choses. Ses théories s'inspirent toutes de ses devanciers. Ici c'est Jean de Terre Rouge qui lui fournit les arguments sur le pouvoir d'administration du roi. Ailleurs c'est Salisbury qui l'inspire, ou le mouvement législatif antérieur.

Presque partout nous avons eu l'occasion de noter les sources et les inspireurs de ses doctrines qui n'ont avec celles de ses précurseurs et de ses contemporains que des différences peu sensibles.

(1) Taine, *La Révolution*, tome III, chap. II, p. 145-6.

Sur un point peut-être, il a fait véritablement œuvre originale en donnant à la question de l'exclusion des femmes à la couronne une ampleur et une netteté telles qu'on peut ici ne pas tenir compte des inspirations de détail et dire qu'il fut véritablement un créateur (1). L'histoire, en considérant pendant plusieurs siècles son *Mémoire* comme un monument définitif des rapports entre la France et l'Angleterre, a sanctionné sa valeur et sa supériorité sur ses devanciers.

Le peu d'originalité de Jean II diminue-t-il son mérite et rend-il son œuvre moins intéressante ? Qui pourrait le soutenir et n'y a-t-il pas ici une constatation que l'on peut faire lorsqu'on va au fond des choses, pour la plupart des théoriciens et des savants.

Peuvent-ils ignorer leurs devanciers. Ne puisent-ils pas tous leurs idées au vieux fonds commun de l'humanité ? Ne peut-on souvent en cherchant bien, même lorsqu'ils croient leur théorie originale, découvrir dans quelque grimoire une pensée antérieure presque semblable ? L'histoire dans sa marche circulaire ou plutôt pour tenir

(1) On invoquait encore l'autorité du *Mémoire* en 1717 et on en trouve une application curieuse lors de la querelle des princes légitimés. Les princes du sang se servirent de l'autorité de Jean II pour combattre la légitimation des bâtards de Louis XIV par l'édit de 1714 et reprirent sa démonstration pour établir que le roi ne peut modifier l'ordre de succession à la Couronne. — *Mémoires des princes du sang pour répondre au Mémoire instructif des princes légitimés...* seconde proposition, pages 8 et 9. Imprimé par ordre des princes du sang, le 1^{er} février 1717.

compte du progrès accumulé par les siècles, au cours de son évolution en spirale ascendante, ramène inlassablement les mêmes concepts et les mêmes faits.

Juvénal des Ursins n'avait d'ailleurs pas l'intention de faire œuvre savante et de se livrer à des dissertations sur la Souveraineté du roi.

Il écrivait au jour le jour, sans plan préconçu, sans but scientifique, dans le désir d'obtenir des réformes, de faire cesser des abus, d'être utile à son roi et à son pays. Pressé par le désir des réalisations pratiques, il s'est assimilé les théories de ses prédécesseurs. C'est un éclectique, un adaptateur merveilleux sachant souvent développer un principe encore confus et le mettre en lumière. Il ne se contente point de spéculations abstraites et la théorie n'a d'autre utilité pour lui que sa réalisation, dans un système où chaque opinion doit se concrétiser en améliorations pratiques. C'est dans les faits, plus que dans les esprits, qu'il entend faire régner sa doctrine.

Peut-être dira-t-on, qu'au fond, il s'est défendu lui-même et que derrière l'apparence désintéressée de beaucoup de ses réformes, se trouve le souci moins noble de la sauvegarde de ses droits personnels, de ses dignités ou de ses profits.

Qu'importe qu'une part d'égoïsme d'ailleurs discutable ait été l'aiguillon de ses réformes si l'intérêt de tous s'est trouvé en accord avec le sien propre et si le résultat, qui seul importe, fut favorable au bien public ?

On peut discuter son désintéressement, critiquer

l'étendue de son apport doctrinal ; on ne peut nier l'heureuse influence sur les faits de ses conceptions dont l'Histoire a montré l'opportunité et la sagesse.

La pierre qu'il apporta à l'édifice scientifique fut petite, peut-être, mais il eut le mérite d'être l'artisan qui, au milieu du chantier, ramasse les matériaux accumulés, les assemble, les ajuste et fait jaillir la maison du tas inutile des marbres et des rocs.

Novateur médiocre, ce fut un merveilleux adaptateur, un puissant créateur d'utilités, car si son apport doctrinal est restreint, sa conception de la souveraineté eut une réelle influence sur l'indépendance extérieure de la France, la sauvegarde des droits du peuple et la défense des libertés locales.

N'est-ce pas là un résultat suffisamment fécond et la science ne doit-elle pas être intimement liée à l'action dans la recherche constante du mieux !

Vu, le Président de thèse,

ED. MEYNIAL.

Vu, le Doyen,

F. LARNAUDE.

Vu et permis d'imprimer,

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris.

L. LIARD.

TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION	1
------------------------	---

PREMIÈRE PARTIE

Sources et bibliographie

Ouvrages manuscrits	9
Ouvrages imprimés	11
Bibliographie	12

DEUXIÈME PARTIE

Les influences provocatrices.

Chapitre I. — L'Epoque	15
Chapitre II. — La doctrine dans les précurseurs et chez les contemporains	26
Chapitre III. — Jean II Juvénal des Ursins	35

TROISIÈME PARTIE

La conception de la Souveraineté.

Chapitre I. — Transmission de la Souveraineté	51
Section I. — Successions légales à la couronne. Exclu- sion des femmes et de leurs descen- dants	51

Section II. — Transmission volontaire. Inaliénabilité du pouvoir royal	70
Chapitre II. — Limites à la souveraineté étrangères au royaume	82
Section I. — L'Empereur	83
Section II. — Le Pape	88
Chapitre III. — Limites à la souveraineté à l'intérieur du royaume	101
Section I. — Les libertés locales	103
1° Les droits seigneuriaux.	105
2° La juridiction ecclésiastique	112
Section II. — La Loi ; L'Equité	116
Section III. — Les organes politiques.	124
1° Le Chancelier	125
2° Les Etats généraux	131
Chapitre IV. — L'idée de souveraineté nationale	143
CONCLUSION	148

